DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE D'EXPLOITER UN ELEVAGE DE POULETTES

SCEA LAPOINTE

(120.000 places de poulettes)

Adresse projet :

Le Bois de l'Entrée
51390 Méry-Prémecy

Janvier 2026

Performa Environnement
Ingénierie réglementaire & Projets de développement
Tél. : 04 37 55 34 55 / Fax : 04 37 55 32 43

GLOSSAIRE

AAC	Aire d'Alimentation de Captage
ADEME	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
AEP	Adduction en Eau Potable
AOP	Appellation d'Origine Protégée
APPB	Arrêté (Préfectoral) de Protection de Biotope
ARIA	Analyse, Recherche et Informations sur les Accidents
ARS	Agence Régionale de Santé
BREF	Document de référence sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif
BRGM	Bureau de Recherches Géologiques et Minières
CAH	Complexe Argilo Humique
CGEDD	Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable
CIE	Couvert d'Interculture Exporté
CINE	Couvert d'Interculture Non Exporté
CODERST	Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques
DOCOB	Document d'Objectifs
DDETSPP	Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations
DDT	Direction Départementale des Territoires
DICT	Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux
ICPE	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
IGP	Indicateur Géographique Protégé
IHEDREA	Institut des Hautes Études de Droit Rural et d' Économie Agricole
INAO	Institut National de l'Origine et de la Qualité
INRA	Institut National de Recherche Agronomique
INRS	Institut National de Recherche et de Sécurité
IPR	Indice Poisson Rivière
ITAVI	Institut technique de l'aviculture
JO	Journal Officiel
MMR	Moyens de Maîtrise des Risques
MTD	Meilleures Techniques Disponibles
N	Azote
NH_3	Ammoniac
NH_4^+	Ammonium
Nk	Nombre de jours avec orage
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
P_2O_5	Phosphore
PC	Permis de Construire
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PNR	Parc Naturel Régional
PPRI	Plan de Prévention du Risque Inondation
RD	Route Départementale
SAGE	Schéma d'aménagement et de gestion des eaux
SDAGE	Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux
SDIS	Service Départemental d'Incendie et de Secours
SIREN	Système d'Identification du Répertoire des Entreprises
SRCE	Schéma Régional de Cohérence Ecologique
SUP	Servitude d'Utilité Publique
TMD	Transport de matières dangereuses
US EPA	United States Environmental Protection Agency
VLE	Valeur Limite d'Exposition
ZAR	Zone d'Action Renforcée
ZNIEFF	Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique
ZPS	Zone de Protection Spéciale
ZSC	Zone Spéciale de Conservation

SOMMAIRE

RÉSUMÉ NON TECHNIQUE 1

PREMIÈRE PARTIE
CONTEXTE DE LA DEMANDE

CHAPITRE A.LETTRE AU PRÉFET 18
A.1.LETTRE DE DEMANDE 18
A.2.DÉROGATION D'ÉCHELLE 21
A.3.DÉROGATION D'EXÉCUTION DU PERMIS DE CONSTRUIRE 22

CHAPITRE B.LOCALISATION DU PROJET 23

CHAPITRE C.PRÉSENTATION DU PROJET 25
C.1.HISTORIQUE 25
C.2.NATURE, VOLUME ET POSITIONNEMENT RÉGLEMENTAIRE DU PROJET 26
C.3.AUTORISATIONS DEMANDÉES 27
C.3.1.Nomenclature ICPE 27
C.3.2.Étude d'impact 28
C.3.3.Natura 2000 28
C.3.4.Synthèse 28

CHAPITRE D.TEXTES RÉGLEMENTAIRES DE RÉFÉRENCE 29

CHAPITRE E.CAPACITÉS TECHNIQUES ET FINANCIÈRES 30
E.1.CAPACITÉS TECHNIQUES 30
E.1.1.Compétences 30
E.1.2.Savoir-faire de la SCEA LAPOINTE 30
E.2.CAPACITÉS FINANCIÈRES 31

DEUXIÈME PARTIE
ETUDE D'IMPACT

CHAPITRE A.DESCRIPTION DU PROJET....33
A.1.ACTIVITÉ EN PROJET....33
A.2.BÂTIMENTS ET ÉQUIPEMENTS....34
A.2.1.Caractéristiques de construction des salles d'elevage....34
A.2.2.Equipements et installations des salles d'élevage....35
A.2.3.Parcours....37
A.2.4.Autres installations & équipements....38
A.3.TÂCHES D'ÉLEVAGE....42
A.3.1.Approvisionnement en poulettes....42
A.3.2.Alimentation....42
A.3.3.Abreuvement des animaux....43
A.3.4.Ambiance des salles d'élevage....43
A.3.5.Enlèvement des poulettes prêtes à pondre....43
A.3.6.Surveillance et entretien de l'élevage....44
A.3.7.Nettoyage en fin de bande....46
A.4.GESTION DES FIENTES....47
A.4.1.Collecte et transfert....47
A.4.2.Organisation des hangars....47
A.4.3.Quantité produite....48
A.4.4.Caractérisation du produit obtenu : engrais organique NF U 42-001-2....49
A.4.5.Autocontrôle de l'engrais produit....50
A.4.6.Commercialisation de l'engrais....51
A.4.7.Solution alternative en cas de non conformité....52
CHAPITRE B.ETAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT ET ÉVOLUTION PROBABLE....55
B.1.AIRE D'ÉTUDE....55
B.2.PAYSAGE, OCCUPATION DU SOL ET TRAME VERTE....57
B.2.1.Composition paysagère de l'aire d'étude....57
B.2.2.Observation rapprochée du site du projet....60
B.3.GÉOLOGIE ET PÉDOLOGIE....62
B.4.RESSOURCE EN EAU....64
B.4.1.Réseau bleu....64
B.4.2.Qualité des Eaux superficielles....65
B.4.3.Eaux souterraines....67
B.4.4.Usages de la ressource en eau....68
B.4.5.SDAGE Seine-Normandie 2022-2027....69
B.4.6.SAGE Aisne-Vesle- Suippe....70
B.5.CONTEXTE ÉCOLOGIQUE....70
B.5.1.Biodiversité ordinaire....70
B.5.2.Protections, inventaires environnementaux....71
B.5.3.Zones humides....73
B.5.4.Corridors écologiques et réservoirs de biodiversité....74

B.5.5.Etude faune - flore du site....75
B.5.6.Diagnostic zone humide du site....80
B.6.CLIMAT....83
B.6.1.Températures et précipitations....83
B.6.2.Vents....84
B.6.3.Changement climatique....85
B.7.MILIEU HUMAIN....86
B.7.1.Occupation humaine....86
B.7.2.Voisinage....87
B.8.ACTIVITÉ LOCALE....88
B.9.VOIES DE COMMUNICATION ET CHEMINS DE RANDONNÉE....89
B.10.ACTIVITÉS PROTÉGÉES....89
B.11.PATRIMOINE....90
B.12.INDUSTRIE, TMD ET RISQUES....90
B.13.SERVITUDES D'UTILITÉS PUBLIQUES TELECOMMUNICATIONS ET TRANSPORT D'ÉNERGIE....91
B.14.RISQUES NATURELS....92
B.15.ÉVOLUTION PROBABLE DE L'ENVIRONNEMENT EN L'ABSENCE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET....93
B.16.SYNTHÈSE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX....94
CHAPITRE C.SOLUTIONS DE SUBSTITUTION....97
C.1.PRÉSENTATION DES PARTIS ENVISAGÉS....97
C.2.ANALYSE COMPARATIVE ENVIRONNEMENTALE....98
C.3.CONCLUSION....100
CHAPITRE D.FACTEURS AFFECTÉS, EFFETS DU PROJET ET MESURES ASSOCIÉES....101
D.1.FACTEURS DE L'ENVIRONNEMENT NATUREL ET HUMAIN SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS PAR LE PROJET....101
D.2.RESSOURCE EN EAU ET SOL....102
D.2.1.Protection de la desserte en eau....102
D.2.2.Maîtrise de la consommation en eau....102
D.2.3.Gestion des effluents d'élevage....103
D.2.4.Maîtrise des rejets d'eaux chroniques....105
D.2.5.Stockage de liquides susceptibles de porter atteinte à l'environnement....106
D.3.MAÎTRISE DE L'IMPACT SUR L'AIR....107
D.3.1.Poussières....107
D.3.2.Gestion des émanations gazeuses....109
D.3.3.Gestion des émissions olfactives....110
D.4.PROTECTION SANITAIRE DE L'ÉLEVAGE....111
D.5.BRUIT ET VIBRATIONS MÉCANIQUES....112
D.6.PAYSAGE ET PATRIMOINE....114

D.7.DÉCHETS....116
D.7.1.Pertes de cheptel....116
D.7.2.Déchets divers en faible quantité....116
D.8.GESTION ET ORGANISATION DU TRAFIC ROUTIER....117
D.9.MILIEUX NATURELS....118
D.9.1.Au droit du site....118
D.9.2.Evaluation préliminaire des incidences du projet sur le réseau Natura 2000....120
D.10.IMPACT SUR LE CLIMAT ET VULNÉRABILITÉ DU PROJET AU CHANGEMENT CLIMATIQUE....123
D.10.1.impact sur l'évolution climatique....124
D.10.2.Orientations du PNACC et du sraddet GRAND-EST....125
D.10.3.Vulnérabilité du projet....126
D.11.IMPACTS ET MESURES EN PHASE TRAVAUX....127
D.12.EFFETS CUMULÉS....128
D.12.1.Plan d'épandage des boues de station....129
D.12.2.centrale photovoltaïque au sol du Moulin à vent....129
D.12.3.Charte du PNR Montagne de Reims....130
D.13.DÉPENSES ENGAGÉES POUR L'ENVIRONNEMENT....131
D.14.MODALITÉS DE SUIVI DES MESURES ET DE LEURS EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT....132
CHAPITRE E.VOLET SANITAIRE....134
E.1.CONTEXTE DU SITE....134
E.1.1.Démographie....135
E.1.2.Usages dans le voisinage....136
E.2.IDENTIFICATION DES DANGERS ET DÉFINITION DES RELATIONS DOSE - EFFET....136
E.2.1.Emissions atmosphériques....137
E.2.2.Diffusion de micro-organismes pathogènes....141
E.2.3.Emissions sonores....145
E.3.EVALUATION DE L'EXPOSITION DES POPULATIONS....147
E.3.1.Exposition à l'ammoniac et aux odeurs....147
E.3.2.Exposition aux poussières....147
E.3.3.Exposition aux zoonoses....148
E.3.4.Exposition sonore....148
E.4.CARACTÉRISATION DU RISQUE - CONCLUSION....151
CHAPITRE F.CONTEXTE DE L'ÉLABORATION DE L'ÉTUDE....152
F.1.MÉTHODES UTILISÉES....152
F.2.EVENTUELLES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES....154
F.3.RÉDACTEURS DE L'ÉTUDE....154
CHAPITRE G.POSITIONNEMENT PAR RAPPORT À LA DIRECTIVE IED....155
G.1.DÉFINITIONS....155
G.2.RAPPORT DE BASE....157
G.3.MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES....158

G.3.1.Organisation....158
G.3.2.Gestion nutritionnelle....160
G.3.3.Utilisation rationnelle de l'eau....161
G.3.4.Utilisation rationnelle de l'énergie....162
G.3.5.Emissions sonores....162
G.3.6.Emissions de poussières....164
G.3.7.Emissions d'odeurs....164
G.3.8.Gestion des effluents....166
G.3.9.Emissions résultant de l'ensemble du processus de production....167
G.3.10.Surveillance des émissions....168
G.3.11.Emissions d'ammoniac provenant des bâtiments....170
G.4.CONCLUSION ET ANALYSE DES MÉTHODES POUR ÉVALUER LES EFFETS DE L'INSTALLATION SUR L'ENVIRONNEMENT....171
CHAPITRE H.USAGE FUTUR ET CONDITIONS DE MISE A L'ARRÊT DÉFINITIF....172
H.1.USAGE FUTUR ET INFORMATION EN CAS DE CESSATION....172
H.2.MISE À L'ARRET DU SITE....173

TROISIEME PARTIE

ETUDE DE DANGERS

CHAPITRE A.EVALUATION DE LA PROBABILITÉ D'OCCURRENCE DES PHÉNOMÈNES DANGEREUX..... 176

A.1.CONNAISSANCE DE L'ACCIDENTOLOGIE..... 176
A.1.1.Deux principaux phénomènes dangereux..... 177
A.1.2.Causes a l'origine des perturbations..... 178

A.2.IDENTIFICATION DES ÉVÈNEMENTS INITIATEURS 179
A.2.1.Sources externes..... 179
A.2.2.Sources internes ou erreur humaine..... 184

A.3.MOYENS DE MAÎTRISE DES RISQUES À LA SOURCE ET PROBABILITÉ DE RISQUES..... 185
A.3.1.Méthode..... 185
A.3.2.Incendie..... 187
A.3.3.Explosion..... 188
A.3.4.Pollution sol/eau..... 188
A.3.5.Autres..... 189
A.3.6.Localisation des risques..... 190

CHAPITRE B.RISQUE INCENDIE..... 191

B.1.NATURE DU RISQUE..... 191

B.2.FAITS GÉNÉRATEURS..... 192
B.2.1.Mélange inflammable..... 192
B.2.2.Point chaud..... 193

B.3.ARBRE DES CAUSES DE L'INCENDIE..... 195

B.4.SCÉNARIO INCENDIE..... 196
B.4.1.Cinétique du risque..... 196
B.4.2.Seuils d'effets dangereux a retenir..... 196
B.4.3.Modélisation..... 198
B.4.4.Protection..... 207

B.5.GRAVITÉ DE L'INCENDIE DE L'ÉLEVAGE..... 208

CHAPITRE C.RISQUE POLLUTION..... 209

C.1.NATURE DU RISQUE..... 209

C.2.FAITS GÉNÉRATEURS..... 209
C.2.1.Produits dangereux..... 209
C.2.2.Déversement..... 210

C.3.ARBRE DES CAUSES DE POLLUTION..... 211

C.4.SCÉNARIO DU RISQUE POLLUTION..... 212

C.5.GRAVITÉ DU RISQUE POLLUTION..... 212

CHAPITRE D.RISQUE EXPLOSION....213
D.1.NATURE DU RISQUE....213
D.2.FAITS GÉNÉRATEURS....213
D.2.1.Mélange explosible....213
D.2.2.Point chaud....214
D.3.ARBRE DES CAUSES DE L'EXPLOSION....214
D.4.SCÉNARIO DU RISQUE EXPLOSION....215
D.5.GRAVITÉ DU RISQUE EXPLOSION....216
CHAPITRE E.CRISE SANITAIRE....217
E.1.NATURE DU RISQUE....217
E.1.1.Influenza aviaire....217
E.1.2.Salmonelles....218
E.2.MODE DE TRANSMISSION....218
E.2.1.Influenza aviaire....218
E.2.2.Salmonella....220
E.3.ARBRE DES CAUSES DE LA CRISE SANITAIRE....221
E.4.SCÉNARIO D'UNE CRISE SANITAIRE....222
E.4.1.Influenza aviaire....222
E.4.2.Salmonella....224
E.5.PROTECTION....224
E.5.1.Influenza aviaire....224
E.5.2.Salmonella....227
E.6.GRAVITÉ DU RISQUE DE CRISE SANITAIRE....228
CHAPITRE F.COTATION DU NIVEAU DE RISQUE....229
F.1.GRAVITÉ....229
F.2.PROBABILITÉ DU FAIT GÉNÉRATEUR....230
F.3.CONJONCTION DE LA GRAVITÉ ET DE LA PROBABILITÉ : LE RISQUE....230
F.4.EVALUATION DES RISQUES....231
F.4.1.Incendie....231
F.4.2.Explosion....231
F.4.3.Pollution eau et sol....231
F.4.4.Autres....232
F.5.CONCLUSION....232
CHAPITRE G.LISTE DES INTERVENANTS....233

INDEX DES ILLUSTRATIONS

Illustration 1RNT: Organisation spatiale du site....2
Illustration 2RNT: Localisation du projet....5
Illustration 3RNT: Représentation des flux thermiques....14
Illustration 4CD: Localisation du projet....23
Illustration 1EI: Organisation spatiale du site....33
Illustration 2EI: Schématisation de l'organisation des bâtiments d'élevage....35
Illustration 3EI: Plan d'appâtage existant....45
Illustration 4EI: Organisation des hangars....48
Illustration 5EI: Unités paysagères des plateaux occidentaux (Atlas des Paysages)....57
Illustration 6EI: Périmètre du bien Coteaux, Maisons et Caves de Champagne et de la zone d'engagement (dossier d'inscription)....58
Illustration 7EI: Occupation du sol (Corine land cover)....59
Illustration 8EI: Structures paysagères du PNR Montagne de Reims à préserver....59
Illustration 9EI: Vues depuis l'extension sur l'environnement immédiat (10/2024)....60
Illustration 10EI: Vues depuis l'élevage existant sur l'environnement immédiat (10/2024)....61
Illustration 11EI: Vue depuis le chemin d'exploitation - GR Pays de l'Ardre sur le site et dans son environnement (antenne, ligne HT, autoroute)....61
Illustration 12EI: Succession des côtes du bassin parisien (Source : R. Crivellaro) & bloc diagramme du relief de cuesta (Source : M. Derruau)....62
Illustration 13EI: Géologie de l'aire d'étude (Infoterre)....63
Illustration 14EI: Bassin versant et cours d'eau de l'aire d'étude (sur fond du relief)....64
Illustration 15EI: Etat écologique des masses d'eau de surface en 2019 et 2022....65
Illustration 16EI: Etat chimique des masses d'eau de surface en 2019 et 2022....66
Illustration 17EI: Etats quantitatif et chimique des masses d'eau souterraine....67
Illustration 18EI: Captages d'eau potable et périmètres de protection (Atlasanté Cart'eaux)....68
Illustration 19EI: Catégories piscicoles des cours d'eau....69
Illustration 20EI: Protections et inventaires environnementaux de l'aire d'étude....71
Illustration 21EI : Zones humides potentielles DREAL Grand-Est....73
Illustration 22EI Corridors écologiques et réservoirs de biodiversité (SRCE Grand Est)....74
Illustration 23EI: Emprise prospectée....75
Illustration 24EI: Vue sur l'emprise du projet au jour des relevés (grande culture)....75
Illustration 25EI: Végétation de l'emprise du projet et des abords....76
Illustration 26EI: Localisation des sondages à la tarière....80
Illustration 27EI: Morphologie des sols de zones humides (classes d'hydromorphie du GEPPA)....81
Illustration 28EI: Horizons du sondage S1....81
Illustration 29EI: Horizons du sondage S2....82
Illustration 30EI: Précipitations et températures....83
Illustration 31EI: Rose des vents de Reims Courcy (Source Météo France)....84
Illustration 32EI: Evolution de la température moyenne dans le Grand Est depuis 1959 (exemple de Juninville)....85
Illustration 33EI: Evolution annuelle moyenne de la population 2015-2021 (INSEE)....86
Illustration 34EI: Voisinage proche....87
Illustration 35EI: Évolution du nombre d'exploitations et de la SAU moyenne (AGRESTE)....88
Illustration 36EI: Orientation économique des exploitations en 2020 (AGRESTE)....89
Illustration 37EI: Localisation des partis envisagés....97
Illustration 38EI: Localisation du réseau NATURA 2000 autour du site d'élevage....120
Illustration 39EI: Voisinage proche du site....135
Illustration 40EI: Granulométrie et propriétés des particules en suspension....140
Illustration 1EDD: Répartition des risques....177
Illustration 2EDD: Répartition des causes profondes de l'incendie (à G) et des rejets dangereux (à D)....178
Illustration 3EDD: Niveau kéraunique....181
Illustration 4EDD: Plan des zones à risque de l'exploitation....190

Illustration 5EDD: Arbre des causes de l'incendie.....195
Illustration 6EDD: Calcul des flux thermiques B1H1.....204
Illustration 7EDD: Calcul des flux thermiques B2H2.....205
Illustration 8EDD: Représentation des flux thermiques.....206
Illustration 9EDD: Arbre des causes de la pollution accidentelle.....211
Illustration 10EDD: Arbre des causes de l'explosion.....215
Illustration 11EDD: Arbre des causes de la crise sanitaire.....221

INDEX DES TABLEAUX

Tableau 1EI: Dimensions des bâtiments d'élevage.....34
Tableau 2EI: Dimensions et capacité de stockage du hangar à fientes.....38
Tableau 3EI: Consommation d'aliment.....42
Tableau 4EI: Consommation d'eau pour l'abreuvement.....43
Tableau 5EI: Quantité de fientes produites.....48
Tableau 6EI: Dénomination, définitions et spécification de l'engrais organique.....49
Tableau 7EI: Paramètres d'autocontrôle (agronomie, microbiologie, ETM) de l'engrais NF U 42-001-2 50
Tableau 8EI: Cas spécifiques de l'autocontrôle de l'engrais NF U 42-001-2.....50
Tableau 9EI: Valeurs limites des paramètres d'autocontrôle.....51
Tableau 10EI : Précautions d'épandage en cas de traces d'hydromorphisme et/ou des fortes pentes à moins de 100 m des points d'eau.....52
Tableau 11EI: Surfaces exclues de l'épandage sur le périmètre engagé.....53
Tableau 12EI: Délimitation des aires d'étude.....56
Tableau 13EI: Consommation d'eau potable.....68
Tableau 14EI: Consommation d'eau en agriculture.....69
Tableau 15EI: Population de l'aire d'étude (INSEE, 2022).....86
Tableau 16EI: Emplois par catégories socio-professionnelles (Insee).....88
Tableau 17EI: ICPE (A°, E) présentes sur le rayon de 3km.....90
Tableau 18EI: Synthèse des enjeux environnementaux.....96
Tableau 19EI: Cotation de l'analyse comparative.....98
Tableau 20EI: Comparaison des effets des partis envisagés (projet, autre site de substitution).....99
Tableau 21EI: Synthèse de la consommation en en eau.....102
Tableau 22EI: Analyse de l'étude d'impact d'une installation classée d'élevage du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.....113
Tableau 23EI: Trafic poids lourds 117
Tableau 24EI: Impacts pendant la phase travaux.....128
Tableau 25EI: Bases consultées pour l'analyse des effets cumulés.....128
Tableau 26EI: Modalités de l'autosurveillance.....133
Tableau 27EI: Effets des émissions NH3 sur l'homme selon la concentration.....139
Tableau 28EI: Effets des poussières sur l'homme selon la concentration.....141
Tableau 29EI: Atténuation sonore selon la distance.....150
Tableau 1EDD: Type de phénomènes dangereux.....177
Tableau 2EDD: Echelle de probabilité.....186
Tableau 3EDD: Risques incendie, Moyens de Maîtrise du Risque et Probabilité.....187
Tableau 4EDD: Risques explosion, Moyens de Maîtrise du Risque et Probabilité.....188
Tableau 5EDD: Risques pollution sol/eau, Moyens de Maîtrise du Risque et Probabilité.....188
Tableau 6EDD: Risques divers, Moyens de Maîtrise du Risque et Probabilité.....189
Tableau 7EDD: Effets des flux thermiques.....197
Tableau 8EDD: Vitesse de combustion.....202
Tableau 9EDD: Flux thermiques.....202
Tableau 10EDD: Diamètre équivalent et hauteur de flammes.....203
Tableau 11EDD: Flux thermiques des incendies modélisés.....203

Tableau 12EDD: Gravité de l'incendie.....208
Tableau 13EDD: Cotation de la gravité des risques.....229
Tableau 14EDD: Cotation de la probabilité des faits générateurs.....230
Tableau 15EDD: Cotation des risques incendie.....231
Tableau 16EDD: Cotation des risques explosion.....231
Tableau 17EDD: Cotation des risques pollution sol/eau.....231
Tableau 18EDD: Cotation des risques divers.....232

ÉTUDE D'IMPACT

CHAPITRE A.
DESCRIPTION DU PROJET

A.1. ACTIVITÉ EN PROJET

Le projet de la SCEA LAPOINTE consiste en l'extension de l'exploitation d'un élevage de poulettes, pour le porter à 120.000 poulettes.

Les poussins seront réceptionnés sur l'élevage à l'âge de 1 jour puis élevés pendant 17 à 18 semaines, période durant laquelle ils seront alimentés, abreuvés dans une ambiance adaptée, pour devenir des poulettes prêtes à pondre au terme de leur cycle sur le site. Les poulettes produites seront destinées à des fermes de ponte d'oeufs alternatifs (œufs au sol ou depuis les installations existantes œufs plein air, œufs bio).

Ce projet participera à répondre à la demande croissante des consommateurs en œufs issus d'une filière alternative d'élevage dans un contexte où la consommation d'oeufs en France est en progression constante (196 œufs/an/habitant en 2015, 219 en 2020, 224 en 2022, sous forme d'oeuf coquille et ovoproduits, ITAVI) et où les volumes importés restent supérieurs aux exportations, l'Espagne étant le principal importateur (31% des volumes, France Agrimer, 2024). La production de poulettes accompagne cette progression de production des œufs.



Illustration 1EI: Organisation spatiale du site

A.2. BÂTIMENTS ET ÉQUIPEMENTS

L'élevage de 120.000 poulettes sera conduit dans un bâtiment existant (B1H1) et un bâtiment en projet (B2H2), accueillant respectivement 40.000 et 80.000 poulettes. Chaque bâtiment se compose d'une salle d'élevage avec des locaux techniques (B1, B2) et dans la continuité, d'un hangar à fientes (H1, H2)

A.2.1. CARACTÉRISTIQUES DE CONSTRUCTION DES SALLES D'ELEVAGE

Le bâtiment existant a été construit en 2021 par BAUDOUX CONSTRUCTIONS, il ne sera pas modifié dans le cadre du projet. Le bâtiment en projet sera construit par ACMT.

	B1	B2
Longueur	93,0 m Salle élevage + locaux techniques, hors hangar fientes	100,4 m Salle élevage + locaux techniques, hors hangar fientes
Largeur	23,44 m	Salle élevage : 20,02 m Locaux techniques : 13,55 m
Hauteur au faîtage	4,98 m	5,97 m
Hauteur sous gouttière	2,05 m	3,41 m

Tableau 1EI: Dimensions des bâtiments d'élevage

Cf. Annexe 2, Documents graphiques

Les matériaux de construction sont les suivants :

- Charpente métallique, poteaux IPE, pannes bois,
- Couverture tôle métallique laquée gris (RAL5008, identique pour les 2 bâtiments),
- Isolation sous plafond 60 mm,
- Murs longs pans, pignon Ouest B2 (pignon Est donnant dans la fumière), pignon Sud B1 (pignon Nord donnant dans la fumière): murs béton 20 cm isolés avec 80 mm de polystyrène, couleur gris béton naturel,
- Ensemble de portes dotées d'une isolation,
- Sol : dalle béton.

Des sas sanitaires contribuant à la biosécurité de l'élevage sont associés à chaque bâtiment.

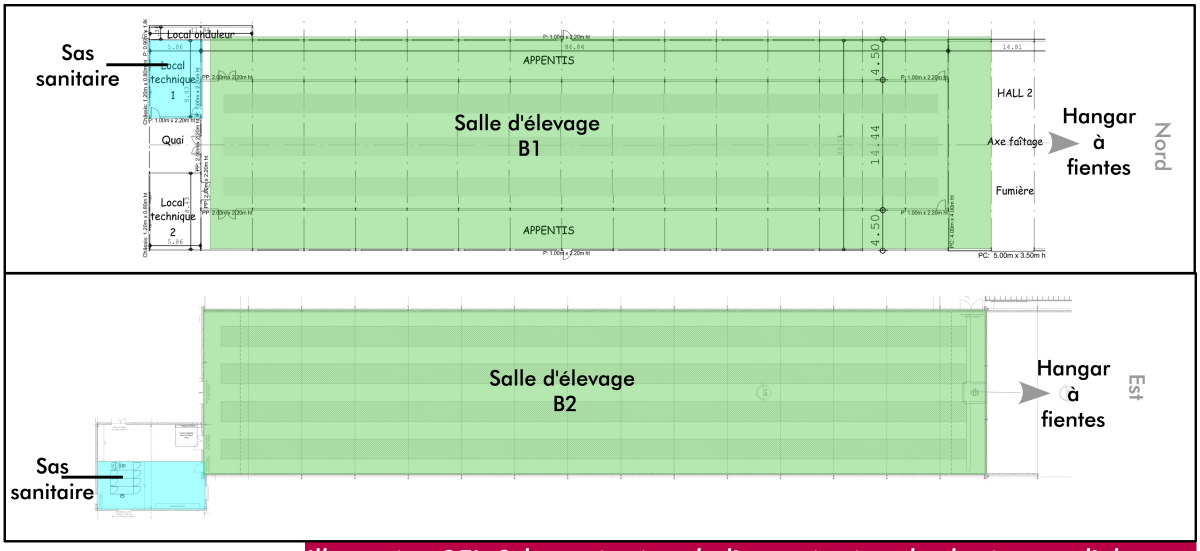


Illustration 2EI: Schématisation de l'organisation des bâtiments d'élevage

A.2.2. EQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS DES SALLES D'ÉLEVAGE

A.2.2.1. VOLIÈRE

La salle d'élevage existante ne sera pas modifiée dans le cadre du projet. La salle d'élevage B2 sera aménagée avec du matériel de la même marque que la salle d'élevage B1 (matériel BIG DUTCHMAN fourni par AGRIMATEL).

Les salles d'élevage sont aménagées avec des volières Filia de type 18 pour B1 (3 lignes de volières de 2 étages) et de type 22 pour B2 (4 lignes de volières de 2 étages). Chaque ligne de volière est équipée de mangeoires, de pipettes, de perchoirs, de nids et dotée d'un éclairage.

Le matériel implanté dans chaque salle d'élevage comprend également :

- Une ventilation dynamique (entrées d'air et extraction),
- Des tapis de collecte des fientes associés à un convoyeur à fientes.

Cf. Annexe 2, Documents graphiques

Le cheptel évoluera ainsi dans un espace confortable et cette mesure contribuera au bien-être général des poulettes, favorisant une bonne production.

Les principaux avantages présentés par ce matériel d'élevage sont les suivants :

- Stimulation du comportement naturel des animaux,
- Possibilité d'enlèvement fréquent des fientes,
- Inspection facilitée par les larges couloirs,
- Bonne répartition des animaux dans le système,
- Adaptation facile des animaux au système.

Cf. Annexe 4, Documentation technique

A.2.2.2. VENTILATION

La ventilation des bâtiments est dynamique, elle est adaptée à chaque salle d'élevage (dimensions, effectifs).

La ventilation de B1 se compose des éléments suivants :

- D'entrées d'air par des volets sur les deux longs pans (65 volets CL 1220/long pan) et en pignon Sud (4 entrées d'air MVT 17 M),
- D'une extraction en pignon Nord (6 turbines V130) et sur long pan (1 ventilateur FF091 et 2 ventilateurs FF063).

La ventilation de B2 se compose des éléments suivants :

- D'entrées d'air par des volets sur les deux longs pans (78 volets CL 1220/long pan) et en pignon Sud (6 entrées d'air MVT 17 M),
- D'une extraction en pignon Est (11 turbines V130) et sur long pan (2 ventilateurs FF091).

Cf. Annexe 4, Documentation technique

A.2.2.3. CHAUFFAGE

Durant la phase de démarrage de la bande, les poussins présents ne dégagent pas suffisamment de chaleur pour obtenir une température ambiante optimale pour leur confort. Des générateurs seront installés dans la salle d'élevage.

Des générateurs d'air chaud alimentés au gaz (propane) assureront le chauffage des salles d'élevage (4 Master GP70 pour B1de puissance maximale 70 kW , 4 Master GP95 pour B2 de puissance maximale 95 kW) durant la phase de démarrage, soit 2 à 3 semaines.

A.2.2.4. ÉCLAIRAGE

L'éclairage reposera sur du matériel basse consommation d'énergie (led) dans les couloirs et dans les volières.

A.2.2.5. SAS SANITAIRES

Afin de limiter toute importation extérieure d'agents pathogènes, chaque bâtiment d'élevage comportera un sas sanitaire.

Cf. Annexe 2, Documents graphiques

Le sas sanitaire sera composé de trois zones, conformément à l'arrêté ministériel du 26/02/2008 relatif aux modalités de la participation financière de l'État à la lutte contre les infections à *Salmonella* dans les troupeaux de l'espèce *Gallus gallus* en filière ponte d'oeufs de consommation.

Le sas comportera un lavabo à commande fémorale et de l'eau chaude.

Toute personne habilitée à pénétrer dans l'unité, en période d'élevage, passera par le sas sanitaire de la salle d'élevage concernée.

Dans le sas sanitaire, l'usage de l'eau représentera la consommation suivante :

Nb sas	Consommation unitaire	Consommation hebdomadaire	Consommation annuelle
2	10 l/j	140 l/semaine	7,3 m^3

A.2.2.6. COLLECTE DES FIENTES

Les fientes seront collectées sur des tapis souples situés en-dessous de chaque niveau de volière. Elles seront évacuées par actionnement de l'avancée des tapis, plusieurs fois par semaine.

A.2.3. PARCOURS

Le bâtiment d'élevage B1 est associé à un parcours accessible par des trappes sur les longs pans. Il est mis à disposition des poulettes à partir de l'âge de 12 semaines pour la production de poulettes bio. Le parcours offre une surface de 1 m^2/poulette (soit une surface totale de 4 ha).

Le parcours est enherbé sur toute la superficie. L'aménagement végétal repose sur :

- 300 m de haies par sections en peigne, perpendiculaires au long pan Est, mélange d'espèces de charme, cornouiller sanguin, troène sauvage, saule marsault (7sections de 15 m),
- 160 m de haies brise-vent par sections parallèles au long pan Ouest, mélange d'espèces d'aubépine, viorne lantane, saule pourpre (10 sections, 10 m/section),
- 60 arbres (alisier, érable champêtre, tilleul des bois) répartis sur tout le parcours.

De plus, le parcours est en cours d'équipement par 122 ombrières d'environ 36 m^2 chacune (1,8 m partie basse, 3,2 m partie haute), constituant des abris complémentaires pour les poulettes.

Le parcours est ceinturé par une clôture grillagée (2 m de grillage, enterré sur 0,5m).

A.2.4. AUTRES INSTALLATIONS & ÉQUIPEMENTS

A.2.4.1. HANGARS À FIENTES

Chaque salle d'élevage est associée à un hangar à fientes qui s'inscrit dans la continuité du bâti de la salle d'élevage. Les hangars à fientes offrent les dimensions suivantes :

	H1 existant	H2 projet
Longueur intérieure	23,44 m	18,00 m
Largeur intérieure	14,80 m	18,00 m
Hauteur mur béton	2,40 m	3,00 m
Hauteur sous gouttières	3,50 m	5,42 m
Hauteur au faîtage	6,43 m	7,97 m
Surface intérieure	347 m^2	328 m^2
Volume de stockage du hangar	832 m^3	1.026 m^3
Quantité de fientes produites / an / salle élevage	270 t	540 t
Densité des fientes	450,0 kg/m^3	450,0 kg/m^3
Volume de fientes entrantes par an	600 m^3	1200 m^3
Capacité de stockage du hangar	> 1 an	10 mois

Tableau 2EI: Dimensions et capacité de stockage du hangar à fientes

Les caractéristiques de construction des hangars à fientes sont :

- Charpente métallique,
- Couverture en tôle métallique laquée,
- Mur béton (2,4 m pour H1, 3,0 m pour H2)
- Bardage en tôle métallique laquée en réhausse du mur béton,
- Sol dalle béton,
- Porte et portail métalliques.

Les hangars à fientes bénéficient d'un apport d'air chaud de la salle d'élevage par les extracteurs présents en pignon de la salle d'élevage et une évacuation naturelle de l'air chaud interviendra par l'ouverture au niveau de la faitière par surélévation.

Les fientes collectées sur les tapis situés sous les niveaux de volières sont évacuées de la salle d'élevage par un convoyeur capoté jusqu'au hangar à fientes, plusieurs fois par semaine. Dans

chaque hangar, les fientes sont reprises au chargeur pour constituer un tas.

A.2.4.2. SILOS

Chaque salle d'élevage est associée à deux silos pour le stockage de l'aliment :

- B1 : 2 silos*20 t,
- B2 : 2 silos*27 t.

La capacité de stockage de l'établissement est inférieure au niveau de Déclaration au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

A.2.4.3. CUVES D'EAU

Chaque salle d'élevage est associée à une cuve de stockage d'eau, remplie en période nocturne :

- B1 : 1 cuve de 3 m^3,
- B2 : 1 cuve de 10 m^3.

A.2.4.4. STOCKAGE DE GAZ

Afin de chauffer les bâtiments durant les premières phases d'élevage, un dispositif de générateurs d'air chaud avec brûleur extérieur aux bâtiments est mis en place.

Le stockage de gaz sur le site reposera sur deux cuves fixes de gaz contenant chacune 3,2 tonnes de propane.

Compte tenu de la quantité totale de gaz stocké (6,4 t), l'installation est soumise à déclaration contrôlée au titre de la rubrique 4718 de la Nomenclature ICPE.

A.2.4.5. EQUIPEMENTS PHOTOVOLTAÏQUES

Compte-tenu des surfaces disponibles pour valoriser l'énergie solaire, l'élevage développe plusieurs projets photovoltaïques :

- Toiture photovoltaïque existante sur B1,
- Toiture photovoltaïque en projet sur B2,
- Ombrières en projet sur le parcours.

Le nouveau bâtiment sera équipé d'une toiture photovoltaïque.

A.2.4.5.1 TOITURES PHOTOVOLTAÏQUES

Les toitures sont couvertes de modules photovoltaïques (B1 : Trina Solar, B2 : Jinko Solar). Les installations permettront la conversion directe du rayonnement solaire en électricité en utilisant des panneaux semi-conducteurs pour une puissance totale de 488 kWc pour B1 et 465 kWc pour B2.

Les installations photovoltaïques reposent sur :

- 1220 panneaux photovoltaïques 400 Wc pour B1 et 1010 panneaux photovoltaïques de 460 Wc pour B2 : Les panneaux sont constitués de cellules photovoltaïques monocristallines reliées entre elles en série et en parallèle, capables de transformer l'énergie solaire en électricité (courant continu),
- D'onduleurs :
    - Les onduleurs assurent la transformation du courant continu en courant alternatif pour le rendre compatible avec le courant EDF,
    - Les onduleurs disposent de disjoncteurs et de dispositifs de surveillance des fusibles.

A.2.4.5.2 OMBRIERES

Le parcours est en cours d'équipement par 122 ombrières d'environ 36 m^2 chacune, de puissance nominale 8 kWc .

Chaque ombrière est composée de 18 modules photovoltaïques monocristallins Trina, sur châssis métallique en acier galvanisé sur 4 poteaux.

A.2.4.5.3 PRODUCTION

La modélisation de la production d'énergie photovoltaïque sur le site s'établit à : 2.047.560 kWh.

Le site assurera une production d'énergie renouvelable correspondant à la consommation de 427 foyers moyens français (4792 kWh/an, étude Enertech-RTE-ADEME).

A.2.4.6. GROUPES ÉLECTROGÈNES

Un groupe électrogène châssis est présent à proximité de B1, d'une puissance de 48 kW et disposant d'une cuve de 190 l. Un second groupe de puissance identique sera implanté à proximité de B2.

Ils prendront le relais en cas de coupure de courant sur le réseau; les groupes seront sur châssis à double paroi assurant la rétention de la totalité du carburant dans le bac prévu à cet effet.

A.2.4.7. TRANSFORMATEUR

Un transformateur est présent sur le site. Il assure le lien entre la livraison électrique sur le site et la distribution dans les différentes installations de l'élevage. Il est implanté dans un abri béton.

A.2.4.8. CUVES EAUX USÉES

Les eaux usées ont 2 origines :

- Eaux usées de lavage des salles d'élevage,
- Eaux usées domestiques.

Les eaux de lavage de la salle d'élevage B1 sont collectées dans une cuve de 10 m^3. Le même dispositif sera associé à la salle d'élevage B2. Ces cuves sont localisées à une extrémité de la salle d'élevage, sous le convoyeur à fientes. Après reprise des eaux de lavage à l'aide d'une pompe et d'un tuyau souple mobiles, mis en place à chaque opération de vidange, elles sont épandues dans le cadre du plan d'épandage.

Cf. Annexe 7, Plan d'épandage

Les eaux usées domestiques du personnel dans le sas sanitaire de B1 sont collectées dans une cuve de 3 m^3 et pompées par un vidangeur pour élimination. Un dispositif identique sera mis en place en association avec B2 et leur gestion sera identique à B1. Ces cuves sont localisées sous les quais de chargement.

A.2.4.9. DÉFENSE INCENDIE

En vue d'intervenir au plus vite en cas d'incendie, l'établissement est doté d'une citerne souple de 150 m^3. Afin d'être aisément accessible et mobilisable par le Service de Défense Incendie et de Secours, la citerne est située en bordure de l'aire de circulation et à l'entrée du site.

Cf. Annexe 2, Documents graphiques

A.3. TÂCHES D'ÉLEVAGE

Les tâches d'élevage seront organisées selon un cycle composé de plusieurs phases :

- La période d'élevage :
  - Début de lot : réception des poussins,
  - Elevage pendant 17-18 semaines,
  - Fin de bande : enlèvement des poulettes prêtes à pondre.
- La période de nettoyage et vide sanitaire.

Chaque salle d'élevage accueillera au maximum chaque année 2,7 bandes. Les deux salles d'élevage fonctionneront en bande décalée.

A.3.1. APPROVISIONNEMENT EN POULETTES

Le début de lot commence avec la réception des poussins de 1 jour, livrés en lots certifiés et vaccinés contre la Bronchite Infectieuse et la maladie de Marek. Un programme vaccinal sera également pratiqué sur le site, en fonction de la demande de l'éleveur repreneur des poulettes prêtes) pondre et sous le contrôle du vétérinaire.

Chaque lot sera accompagné d'un certificat de prophylaxie attestant des différentes vaccinations effectuées en sortie de site.

A.3.2. ALIMENTATION

L'aliment distribué aux poulettes provient d'usines de fabrication d'aliment (SODIALIS à Prosnes, CARLIER à St-Quentin ou autre équivalent). Il est garanti exclusivement minérale et végétale, les composants principaux de l'aliment seront le maïs, le blé, le carbonate de calcium, le tourteau de tournesol, ainsi que divers composés minéraux et organiques (aucun facteur de croissance). Il repose sur plusieurs formules successives :

- Démarrage,
- Phases de croissance,
- Finalisation de croissance.

Effectif	Nb de bandes	Consommation unitaire	Consommation annuelle
B1 - 40.000 poulettes	2,7	6 kg/poulette	1944 t
B2 - 80.000 poulettes			

Tableau 3EI: Consommation d'aliment

A.3.3. ABREUVEMENT DES ANIMAUX

L'eau d'abreuvement provient du réseau public exclusivement. Pour la distribution d'eau, chaque salle d'élevage est équipée de lignes de pipettes avec une distribution goutte-à-goutte et des coupelles de récupération d'eau. Le Grand Reims a confirmé son aptitude à fournir les besoins en eau du site.

Cf. Annexe 5, Aptitude du réseau d'eau

La consommation d'eau pour l'abreuvement sera la suivante :

Effectif	Nb de bandes	Consommation unitaire	Consommation annuelle
B1 40.000 poulettes	2,7	10 l/poulette	3240 m^3
B2 80.000 poulettes			

Tableau 4EI: Consommation d'eau pour l'abreuvement

Afin de suivre les consommations d'abreuvement, un compteur volumétrique est implanté en tête de chaque salle d'élevage.

A.3.4. AMBIANCE DES SALLES D'ÉLEVAGE

L'ambiance des poussinières est régie par une centrale automatique propre à chaque bâtiment d'élevage. Cet équipement permet de contrôler les paramètres de ventilation, de température et d'hygrométrie dans les poussinières.

La température est régulée grâce à des sondes réparties dans l'ensemble du bâtiment. En cas de chaleur excessive ou d'insuffisance de la ventilation, la centrale déclenche les procédures d'alarme adaptées.

A.3.5. ENLÈVEMENT DES POULETTES PRÊTES À PONDRE

Après environ 17-18 semaines d'élevage, les poulettes prêtes à pondre seront expédiées auprès de fermes de ponte d'oeufs. L'enlèvement des poulettes sera assuré par une équipe spécialisée.

Le nombre moyen de poulettes produit s'établit à 324.000 poulettes (compris entre 240.000 et 360.000 poulettes selon les années ayant 2 fins de bande ou 3).

A.3.6. SURVEILLANCE ET ENTRETIEN DE L'ÉLEVAGE

A.3.6.1. OPÉRATIONS DE SURVEILLANCE

La bonne conduite de l'élevage repose sur la planification et la réalisation d'opérations quotidiennes, hebdomadaires et mensuelles. Cette surveillance est assurée en semaine ainsi que les dimanches et jours fériés.

Les **opérations quotidiennes** effectuées seront les suivantes :

- Visite au moins une fois par jour des salles d'élevage,
- Vérification du bon fonctionnement du matériel, contrôle de l'arrivée de l'eau et de l'aliment, de la ventilation et de l'éclairage,
- Enregistrement des consommations d'eau et d'aliment, des températures, de l'hygrométrie, de la mortalité et des traitements.

Le taux de mortalité est de 2% environ.

L'éleveur vérifie quotidiennement les salles d'élevage afin d'enlever les animaux morts, qui sont immédiatement transférés en enceinte à température négative. L'équarrisseur intervient environ toutes les 3 semaines.

Toute mortalité suspecte serait immédiatement déclarée à la DDETSPP dans le cadre du plan de surveillance contre la grippe aviaire.

Les **opérations mensuelles** sur l'installation sont les suivantes :

- Nettoyage et désinfection des sas sanitaires,
- Contrôle des appâts rongeurs,
- Contrôle des alarmes.

Le groupe électrogène est mis en route tous les mois pour contrôler son bon fonctionnement.

A.3.6.2. SUIVI VÉTÉRINAIRE

L'élevage est suivi par un vétérinaire sanitaire, conformément à l'arrêté du 26 février 2008 modifié relatif à la lutte contre les infections à *Salmonella* dans les troupeaux de l'espèce *Gallus gallus* en filière ponte d'œufs de consommation.

Le suivi vétérinaire des poulettes est assuré par le Docteur Bruno FAURE (LABOVET CONSEIL - 44 Ancenis).

L'exploitation des installations d'élevage s'inscrit dans le cadre de la lutte contre les infections de salmonelles dans la filière de ponte. Les conditions sanitaires de l'élevage sont donc particulièrement contrôlées. Ces mesures sont également adaptées à la prévention de lutte contre la grippe aviaire.

A.3.6.3. LUTTE CONTRE LES NUISIBLES

Les rongeurs présentent un facteur de risque sanitaire. L'élevage dispose d'un plan de dératisation confié à la CAMDA. Dans le cadre du projet, il sera étendu aux nouvelles installations.

Ce plan est en place sur l'élevage afin d'éviter toute prolifération des rongeurs (surmulots, rats noirs, souris, lérots, mulots). Les points de dératisation sont situés aux abords des bâtiments.

Les boîtes de dératisation sécurisées sont en matériau dur, notamment celles qui sont localisées à l'extérieur et qui doivent résister aux intempéries durant toute l'année.

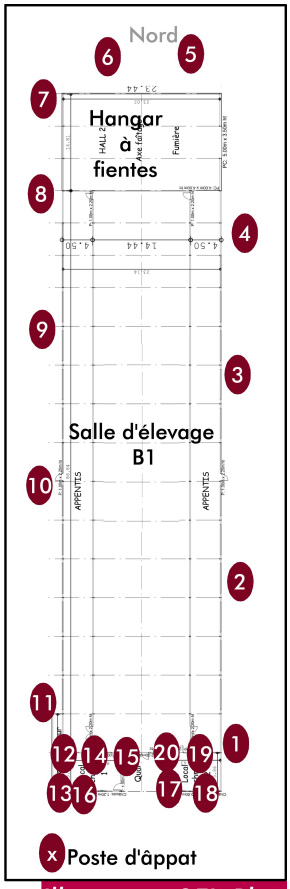


Illustration 3EI: Plan d'appâtage existant

Un contrôle des appâts est réalisé 3 fois par an et la situation de chaque point d'appâtage est consignée dans un registre. La fréquence de contrôle est susceptible d'être adaptée en fonction de la situation constatée.

A.3.7. NETTOYAGE EN FIN DE BANDE

Les opérations de nettoyage - désinfection réalisées à chaque fin de bande sont confiées à un prestataire externe, qui intervient selon le protocole attendu par la SCEA LAPOINTE. L'ensemble de ces opérations permet l'accueil du lot suivant dans de bonnes dispositions sanitaires.

Les opérations de nettoyage sont réalisées à chaque fin de bandes et durent environ 3 semaines. Elles permettent l'accueil du lot suivant dans de bonnes dispositions sanitaires.

Les différentes opérations de nettoyage en fin de bande seront maintenues à l'identique et étendues aux nouvelles installations. Elles se composent des étapes suivantes :

- ETAPE 1 : Evacuation des fientes au sol
  - Raclage des fientes sous les volières et balayage des fientes dans les couloirs.
- ETAPE 2 : Nettoyage et désinfection du circuit d'eau
  - Lavage, purge, détartrage, désinfection, à l'aide de solution désinfectante.
- ETAPE 3 : Nettoyage locaux-matériels
  - Vidange des chaînes d'aliments et des mangeoires,
  - Nettoyage, décapage, dépoussiérage,
  - Lavage à l'aide de nettoyeurs haute pression
  - Vidange et nettoyage des silos.
- ETAPE 4 : Désinfection
  - Fermeture complète de la salle d'élevage et pulvérisation de désinfectant,
  - Désinfection des silos par bougies fumigènes.
- ETAPE 5 : Contrôle de désinfection (recherche de salmonelles).

Les eaux de nettoyage sont collectées une cuve de 10 m^3 associée à la salle d'élevage existante. Une seconde cuve sera installée dans le cadre du projet, en association avec la salle d'élevage B2. Sur la base du retour d'expérience de la salle d'élevage B1, la consommation d'eau par nettoyage est d'environ 7 m^3 pour B1 et d'environ 9,5 m^3 pour B2. Les eaux seront pompées et épandues dans le cadre du plan d'épandage.

A.4. GESTION DES FIENTES

Les fientes seront valorisées dans le cadre de la production d'un engrais organique normalisé. Un plan d'épandage constituera une solution alternative à la valorisation normalisée dans le cas d'un lot qui ne respecterait pas les spécifications de la normalisation.

A.4.1. COLLECTE ET TRANSFERT

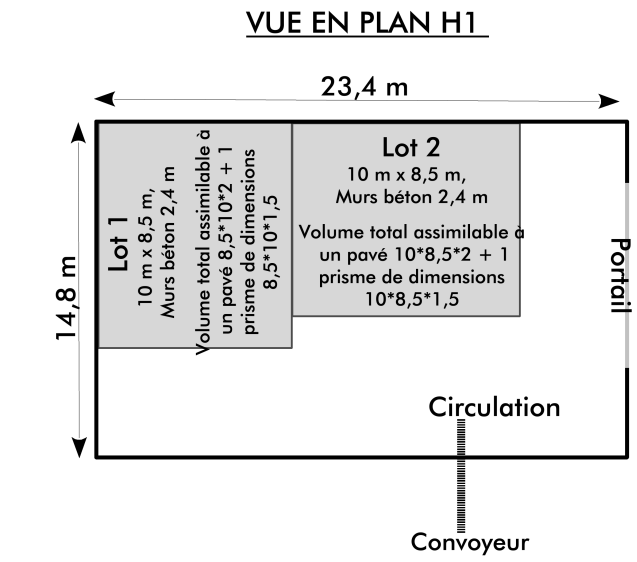
Dans les salles d'élevage, les fientes sont récupérées sur des tapis situés sous les volières. Elles sont évacuées sur un convoyeur à l'extrémité des volières qui assure leur transfert vers le hangar à fientes associé à chaque salle d'élevage, plusieurs fois par semaine.

A.4.2. ORGANISATION DES HANGARS

À leur entrée dans le hangar, les fientes sont reprises au chargeur pour constituer un tas adossé contre les murs béton.

La production d'amendement organique sera organisée en lot. Un lot de production correspondra à la production de fientes d'une bande de poulettes d'une salle d'élevage. Durant 17-18 semaines, dans chaque hangar, le lot 1 sera constitué. A l'issue de la constitution du lot 1, un nouveau lot 2 sera constitué à coté du lot 1.

Durant leur stockage en hangar, les fientes subissent une déshydratation par la ventilation. Les hangars s'inscrivant dans la continuité des salles d'élevage, ils sont situés sous l'extraction d'air chaud depuis les salles d'élevage.Après quelques semaines de stockage, les fientes atteindront 75% MS.



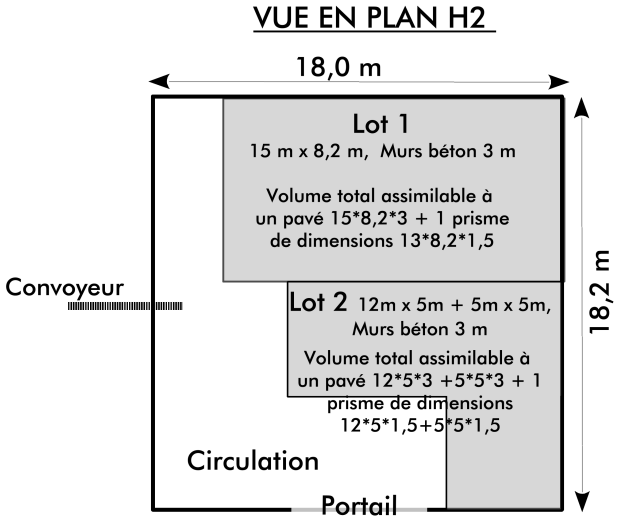


Illustration 4EI: Organisation des hangars

A.4.3. QUANTITÉ PRODUITE

La production de fientes en salle d'élevage à 75% de MS au terme du projet sera la suivante :

Quantité annuelle	120.000 poulettes X 2,5 kg/poulette X 2,7 bandes / an = 810 tonnes/an
Quantité quotidienne	2,2 tonnes/jour

Tableau 5EI: Quantité de fientes produites

A.4.4. CARACTÉRISATION DU PRODUIT OBTENU : ENGRAIS ORGANIQUE NF U 42-001-2

Le produit obtenu satisfera aux spécifications fixées par la norme NF U 42-001-2 des engrais organiques NP d'origine animale (classe III), à savoir :

Dénomination du type	Définitions et spécifications		
	Mode d'obtention	Teneurs minimales	
		En N + P_2O_5 + K_2O	Par élément
Type n°5 : Fientes de volailles déshydratées	Produit obtenu par dessiccation d'excréments de volaille contenant au moins 75% de matière sèche	7 %	3 % N 2,5 % P_2O_5

Tableau 6EI: Dénomination, définitions et spécification de l'engrais organique

Avec une capacité de production d'engrais de 2,2 t/j, l'établissement est soumis à DÉCLARATION au titre des ICPE pour la rubrique 2170.

Les fientes produites par la SCEA LAPOINTE ont été analysées afin de s'assurer du respect des spécifications du type 5, Classe III de la norme NF U 42-001-2 des engrais organiques. Les résultats et la validation des critères est présentées ci-dessous :

ANALYSE	DÉNOMINATION DE TYPE 5 – Fientes de volailles déshydratées: Spécifications		
	Teneur		Teneur en Matière Sèche
	Par élément	En N + P_2O_5 + K_2O	
	> 3% sur Matière Brute pour N > 2,5% sur Matière Brute pour P_2O_5	>7% sur Matière Brute	Matière Sèche > 75% sur Matière Brute
Fientes de volailles déhydratées	N = 3,8% P_2O_5 = 3,5% K_2O = 2,5% Validation critère ☒	∑ N + P_2O_5 + K_2O = 9,8% Validation critère ☒	MS = 86,6% Validation critère ☒

Cf. Annexe 6, Engrais organique - Analyse de fientes

A.4.5. AUTOCONTRÔLE DE L'ENGRAIS PRODUIT

Une surveillance de l'engrais produit est organisée. La fréquence des analyses à effectuer sera la suivante :

Critères de la Norme NF U 42-001-2		FREQUENCE (nombre d'analyses / an)			
		0 à 100 t/an	100 à 500 t/an	500 à 1000 t/an	> 1000 t/an
Teneurs déclarées	Matière sèche	1	2	3	4
	Azote (N)				
	Phosphore (P_2O_5)				
	Potassium K_2O				
Elément traces métalliques (ETM) et oligo-éléments	As	1	1	1	2
	Cd				
	Cr				
	Pb				
	Hg				
	Ni				
	Cu				
	Zn				
Agents pathogènes	Salmonella	1	1	1	2
	Oeufs d'helminthes				

Tableau 7EI: Paramètres d'autocontrôle (agronomie, microbiologie, ETM) de l'engrais NF U 42-001-2

ANALYSE COMPLEMENTAIRE A LA PREMIERE MISE SUR LE MARCHE OU EN CAS DE MODIFICATION DES MATIERES

Critères de la Norme NF U 42-001-2	
CTO (HAP)	Fluoranthène
	Benzo(b)fluoranthène
	Benzo(a)pyrène
ETM et oligo-éléments	Mo
	Se

Tableau 8EI: Cas spécifiques de l'autocontrôle de l'engrais NF U 42-001-2

Les valeurs limites à respecter sont les suivantes :

Critères de la Norme NF U 42-001-2		
Teneurs déclarées	Matière sèche	≥75%
	Azote (N)	>3% MB
	Phosphore (P_2O_5)	>2,5% MB
	$N+P_2O_5+K_2O$	>7% MB
Elément traces métalliques (ETM) et oligo-éléments	As	60 mg/kg MS
	Cd	3 mg/kg MS
	Cr	120 mg/kg MS
	Pb	150 mg/kg MS
	Hg	2 mg/kg MS

Critères de la Norme NF U 42-001-2		
	Ni	120 mg/kg MS
	Cu	300 mg/kg MS
	Se	Seul le flux est réglementé
	Zn	1000 mg/kg MS
Agents pathogènes	Salmonella	Absence dans 25g de produit brut
	Oeufs d'helminthes	Absence dans 25g de produit brut
Composés trace organiques (CTO) (HAP)	Fluoranthène	4 mg/kg MS
	Benzo(b)fluoranthène	2,5 mg/kg MS
	Benzo(a)pyrène	1,5 mg/kg MS

Tableau 9EI: Valeurs limites des paramètres d'autocontrôle

A.4.6. COMMERCIALISATION DE L'ENGRAIS

La mise sur le marché de l'engrais s'effectuera dans le cadre d'un engrais normalisé et se conformera donc aux dispositions de la norme NF U 42-001-2.

Les clients de l'engrais organique NF U 42-001-2 sont des utilisateurs locaux. Ils assurent le chargement de leurs camions. L'engrais organique commercialisé entre dans la programmation de la fertilisation des exploitations recourant à l'emploi de matières fertilisantes sur leurs cultures. Par conséquent, l'engrais organique constitue une substitution à l'engrais chimique sur des terres actuellement labourables.

Un bordereau de suivi accompagnera chaque expédition d'engrais.

Le bordereau de suivi comporte l'ensemble des mentions obligatoires et respectent les modalités du marquage, conformément à la norme NF U 42-001-2, notamment :

- La désignation « ENGRAIS ORGANIQUE NF U 42-001-2 »,
- La dénomination du type d'engrais,
- Les teneurs en éléments fertilisants (dénominations littérales et symboles chimiques),
- Le rapport C/N,
- Le taux de matière organique,
- La masse,
- Les coordonnées du responsable de la mise sur le marché (nom, raison sociale, marque déposée, adresse),
- L'identification du lot.

Un cahier des expéditions sera tenu à jour.
Cf. Annexe 6, Engrais organique

A.4.7. SOLUTION ALTERNATIVE EN CAS DE NON CONFORMITÉ

En cas de non conformité du produit à la norme, les fientes seraient valorisées par épandage dans le cadre d'un plan d'épandage.

Le périmètre d'épandage couvre une superficie de 228,85 ha SAU (Surface Agricole Utile) sur la commune de Méry-Prémecy.

Le périmètre d'épandage se compose de parcelles mises à disposition par l'EARL DE MERY.

Les activités d'épandage du présent plan d'épandage sont encadrées par :

- Arrêté ministériel du 27/12/2013 de prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des ICPE (AMPG),
- Arrêté du 19/12/2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole (7è programme PAN),
- Arrêté préfectoral du 04/07/2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Grand Est (7è programme PAR).

Des exclusions spatiales et temporelles d'épandage sont organisées.

1. Tous les îlots présentent une aptitude moyenne à l'épandage. Certains présentent des traces d'hydromorphisme et/ou de pente à moins de 100 m de berges de cours d'eau. Des précautions adaptées sont envisagées pour en tenir compte :

Sous-îlot	Précautions pour les chantiers d'épandage
Traces d'hydromorphisme : 1-1, 1-11, MER2, MER3, MER4, MER5, MER6	S'assurer du ressuyage des sols avant le chantier d'épandage, S'assurer de l'absence de forte pluviosité durant l'épandage et immédiatement après le chantier, Epandage au plus près du semis ou sur couvert d'interculture
Pente : 1-3, 1-4, 1-8, 2-3, 2-6, 3-1, 3-3, MER4, 5-2	Absence d'épandage dans les 100 m à proximité des berges des cours d'eau OU bande enherbée ou boisée pérenne continue, non fertilisée d'au moins 5 m de large

Tableau 10EI : Précautions d'épandage en cas de traces d'hydromorphisme et/ou des fortes pentes à moins de 100 m des points d'eau

2. La Surface Potentielle d'Epandage retenue, après exclusions réglementaires (éloignement aux points d'eau, éloignement aux tiers) et autres exclusions est de 222,54 ha.

N° SOUS ILOT	COMMUNE	SAU ILOT (ha)	SAU SOUS ILOT (ha)	RAISON EXCLUSION	SURFACE EXCLUE (ha)	SPE (ha)
1-1	MERY-PREMECY	101,11	0,78			100,78
1-2	MERY-PREMECY		11,35			
1-3	MERY-PREMECY		1,14	Cours d'eau (bande enherbée)	0,33	
1-4	MERY-PREMECY		13,53			
1-5	MERY-PREMECY - GUEUX		46,43			
1-8	MERY-PREMECY		6,10			
1-11	MERY-PREMECY		21,78			
2-2	MERY-PREMECY	5,27	0,24	Cours d'eau (bande enherbée)	0,24	4,87
2-3	MERY-PREMECY		0,27			
2-6	MERY-PREMECY		4,76	Cours d'eau	0,16	
3-1	MERY-PREMECY	33,15	16,03			32,47
3-2	MERY-PREMECY		0,62	Cours d'eau (bande enherbée)	0,62	
3-3	MERY-PREMECY		16,5	Cours d'eau	0,06	
4-1	MERY-PREMECY	27,58	27,17	Tiers	2,03	25,37
4-2	MERY-PREMECY		0,16	Cours d'eau (bande enherbée)	0,16	
4-3	MERY-PREMECY		0,25	Cours d'eau (bande enherbée)	0,02	
5-2	MERY-PREMECY	44,00	23,22	Point d'eau, tiers	0,47	41,87
5-3	MERY-PREMECY		0,18	Tiers	0,06	
5-5	MERY-PREMECY		20,60	Tiers	1,77	
6-1	MERY-PREMECY	12,74	12,74			12,74
7-2	MERY-PREMECY	5,00	0,3	Bâtiment projet + abords	0,56	4,44
7-4	MERY-PREMECY		4,7			
	TOTAL (ha)		228,85		6,31	222,54

Tableau 11EI: Surfaces exclues de l'épandage sur le périmètre engagé

3. Dans la Surface Potentielle d'Epandage, d'autres surfaces ne sont pas épandables au titre de l'usage des sols, il s'agit de :
    - Pois de printemps, environ 21 ha chaque année, localisation tournante sur la SAU (disposition AMPG),
    - 2,92 ha de jachère (disposition programme nitrates),

4. L'épandage d'effluents d'élevage est exclu :
    - Sur sols pris en masse par le gel,
    - Sur sol enneigé,
    - Sur sol inondé ou détrempé, pendant les périodes de fortes pluviosités,

   et le calendrier d'épandage respectera les dispositions du PAN et du PAR.

5. Les capacités de stockage des fientes sont supérieures à 7 mois.

6. La couverture des sols sera mise en place selon les exigences du PAN et du PAR.

7. La pression en azote organique s'établit à 42,5 kg Norg/ ha SAU (<170 kg Norg/ha SAU).

8. L'enfouissement sera réalisé dans un délai maximum de 4 heures dans le cas où les conditions sont propices. (au maximum 12h dans les autres cas).
9. Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices.
10. Un plan prévisionnel de fumure et un cahier d'enregistrement des pratiques seront tenus à jour.

L'épandage sera effectué en période favorable conformément au plan d'épandage, et en tenant compte du calendrier d'épandage applicable à la zone vulnérable :

- Sur colza à raison de 4 t/ha, en février-mars,
- Sur blé d'hiver à raison de 4 t/ha, en mars-avril,
- Sur orge de printemps à raison de 3 t/ha, en avril-mai.

Le cahier d'enregistrement de l'épandage pour chaque îlot du parcellaire décrit dans le plan d'épandage comportera:

- le bilan global de fertilisation,
- l'identification des îlots récepteurs,
- les superficies épandues,
- les dates d'épandage,
- la nature des cultures,
- les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues,
- le mode d'épandage et le délai d'enfouissement.

Cf. Annexe 7, Plan d'épandage (Solution alternative)

CHAPITRE B.
ETAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT ET ÉVOLUTION PROBABLE

B.1. AIRE D'ÉTUDE

L'aire d'étude pour établir le scénario de référence est l'étendue géographique potentiellement soumise aux effets du projet. Aussi, l'aire d'étude doit être adaptée aux unités fonctionnelles de l'environnement naturel et de l'environnement socio-économique.

Pour illustration :

- Pour les effets directs du projet comme le bâti ou le bruit par exemple : l'aire d'étude sera limitée au voisinage proche car seul ce voisinage pourrait être soumis à des impacts potentiels. Dans ce cas, l'aire étudiée sera limitée au rayon de 3 km autour de l'installation,
- Pour les effets éloignés ou indirects, comme par exemple la manipulation de produits susceptibles de porter atteinte à la ressource en eau : l'aire d'étude du réseau bleu sera étendue au bassin versant aval car ce bassin versant aval pourrait être soumis à des impacts potentiels.

L'aire d'étude, devant varier selon les enjeux en cause, dans le cas du projet d'extension de l'élevage de la SCEA LAPOINTE, les aires d'études retenues sont les suivantes :

ENVIRONNEMENT NATUREL	Paysage / Trame verte	Rayon de 3 km (rayon concernant Méry-Prémecy, Janvry, Germigny et en partie Gueux, Vrigny, Coulommes-la-Montagne, Pargny-lès-Reims, St-Euphraise-et-Clairizet, Aubilly, Bouleuse, Treslon, Rosnay Courcelles-et-Sapicourt, Muizon) + périmètre d'épandage* (îlots référencés à la PAC sur Méry-Prémecy, toutefois un îlot s'étend en partie sur Gueux)
	Géologie / Pédologie	
	Hydrographie	Site du projet et périmètre d'épandage* augmentés du bassin versant aval Hydrographie
	Hydrogéologie	Unités physiques dans lesquelles s'inscrit le projet
	Usages et planification de la ressource en eau	Périmètres des documents de planification et de réglementation des usages dans lesquels s'inscrit le projet
	Milieux naturels	Rayon de 3 km ((rayon concernant Méry-Prémecy, Janvry, Germigny et en partie Gueux, Vrigny, Coulommes-la-Montagne, Pargny-lès-Reims, St-Euphraise-et-Clairizet, Aubilly, Bouleuse, Treslon, Rosnay Courcelles-et-Sapicourt, Muizon) + périmètre d'épandage* (îlots référencés à la PAC sur Méry-Prémecy, toutefois un îlot s'étend en partie sur Gueux), augmentés des zones de protection et d'inventaire écologiques partiellement contenues dans le rayon de 3km et du bassin versant aval du projet
	Climat	Rayon de 3 km (rayon concernant Méry-Prémecy, Janvry, Germigny et en partie Gueux, Vrigny, Coulommes-la-Montagne, Pargny-lès-Reims, St-Euphraise-et-Clairizet, Aubilly, Bouleuse, Treslon, Rosnay Courcelles-et-Sapicourt, Muizon) + périmètre d'épandage* (îlots référencés à la PAC sur Méry-Prémecy, toutefois un îlot s'étend en partie sur Gueux)
ENVIRONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE	Présence humaine (habitat + démographie)	Rayon de 3 km (rayon concernant Méry-Prémecy, Janvry, Germigny et en partie Gueux, Vrigny, Coulommes-la-Montagne, Pargny-lès-Reims, St-Euphraise-et-Clairizet, Aubilly, Bouleuse, Treslon, Rosnay Courcelles-et-Sapicourt, Muizon) + périmètre d'épandage* (îlots référencés à la PAC sur Méry-Prémecy, toutefois un îlot s'étend en partie sur Gueux)
	Activités locales	
	Voies de communication	
	Activités protégées	
	Archéologie et patrimoine historique	
	Risques naturels et technologiques et servitudes	

Tableau 12EI: Délimitation des aires d'étude

** L'épandage des fientes produites par l'élevage constitue seulement une solution alternative à la normalisation des fientes. Le périmètre d'épandage est situé dans le rayon de 3 km (distant au maximum d'1,6 km du site d'élevage).*

Le contenu de l'étude d'impact est établi en relation avec l'importance de l'installation projetée et de ses incidences prévisibles sur l'environnement.

B.2. PAYSAGE, OCCUPATION DU SOL ET TRAME VERTE

B.2.1. COMPOSITION PAYSAGÈRE DE L'AIRE D'ÉTUDE

Le paysage de l'aire d'étude (rayon de 3 km, incluant le périmètre d'épandage) s'inscrit dans la région naturelle des plateaux occidentaux de la Champagne, plus précisément dans le Tardenois, limité au Sud par la Montagne de Reims et la Brie forestière, à l'Est par la Champagne crayeuse centrale et à l'Ouest par l'Orxois et auNord par le Soissonnais.

Le Tardenois est l'unité paysagère septentrionale du PNR Montagne de Reims, dont le paysage est le socle (commune de Janvry en dehors du PNR).

Egalement, le Tardenois s'inscrit dans le bien Unesco Coteaux, Maisons et Caves de Champagne qui forme un paysage agro-industriel, des vignobles constituant les bassins d'approvisionnement aux villages et espaces urbains assurant fonctions de production et commerciales.

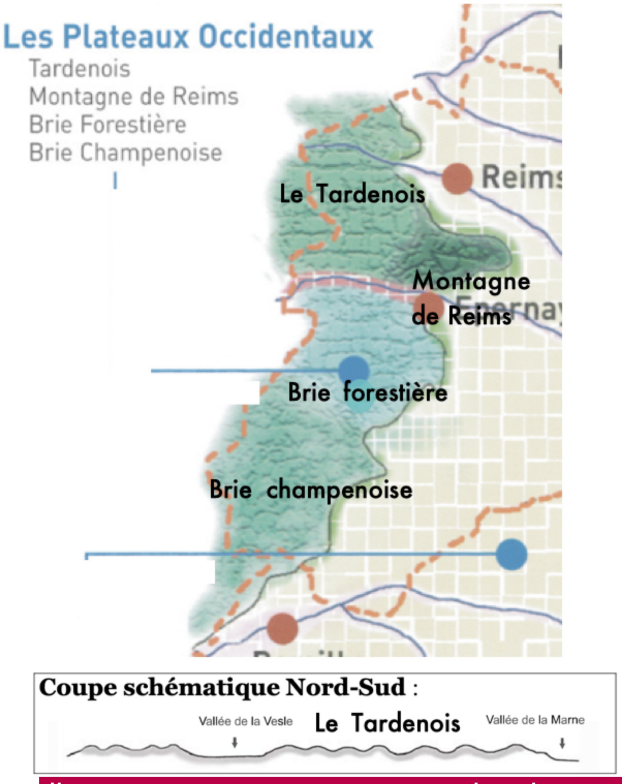


Illustration 5EI: Unités paysagères des plateaux occidentaux (Atlas des Paysages)

Le bien Coteaux, Maisons et Caves de Champagne concerne les coteaux historiques (Hautvillers, Aÿ et Mareuil-sur-Aÿ, la colline Saint-Nicaise), les unités de production (les caves souterraines) et les espaces de commercialisation (les maisons de Champagne). Le processus d'élaboration du champagne a entraîné une organisation basée sur un urbanisme fonctionnel, une architecture de prestige et un patrimoine souterrain, caractérisant un système agro-industriel, ayant structuré le paysage, l'économie locale et la vie quotidienne. L'aire d'étude est localisée dans la zone d'engagement (320 villages) participant à la mise en valeur du patrimoine, mais le site du projet est situé en dehors du bien et de la zone tampon.

Le Tardenois offre une répartition de l'occupation bois, vignes, grandes cultures et petits bourgs ruraux, constituant une unité paysagère au caractère agricole.

La couverture végétale de l'aire d'étude est disposée suivant la topographie qui s'étage entre 100 m (Fond de Gueux 105m) et 240 m (Cote 240), caractérisant une topographie de coteaux séparés par des portions de plateau souvent réduites.

Les bois occupent les sommets, versants abrupts et fonds de vallons humides (Bois des Poulets, Bois St Antoine, la Montagne). Les vignes se répartissent sur les coteaux (Vignes Dieu, Vignes Martin, Vignes Brancourt). Les grandes cultures (Champrond, les limons, Rembour) se développent sur un parcellaire vaste et géométrique et sont ponctuées de haies et boqueteaux. En glissant au Sud dans la Montagne de Reims, la présence des bois s'accentue fortement (Bois des Grands Savarts, Bois de Beneuil, Bois de la Vallotte).

L'occupation urbanisée, souvent dans la partie creuse du coteau («la cuve») sous les sommets boisés (hameau de Méry, Germigny, Rosnay) est accompagnée de quelques bâtis agricoles en dehors des villages, intégrés par une plantation voisine.

Le territoire est maillé par un réseau de voiries communales et départementales mais il reste surtout marqué par l'axe autoroutier - LGV (A4 - LGV Est) qui traverse l'aire d'étude d'Est en Ouest, créant une fragmentation spatiale et une barrière entre les territoires Nord et Sud. Deux chemins de grande randonnée traversent l'aire d'étude d'Est en Ouest (GR Pays de l'Ardre, GR 142).

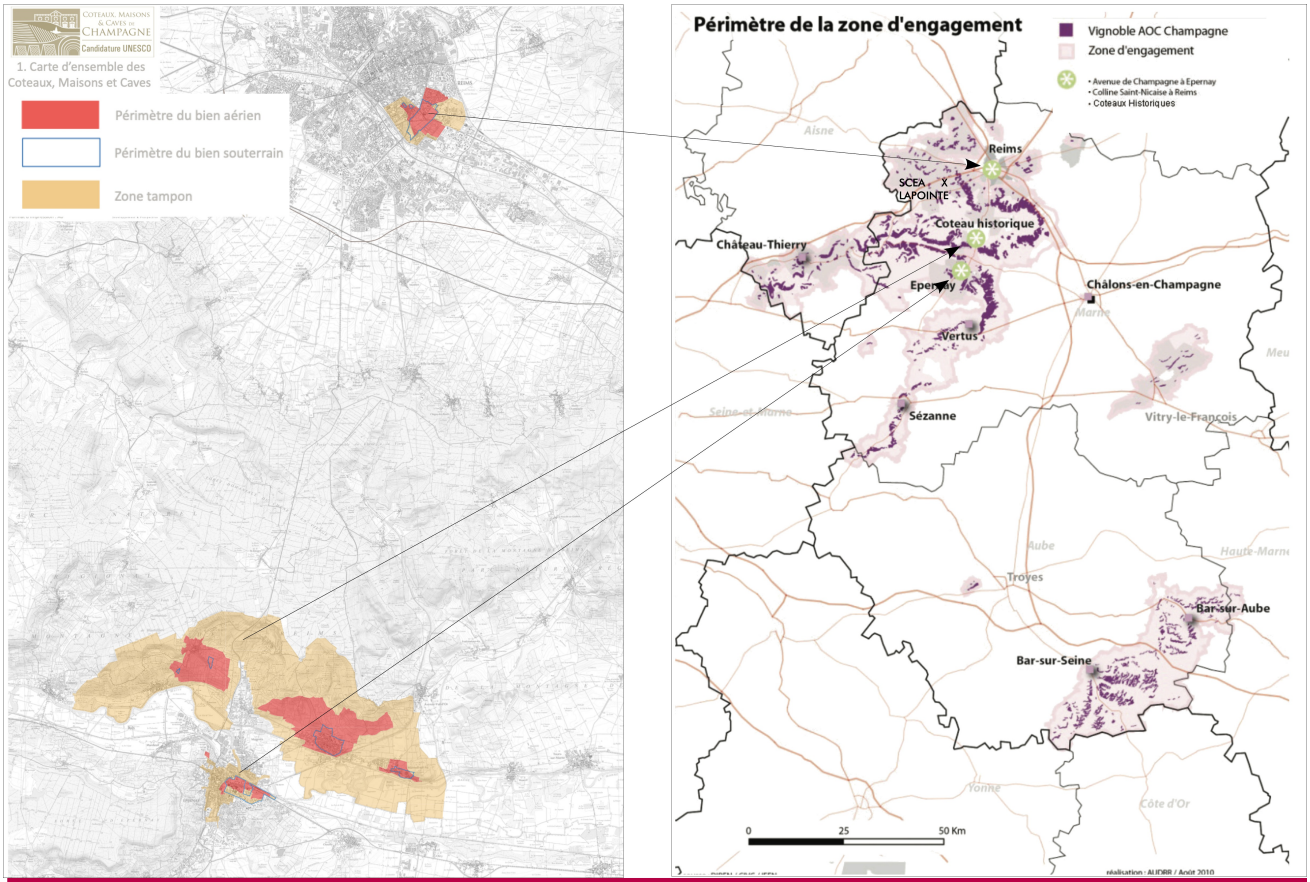


Illustration 6EI: Périmètre du bien Coteaux, Maisons et Caves de Champagne et de la zone d'engagement (dossier d'inscription)

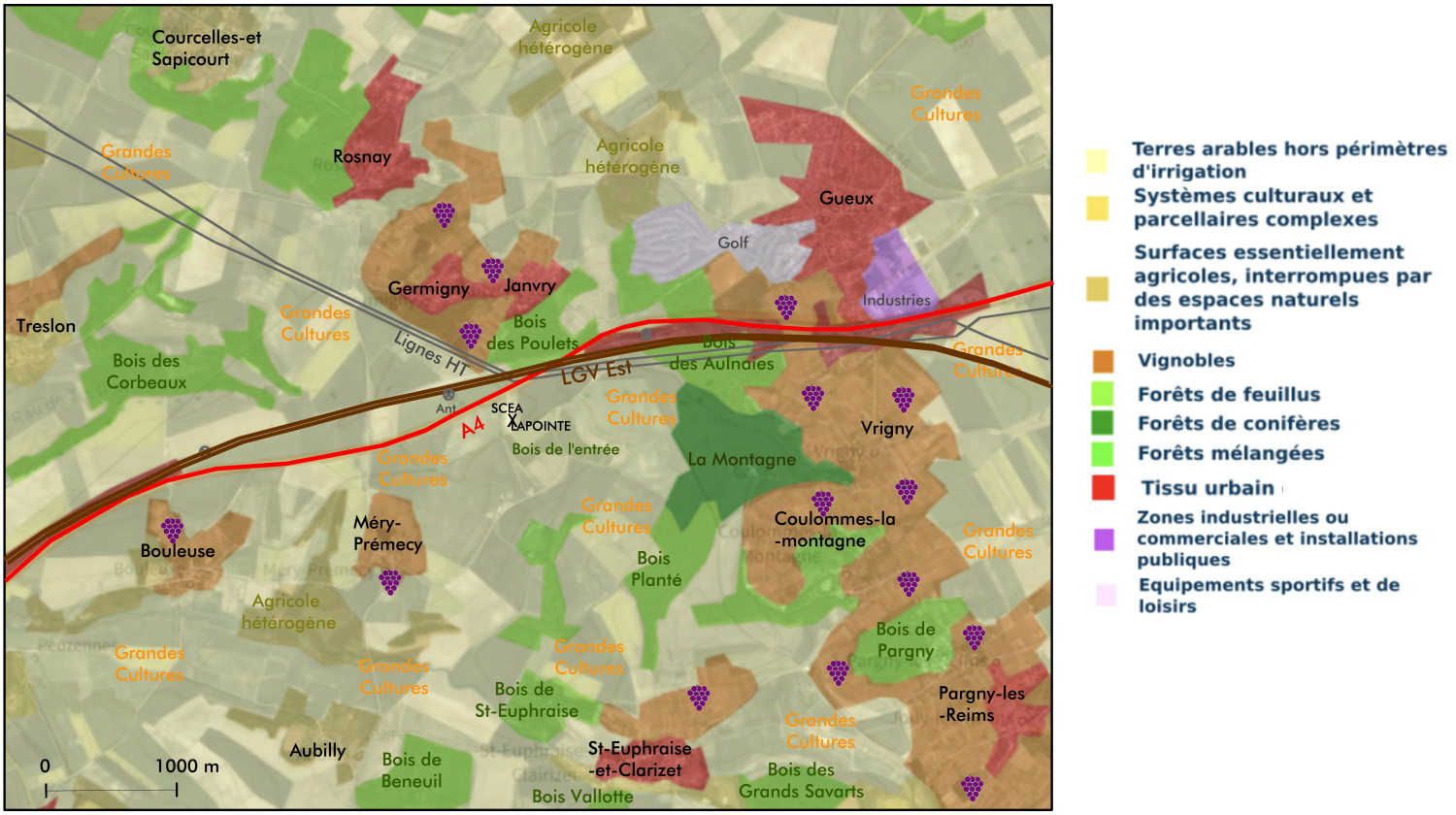


Illustration 7EI: Occupation du sol (Corine land cover)

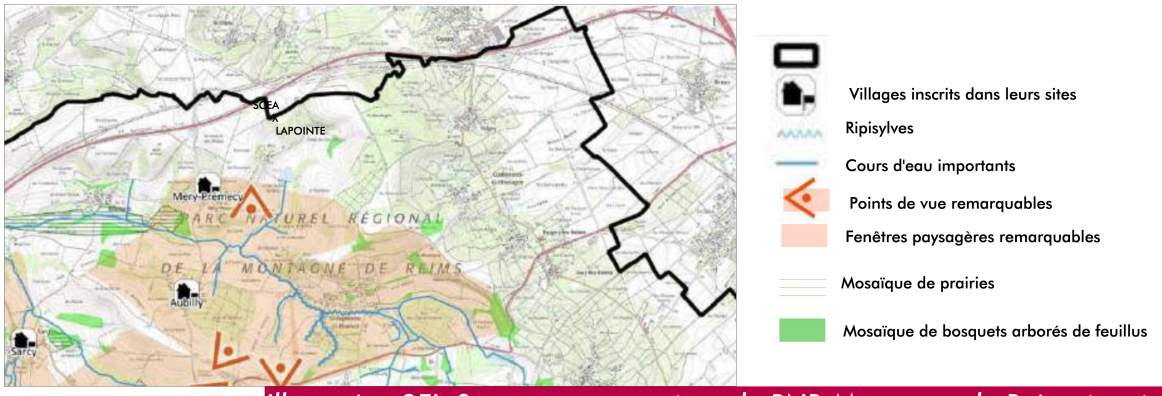


Illustration 8EI: Structures paysagères du PNR Montagne de Reims à préserver

B.2.2. OBSERVATION RAPPROCHÉE DU SITE DU PROJET

Le site du projet s'établit aux lieux-dits La Plante aux Pierre & Le Bois de l'entrée, séparés par un chemin d'exploitation. Il est localisé sur le plateau, enserré entre le bois de l'entrée (Sud) et l'autoroute (Nord), ainsi qu'à proximité d'une antenne (Ouest) et de lignes électriques haute tension (Ouest). L'extension de l'élevage s'établit sur un espace actuellement occupé par une grande culture, elle n'entraîne aucune disparition de vignoble. Le site d'élevage, dont seule l'extension est localisée dans le PNR, n'est pas repéré au PNR dans une structure paysagère à préserver.





Illustration 9EI: Vues depuis l'extension sur l'environnement immédiat (10/2024)

Le paysage du secteur est dominé par la présence des infrastructures pré-citées (LGV, autoroute, lignes HT). Depuis les voiries, il existe quelques perceptions visuelles sur le site d'élevage :

- Visibilité fugace sur les installations existantes depuis l'autoroute A4, à terme perception diffuse du bâtiment (en arrière-plan de la végétation mise en place hiver 2022-23),
- Visibilité fugace et lointaine de la toiture et des éléments les plus hauts de l'extension (implantation en contrebas des installations actuelles) depuis l'autoroute A4,
- Visibilité éloignée depuis la RD227, entre le Bois de l'Entrée et l'autoroute.

Depuis le hameau de Méry, il n'y a aucune visibilité sur le site. Aucun point de vue ne permet de voir simultanément l'élevage et le hameau de Méry inscrit dans son site, participant à la mise en scène paysagère des villages inscrits dans leur site à préserver.

Le chemin d'exploitation, propriété de l'association foncière situé entre l'unité Nord existante de l'élevage et l'unité Sud de l'extension, est emprunté par des promeneurs du GR Pays de l'Ardre, d'où il y a des visibilités directes sur l'élevage ainsi que sur les infrastructures du secteur (autoroute, ligne électrique, antenne).



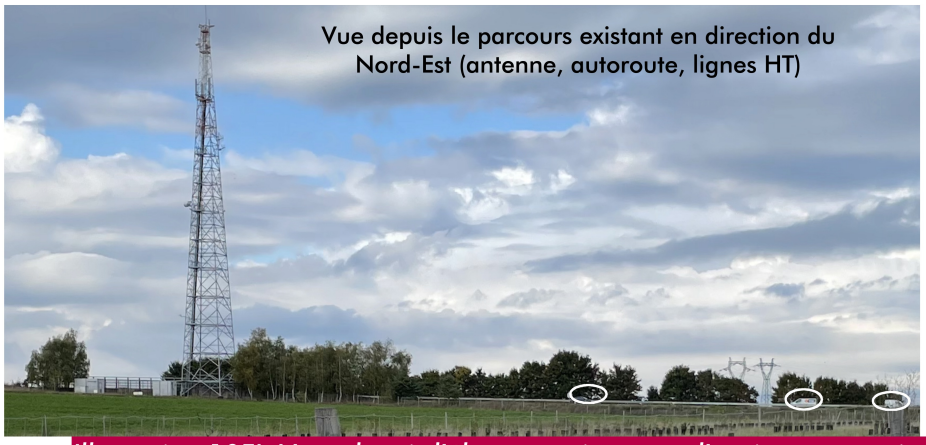


Illustration 10EI: Vues depuis l'élevage existant sur l'environnement immédiat (10/2024)



Illustration 11EI: Vue depuis le chemin d'exploitation - GR Pays de l'Ardre sur le site et dans son environnement (antenne, ligne HT, autoroute)

B.3. GÉOLOGIE ET PÉDOLOGIE

Le secteur est situé dans l'Est de la vaste région géologique du Bassin Parisien, bassin sédimentaire d'accumulation de roches sédimentaires d'origine marine et continentale datant du Mésozoïque et du Cénozoïque. Il est caractérisé par une zone d'affaissement peu accentuée à grand rayon de courbure, ou, durant le secondaire et le tertiaire, des mers épicontinentales se sont installées. La mise en place de la sédimentation due à la présence de ces mers, alterne sables, marnes, calcaires et grès principalement. Cette sédimentation a contribué à la subsidence du bassin et les bordures du Bassin parisien se sont soulevées : un relief structural de côtes (ou cuestas) s'est développé d'Est en Ouest. Les plateaux en pente douce (revers) sont constitués de couches dures (craies, calcaires) au front en pente raide dégagé par l'érosion au dessus de couches tendres (marnes, argiles). De manière isolée, l'érosion crée des buttes témoin.

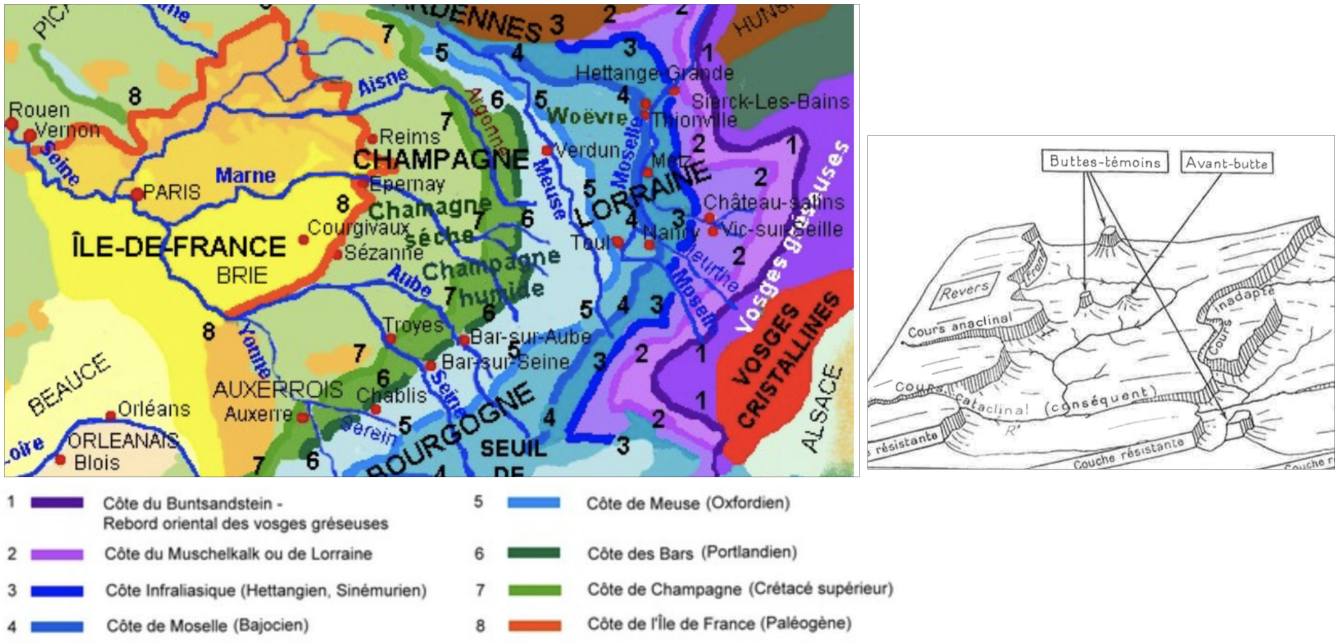


Illustration 12EI: Succession des côtes du bassin parisien (Source : R. Crivellaro) & bloc diagramme du relief de cuesta (Source : M. Derruau)

L'aire d'étude s'inscrit dans le plateau de l'Ile de France et est limitée à l'Est par la Côte de l'Ile de France (Gueux, Vrigny, Coulommes-la-Montagne, Pargny-les-Reims) au talus abrupt (vigoureuse Cuesta de commandement environ 80m). Le plateau est constitué de terrains tertiaires et de couvertures de limons.

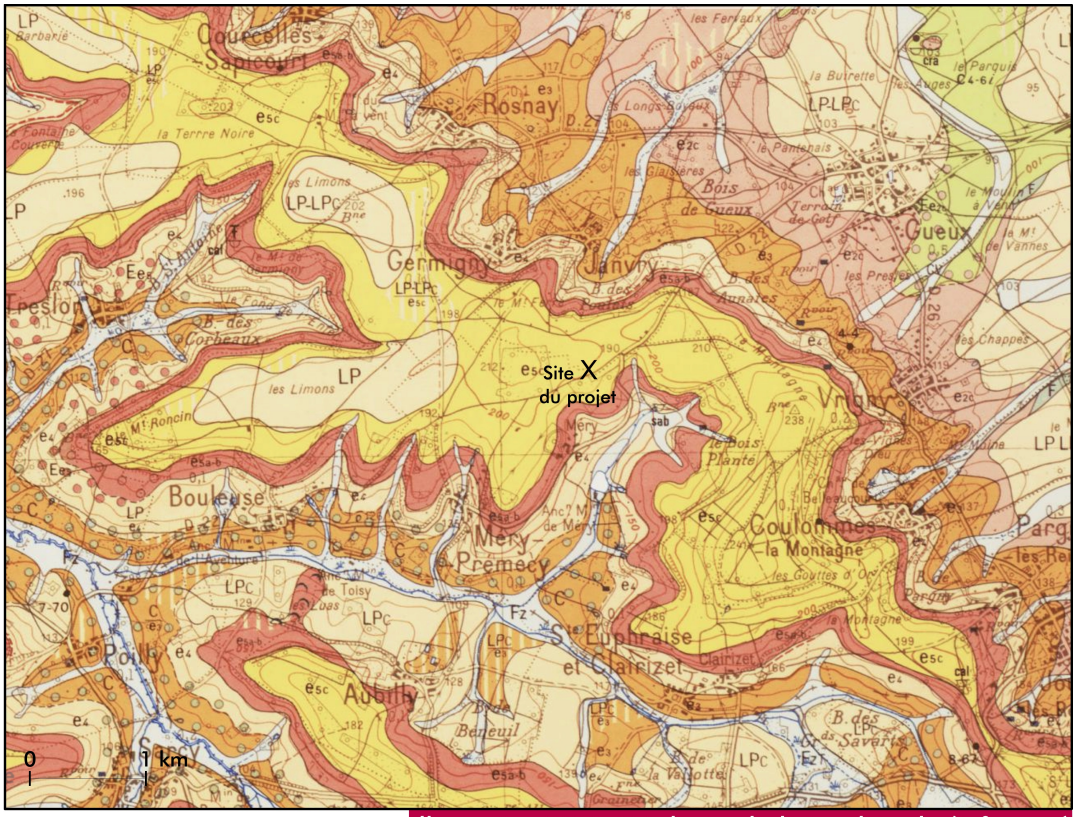


Illustration 13EI: Géologie de l'aire d'étude (Infoterre)

Les formations affleurantes du secteur sont :

Fz	Alluvions modernes
C	Colluvions
LP	Limons de plateaux
LPC	Limons de remaniement
C_{4-6i}	Sénonien : craie blanche
e_{2c}	Thanétien supérieur : "Sables de Châlons-sur-Vesle"
e_3	Yprésien inférieur : argiles et marnes
e_4	Yprésien supérieur, Cuisien : sables argileux et sables
e_{5a-b}	Lutétien inférieur et moyen : "calcaire grossier"
e_{5c}	Lutétien supérieur continental : "Marnes et caillasses"

Le site du projet est localisé sur les marnes et caillasses du Lutétien supérieur continental. Les Marnes et Caillasses débutent par une alternance de calcaires en bancs peu épais (10 à 40 cm), beiges, à grain fin, d'aspect plus ou moins lithographique et de marnes grises, beiges ou verdâtres.

B.4. RESSOURCE EN EAU

B.4.1. RÉSEAU BLEU

L'aire d'étude s'inscrit dans le bassin versant du Noron et de l'Ardre qu'il alimente. L'axe du Noron-Ardre s'établit au Sud du projet.

Le réseau hydrographique s'organise autour de l'Ardre, d'écoulement Est-Ouest. L'Ardre alimente la Vesle à Fismes.

Sur les versants de vallons, le contact des terrains imperméables sous les sols plus filtrants favorise les sources à l'origine d'un chevelu hydrographique, d'affluents Nord-Sud (affluents de rive droite). Ce réseau est constitué d'écoulements intermittents ayant creusé de petits fonds de vallons découpant le plateau (Ruisseau de Méry, Ruisseau du Treslon).

Quelques étangs de taille très modeste sont recensés sur le secteur.

Le site du projet (existant et extension, bâtiments et parcours) s'inscrit dans le bassin versant du ruisseau de Méry, affluent du Noron. Le périmètre d'épandage (solution alternative à la normalisation des fientes) est également localisé dans le bassin versant du ruisseau de Méry.

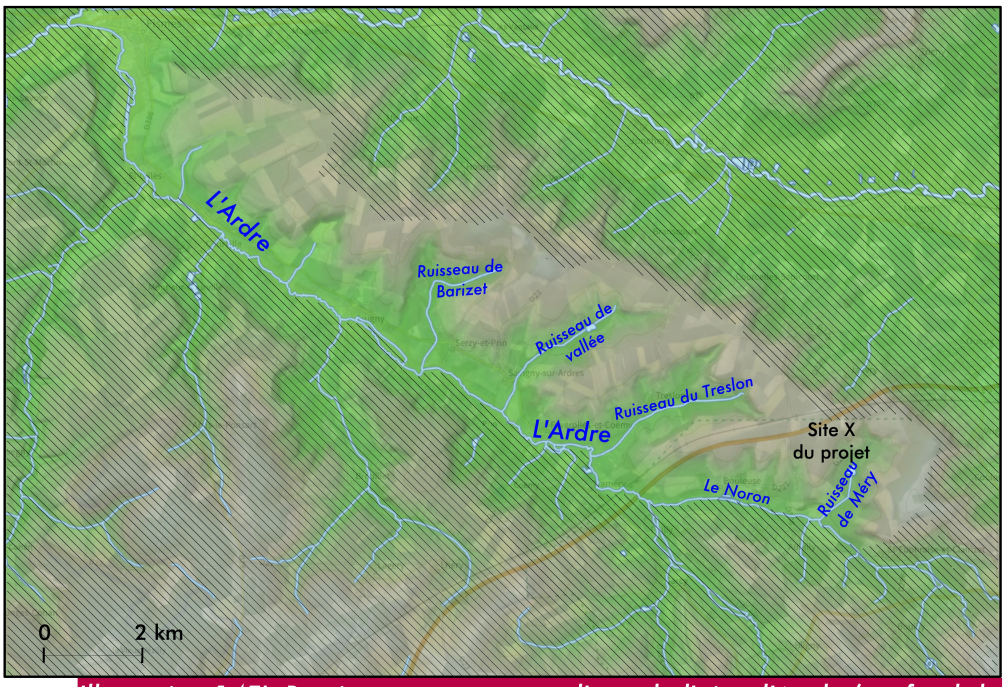
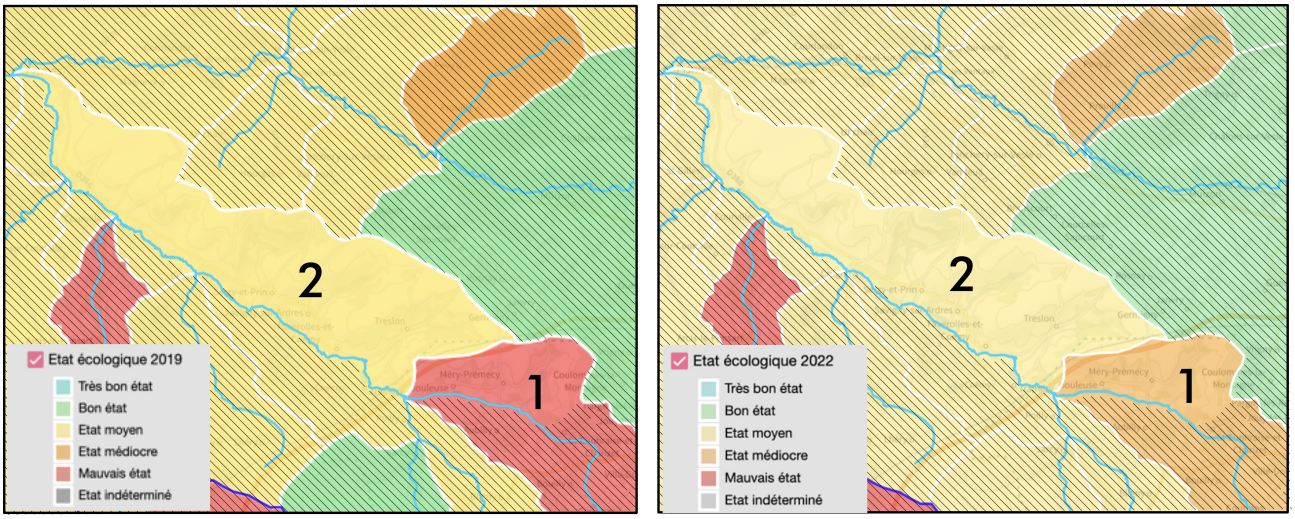


Illustration 14EI: Bassin versant et cours d'eau de l'aire d'étude (sur fond du relief)

B.4.2. QUALITÉ DES EAUX SUPERFICIELLES

L'état écologique et chimique des masses d'eaux superficielles a été étudiée par l'Agence de l'eau Seine Normandie.

B.4.2.1. ETAT ÉCOLOGIQUE



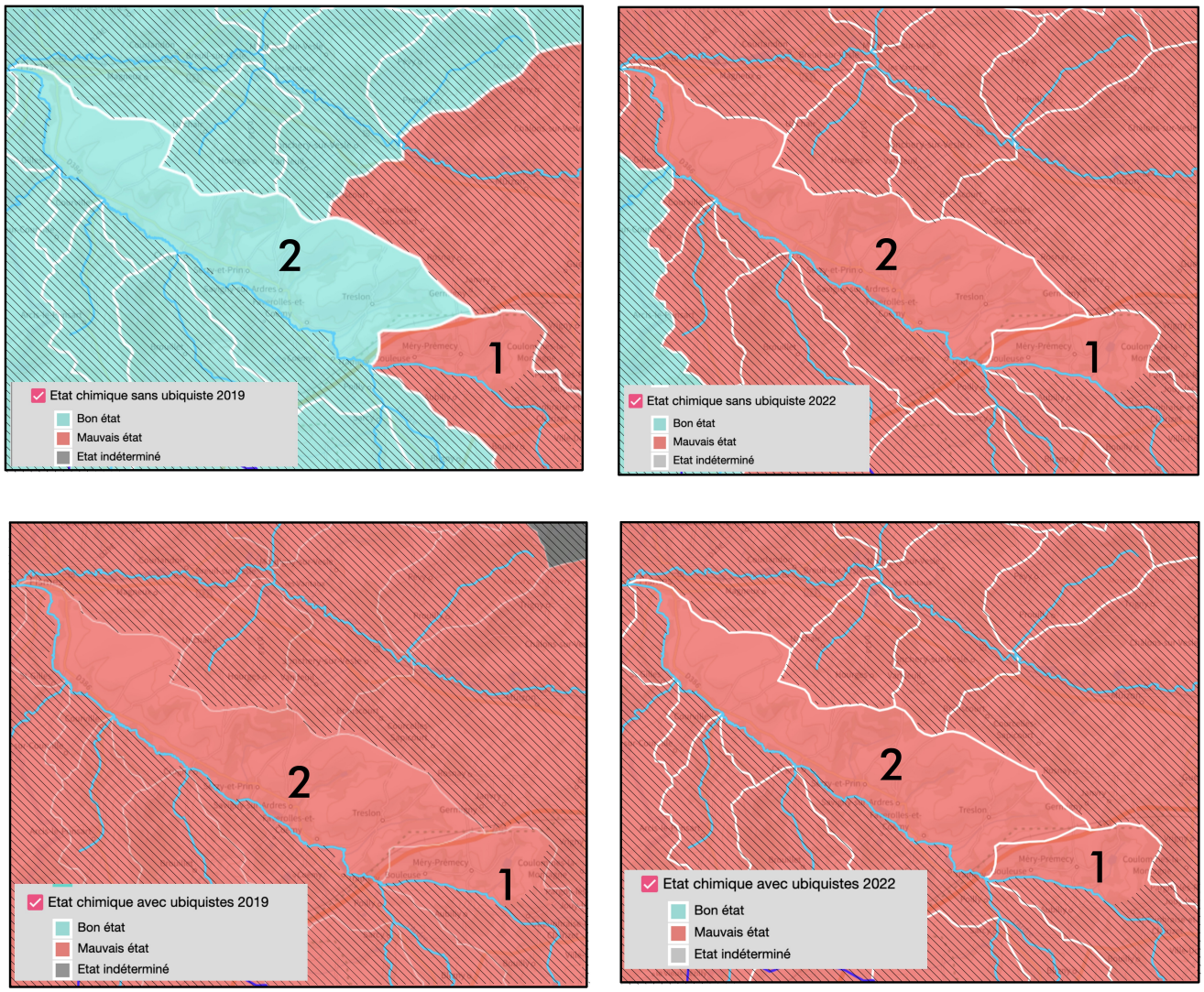
1. MESU Le Noron
2. MESU L'Ardre de sa source au Confluent de la Vesle (exclu

Illustration 15EI: Etat écologique des masses d'eau de surface en 2019 et 2022

L'état écologique des masses d'eau de surface est variable (mauvais à bon) et évolue différemment :

- L'état écologique du Noiron s'améliore entre 2019 et 2022 (mauvais à médiocre),
- L'état écologique de l'Ardre se maintient entre 2019 et 2022 (moyen).

B.4.2.2. ETAT CHIMIQUE



1. MESU Le Noron
2. MESU L'Ardre de sa source au Confluent de la Vesle (exclu

Illustration 16EI: Etat chimique des masses d'eau de surface en 2019 et 2022

L'état chimique sans les substances ubiquistes est bon pour la masse d'eau aval et mauvais pour celle amont en 2019 mais il se dégrade en 2022 pour devenir mauvais pour toutes les masses d'eau.

L'état chimique avec les substances ubiquistes mauvais en 2019 reste stable en 2022.

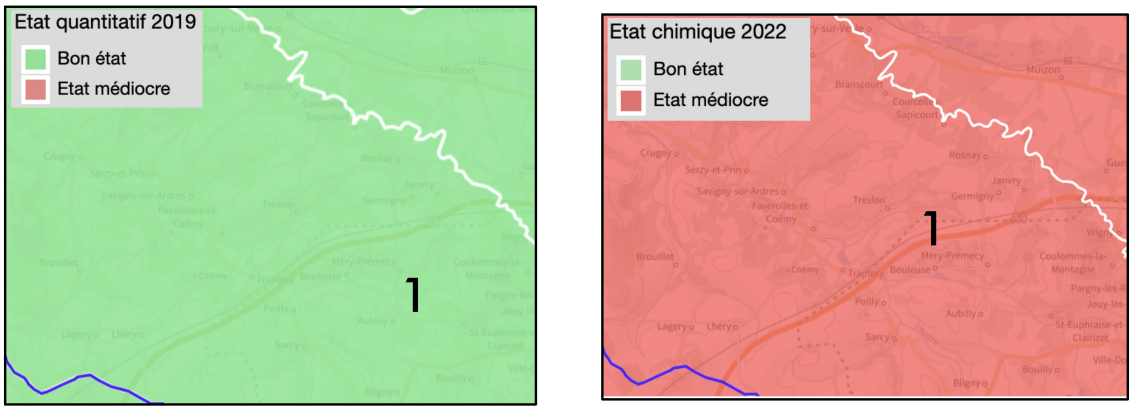
B.4.3. EAUX SOUTERRAINES

B.4.3.1. MASSES D'EAU SOUTERRAINE

L'aire d'étude est concernée par la masse d'eau souterraine affleurante FRHG 106 Lutétien-Yprésien du Soissonnais - Laonnois: La masse d'eau est une succession de formations géologiques aquifères d'âge Tertiaire, séparées par des horizons plus ou moins imperméables, dont l'éocène moyen et inférieur qui s'étendent à l'ensemble de la masse d'eau. L'aquifère des calcaires du Lutétien – Eocène moyen est à prédominance calcaire et celui de l'Yprésien supérieur – Eocène inférieur est sableux.

B.4.3.2. ETAT

Les états chimique et quantitatif des masses d'eau souterraines sont renseignés par l'Agence de l'eau Seine Normandie.



1. MESO FRGH 106 Lutétien-Yprésien du Soissonnais-Laonnois

Illustration 17EI: Etats quantitatif et chimique des masses d'eau souterraine

L'état quantitatif est bon pour les deux masses d'eaux souterraines, en revanche, l'état chimique est mauvais.

B.4.3.3. ZONE VULNÉRABLE

L'intégralité de l'aire d'étude est localisée en zone vulnérable pour la pollution aux nitrates. les prescriptions définies par le Programme d'Actions National et le Programme d'Actions Régional (7è programme) s'appliquent aux activités d'épandage de la SCEA LAPOINTE et sont prises en compte.

Cf Annexe 7, Plan d'épandage (solution alternative)

B.4.4. USAGES DE LA RESSOURCE EN EAU

B.4.4.1. CAPTAGES D'EAU POTABLE

Le projet et le périmètre d'épandage (uniquement solution alternative à la normalisation des fientes) ne recoupe aucun point de prélèvements en eau potable d'adduction publique ou d'usage privé, ni périmètre de protection associé.

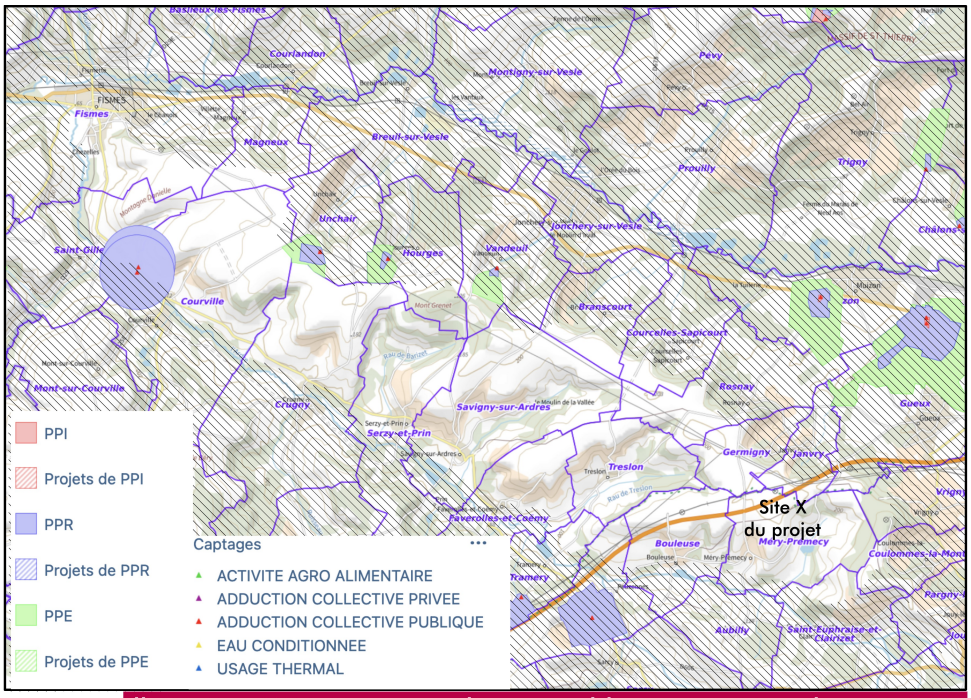


Illustration 18EI: Captages d'eau potable et périmètres de protection (Atlasanté Cart'eaux)

Aucune Zone d'Action Renforcée n'est présente sur l'aire d'étude.

L'Aire d'Alimentation du Captage de Gueux affecte une partie du périmètre d'épandage et le bâtiment 1 et parcours associé, existants (emprise du projet d'extension d'activité en dehors). Le Plan d'actions, relatif à cette AAC et prévu par l'arrêté préfectoral n°07-2015-LE-AEP est pris en compte.

Cf. Annexe 7, Plan d'épandage (solution alternative)

L'usage de l'eau potable représente les consommations suivantes :

MASSE D'EAU	Volume prélevé (Mm^3) Usage eau destinée à la consommation humaine
FRHG106 « LUTETIEN - YPRESIEN DU SOISSONNAIS-LAONNOIS»	5,97 (75,7 % des prélèvements)

Tableau 13EI: Consommation d'eau potable

B.4.4.2. USAGE AGRICOLE

L'activité agricole du secteur est consommatrice d'eau pour les cultures et l'élevage. Les prélèvements agricoles dans les masses souterraines recensés sont les suivants :

MASSE D'EAU	Nombre de points prélèvements	Volume prélevé (Mm^3) Consommation agricole
FRHG106 « LUTETIEN - YPRESIEN DU SOISSONNAIS-LAONNOIS»	37	0,64

Tableau 14EI: Consommation d'eau en agriculture

B.4.4.3. USAGES RÉCRÉATIFS

La ressource en eau présente également un intérêt pour divers usages récréatifs tels la pêche et le tourisme. L'Ardre aval (après sa confluence avec le Ruisseau de Treslon) est en deuxième catégorie piscicole tandis que les autres cours d'eau sont en première catégorie piscicole.

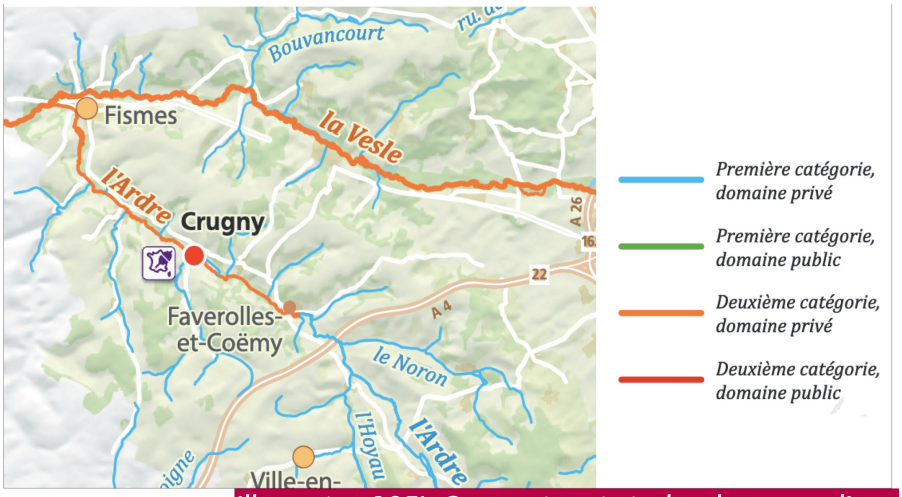


Illustration 19EI: Catégories piscicoles des cours d'eau

B.4.5. SDAGE SEINE-NORMANDIE 2022-2027

Le SDAGE est un outil de planification et programmation pluriannuelle (6 ans) définissant des objectifs environnementaux et des priorités d'actions (programme de mesures) en matière de gestion qualitative et quantitative de l'eau et des milieux aquatiques par unité hydrographique cohérente. Le SDAGE fixe les grandes orientations pour une gestion équilibrée et globale des milieux aquatiques et de leurs usages. Le SDAGE détermine les objectifs a atteindre pour chaque milieu (par masse d'eau, aux points nodaux, ...) et les actions prioritaires (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux, liste des captages prioritaires, ...). Il a une portée juridique qui s'impose aux décisions administratives notamment en matière de police de l'eau.

Un programme de mesures et des documents d'accompagnement sont associes au SDAGE. D'autre part, un programme de surveillance base sur des indicateurs nationaux (tableau de bord) permet de mesurer les effets des actions mises en place.

Le site du projet appartient au district hydrographique Seine-Normandie. Le SDAGE Seine-Normandie 2022-2027 a été adopté le 22/03/2022. Il s'articule autour des 5 orientations

fondamentales listées ci-dessous :

- Orientation 1 : Des rivières fonctionnelles, des milieux humides préservés et une biodiversité en lien avec l'eau restaurée,
- Orientation fondamentale 2 : Réduire les pollutions diffuses en particulier sur les aires d'alimentation de captages d'eau potable
- Orientation fondamentale 3 : Pour un territoire sain, réduire les pressions ponctuellesOrientation fondamentale 4 :Assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face au changement climatique
- Orientation fondamentale 5 : Agir du bassin à la côte pour protéger et restaurer la mer et le littoral.

Le projet est compatible avec les objectifs du SDAGE. Les mesures mises en place pour limiter le risque de pollution des cours d'eau sont décrites au chapitre D.

B.4.6. SAGE AISNE-VESLE- SUIPPE

Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable du SAGE Aisne-Vesle- Suippe a été approuvé le 16/12/2013. Il retient 6 enjeux :

- Gestion quantitative de la ressource en période d'étiage,
- Amélioration de la qualité de l'eau,
- Gouvernance de l'eau,
- Préservation et sécurisation de l'alimentation en eau potable,
- Préservation et restauration de la qualité des milieux aquatiques et humides,
- Inondations et ruissellement.

Le projet est compatible avec les objectifs du SAGE. Les mesures mises en place pour limiter le risque de pollution des cours d'eau sont décrites au chapitre D.

B.5. CONTEXTE ÉCOLOGIQUE

B.5.1. BIODIVERSITÉ ORDINAIRE

L'aire d'étude s'étend sur la vallée de l'Ardre et sur le plateau découpé du Tardenois caractérisant des milieux, au service d'une biodiversité multiple.

Le plateau et ses versants sont occupés par les cultures, la vigne et les boisements.

Les milieux naturels de la plaine agricole reposent sur des essences végétales de culture. Elles sont parfois ornementées de plantes messicoles implantées le long des routes et chemins, en bord de champs. Le cortège de milieu ouvert repose sur une faune ordinaire intéressante ; elle

se compose d'insectes, de petit et grand gibier essentiellement pour l'aire d'alimentation qu'elle constitue. La vigne se répartit sur les coteaux exposés au Sud et se compose principalement sur les cépages de chardonnay, pinot noir et meunier.

Les forêts (chênaies, frênaies), milieux naturels fermés, abritent de nombreux habitats et accueillent des espèces floristiques et faunistiques variées, s'étirant du sol aux étages supérieurs. Les milieux forestiers sont favorables à la faune mammologique et à l'avifaune. Les mammifères sont représentés par les micro-mammifères et les petits carnivores qui leurs sont inféodés et par les hôtes habituels des forêts : le Lapin de garenne, le Renard, le blaireau, le Chevreuil et le Sanglier.

La vallée de l'Ardre se compose de boisements, de prairies liés à l'eau qui sont favorables aux amphibiens, poissons, reptiles et certains mammifères.

B.5.2. PROTECTIONS, INVENTAIRES ENVIRONNEMENTAUX

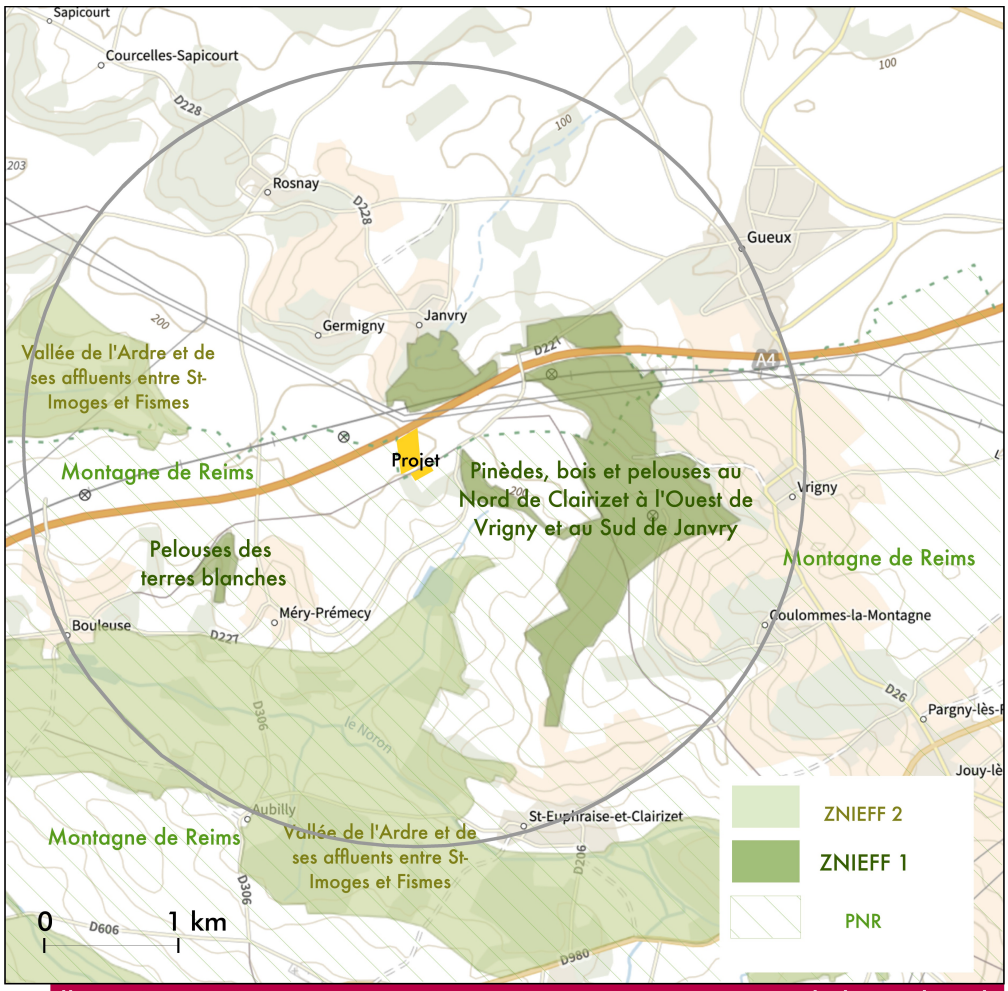


Illustration 20EI: Protections et inventaires environnementaux de l'aire d'étude

* ZNIEFF : Zone Naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique, PNR : Parc Naturel Régional

Le site du projet (existant et extension) est localisé en dehors de toute ZNIEFF, Natura 2000 (ZPS, ZSC), arrêté de biotope et réserve naturelle.

Les protections réglementaires et inventaires recensés sur l'aire d'étude sont présentés ci-après.

ZNIEFF 2 Vallée de l'Ardre et de ses affluents entre St-Imoges et Fismes

La ZNIEFF (5112 ha) constitue un ensemble de bois humides, prairies, cultures et hautes herbes dans la vallée et dans les vallons. Les prairies souvent pâturées se déclinent selon la nature du sol, l'inondation et les pratiques auxquelles elles sont soumises (pâturages, fauche...). Fortement composées de graminées, elles comptent des espèces hygrophiles également dans les zones les plus humides. Les bosquets sont constitués de frênes, de prunelliers épineux, d'églantiers, d'ormes champêtre, d'aubépines monogyne, de saules marsault et de viornes obier. Les boisements alluviaux sont constitués d'aulnaies, frênaies et chênaies. Des milieux marécageux sont aussi ponctuellement présents.

- Projet en dehors de la ZNIEFF 2, îlots MER2 (partie), MER3 (partie), MER4 dedans (épandage en solution alternative à la normalisation des fientes)

ZNIEFF 1 Pinèdes, bois et pelouses au Nord de Clairizet à l'Ouest de Vrigny et au Sud de Janvry

La zone (196 ha) est un ensemble de pinèdes, bois et pelouses, avec des secteurs secs et d'autres plus humides, des végétations forestières, arbustives et herbacées. La strate arborescente de la pinède calcicole (groupement dominant de la zone) est composée de pins noir, pins sylvestre et de bouleaux verruqueux est accompagnée d'un taillis et d'une strate herbacée. De peites mares abritent la lentille minuscule et les talus de l'autoroute sont colonisés par une végétation de friches et de pelouses. La pelouse calcaire marnicole est dominée par les graminées accompagnées notamment d'orchidées. Les Orthoptères et les Lépidoptères sont représentés, la grenouille agile, la grenouille rousse et la coronelle lisse sont recensées.

- Projet en dehors de la ZNIEFF 1, périphérie îlot MER1 dedans (épandage en solution alternative à la normalisation des fientes)

ZNIEFF 1 Pelouses des terres blanches à l'Ouest de Bouleuse

La zone (8 ha) est constituée de pelouses de terres blanches embroussaillées, principalement composées de graminées accompagnées de diverses espèces dont des orchidées.

- Projet et périmètre d'épandage en dehors de la ZNIEFF 1

Parc Naturel Régional Montagne de Reims

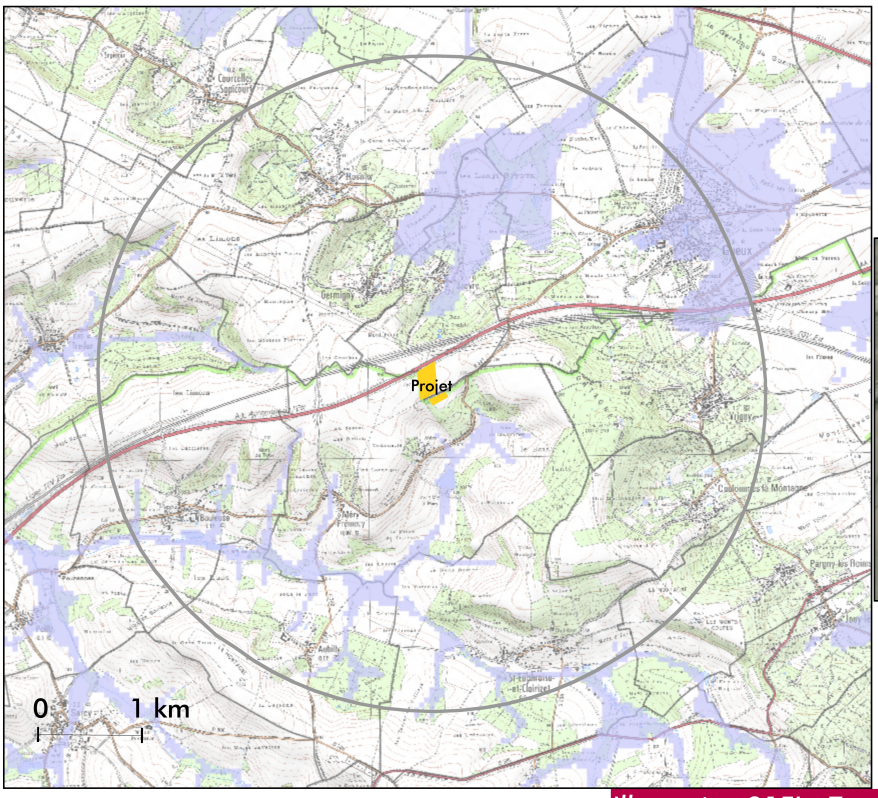
Le PNR s'étend sur 63 communes et couvre 533 km^2. A l'appui d'une biodiversité riche, le paysage à « l'allure de cathédrale verdoyante » est une composition de massif forestier, plaine crayeuse et massif forestier où le patrimoine culturel, construit, exploité, détruit et reconstruit, recouvre les époques gallo-romaine, médiévale et de la Grande Guerre.

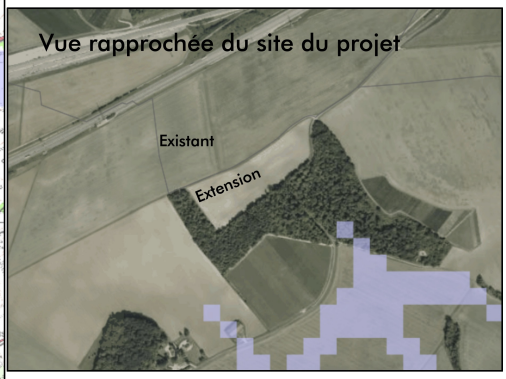
- Installations d'élevage existantes en dehors du PNR et extension élevage et périmètre d'épandage dedans (épandage en solution alternative à la normalisation des fientes)

Cf. Annexe 7, Carte des enjeux environnementaux sur le périmètre d'épandage

B.5.3. ZONES HUMIDES

Une prélocalisation des zones humides potentielles a été établie par la DREAL Grand Est. Dans l'aire d'étude, plusieurs zones humides sont envisagées aux abords des cours d'eau notamment. Le site du projet (extension et existant) n'est pas localisé en zone humide potentielle. Quelques îlots d'épandage sont en partie localisés en zone humide potentielle ; des dispositions organisationnelles (bandes enherbées, jachères) et opérationnelles lors des chantiers d'épandage sont prévues (ressuyage des sols avant le chantier d'épandage, absence de forte pluviosité durant l'épandage et immédiatement après le chantier, épandage au plus près du semis ou sur couvert d'interculture).





Zone humide potentielle

Illustration 21EI : Zones humides potentielles DREAL Grand-Est

B.5.4. CORRIDORS ÉCOLOGIQUES ET RÉSERVOIRS DE BIODIVERSITÉ

Le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) identifie les trames verte et bleue d'importance régionale, réseau écologique qu'il convient de préserver pour garantir à l'échelle régionale les déplacements des espèces animales et végétales. Ces capacités de déplacements sont nécessaires au maintien du bon état de conservation des populations d'espèces.

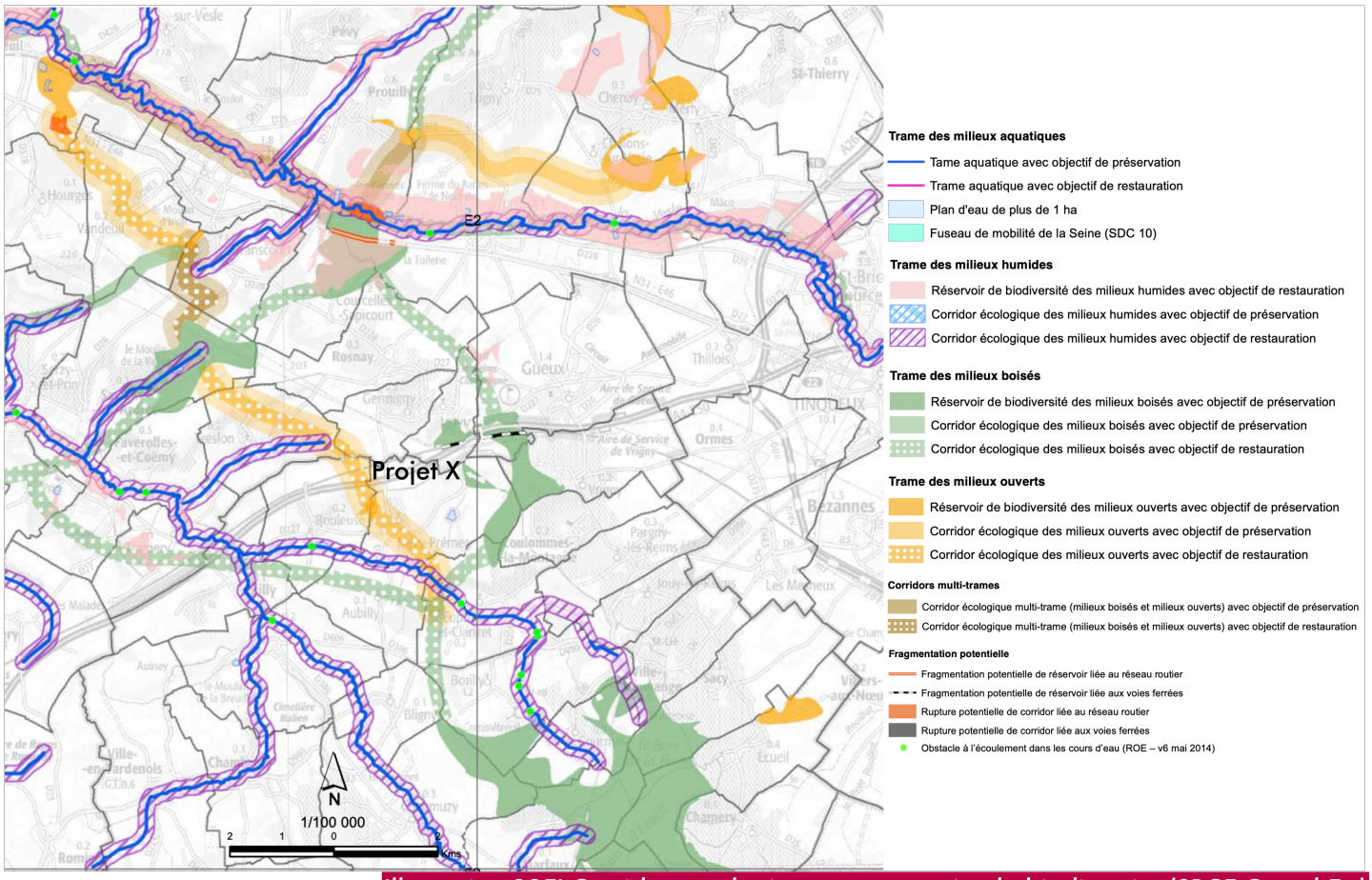


Illustration 22EI Corridors écologiques et réservoirs de biodiversité (SRCE Grand Est)

Plusieurs réservoirs et corridors de milieux boisés et de milieux ouverts sont référencés dans l'aire d'étude, marquée aussi par la fragmentation induite par les infrastructures de transport. Le site du projet est limitrophe du réservoir de biodiversité identifié du bois de l'Entrée. L'implantation du projet n'atteins pas le bois, dont l'emprise et la végétation seront préservés.

B.5.5. ETUDE FAUNE - FLORE DU SITE

Une étude de la faune et de la flore a été réalisée sur le site du projet, afin de déterminer s'il est un lieu de vie d'espèces protégées.

L'étude s'est déroulée le 14/10/2024 par ciel clair accompagné de nuages assez denses, avec un vent faible (18°C).

Des recherches bibliographiques ont été effectuées préalablement à l'étude afin de recenser les différents inventaires et protections environnementales présents sur le site. Les listes rouges nationale et régionale ont été consultées afin de déterminer les statuts des espèces potentiellement présentes sur le site du projet.



Illustration 23EI: Emprise prospectée

La zone prospectée est une terre de grande culture, occupée par une interculture de moutarde et une bordure de chemin d'exploitation.



Illustration 24EI: Vue sur l'emprise du projet au jour des relevés (grande culture)

Méthodologie :

Deux formations végétales ont été identifiées sur l'emprise prospectée :

- La végétation de la culture de moutarde, homogène,
- La végétation caractéristique de bord de chemin agricole empierré.

La parcelle a été parcourue à pied et les espèces présentes ont été identifiées. L'importance de leur recouvrement a été évalué au moyen de coefficients quantitatifs.
Il est à noter que la détermination des Poacées est difficile en dehors des périodes de floraison. Les autres espèces présentes ont pu être identifiées facilement. L'étude de terrain a permis de distinguer 2 biotopes différents :

- La parcelle cultivée sur laquelle sera construit le bâtiment B2 en projet. Cette parcelle est en moutarde au jour de l'étude.
- Le chemin qui jouxte la parcelle. Ce chemin ne sera pas directement impacté par le projet.

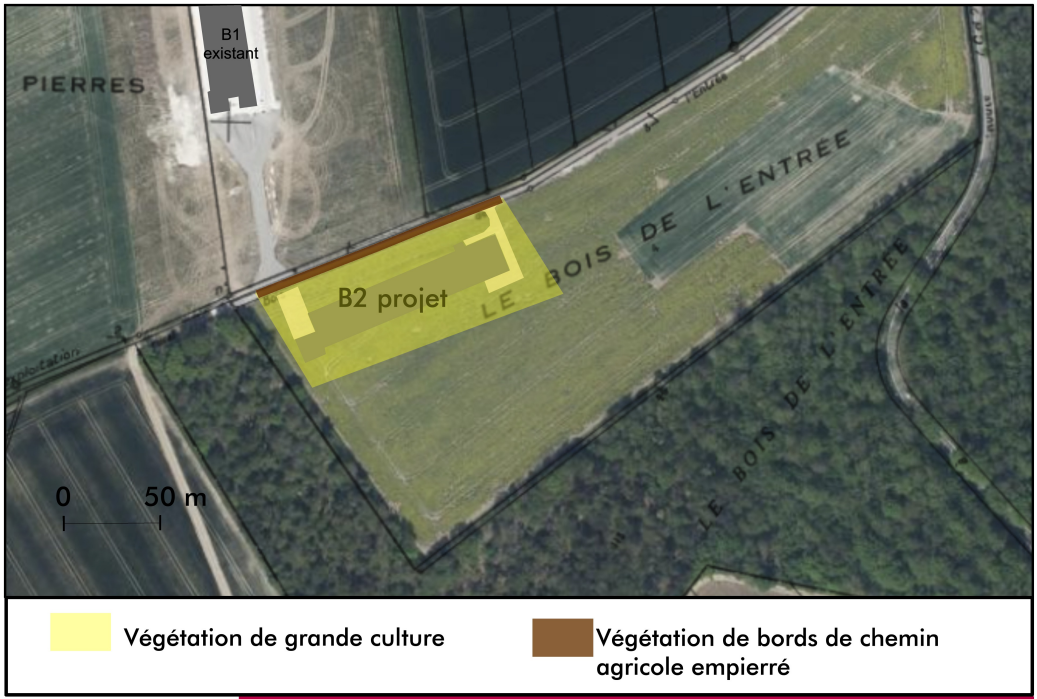


Illustration 25EI: Végétation de l'emprise du projet et des abords

Résultats :

Les milieux rencontrés lors de la visite sur le terrain offrent une diversité floristique très faible sur la zone de culture et le chemin empierré. Les espèces floristiques inventoriées sont listées dans les tableaux suivants.

Végétation de la parcelle cultivée :

Famille	Nom binomial	Nom vernaculaire	Évaluation du recouvrement	Espèce protégée
BRASSICACEAE	*Sinapsis alba*	Moutarde	98%	Non
POACEAE	*Triticum aestivum*	Blé tendre	+	Non
POACEAE	*Lolium perenne*	Ray-grass commun	+	Non
POACEAE	*Festuca rubra*	Fétuque	+	Non
PLANTAGINEAE	*Plantago lanceolata*	Plantain	+	Non

+ : présence ponctuelle

Végétation du chemin (bordure) :

Famille	Nom binomial	Nom vernaculaire	Évaluation du recouvrement	Espèce protégée
POACEAE	*Lolium perenne*	Ray-grass commun	90%	Non
POACEAE	*Festuca rubra*	Fetuque	+	Non
FABACEAE	*Trifolium pratense*	Trèfle des prés	+	Non
ASTERACEAE	*Artemisia vulgaris*	Armoise commune	+	Non
PLANTAGINEAE	*Plantago lanceolata*	Plantain	+	Non
ASTERACEAE	*Leucanthemum vulgare*	Marguerite commune	+	Non
ASTERACEAE	*Cirsium vulgare*	Cirse à feuilles lancéolées	+	Non
CONVOLVULACEAE	*Convolvulus arvensis*	Liseron des champs	+	Non
ASTERACEAE	*Taraxacum officinale*	Pissenlit	+	Non
ASTERACEAE	*Cirsium vulgare*	Cirse à feuilles lancéolées	+	Non
POLYGONACEAE	*Polygonum aviculare*	Renouée des oiseaux	+	Non

+ : présence ponctuelle

Synthèse :

Lors de l'inventaire floristique, aucune espèce protégée ou rare n'a été retrouvée sur ou à proximité de la zone du projet. Les résultats n'ayant pas démontré un potentiel écologique important, un second passage ne s'est pas révélé nécessaire.

B.5.5.2. INVENTAIRE FAUNISTIQUE

Méthodologie :

Différents groupes ont été ciblés :

- Mammifères: observation sur la zone prospectée,
- Oiseaux : identification à la vue et au chant des taxons,
- Odonates et Lépidoptères : observation sur la zone prospectée,
- Amphibiens : écoute & observation sur la zone prospectée au niveau d'endroits favorables comme les ornières ou le fossé,
- Reptiles : observation sur la zone prospectée,
- Chiroptères : recherche des milieux favorables avec intervention sur site d'un spécialiste en cas de détection d'un milieu favorable.

Résultats :

La faible diversité des habitats présents sur le site entraîne une faible diversité des groupes peuplant ces habitats.

- Mammifères :

Des traces de passages de sangliers et cervidés ont été observées. Le site est donc un lieu de passage pour ces espèces de Mammifères.

Des traces de lièvres ont été relevées en bordure de chemin, signe de la présence avérée.

- Oiseaux :

De plus, aucune espèce menacée au titre de la liste rouge des Oiseaux nicheurs en Champagne-Ardenne n'a été identifiée.

Il est important de noter que le projet, et particulièrement son parcours enherbé, jouxte un massif forestier.

Plusieurs espèces d'intérêt communautaire sont fréquemment contactées dans le secteur comme : Buse variable, Chouette hulotte, Busard Saint-Martin, Cigogne blanche, Faucon émerillon, Faucon pèlerin, Grue cendrée, Milan noir, Milan royal, Œdicnème criard, Pic vert. Aucun individu de ces espèces n'a été vu sur le site au jour des investigations.

Groupe	Nom binomial	Nom vernaculaire	Catégorie UICN Champagne-Ardenne	Catégorie UICN France	Protection nationale
Oiseaux	*Parus major*	Mésange charbonnière	Préoccupation mineure	Préoccupation mineure	Oui
Oiseaux	*Cyanistes caeruleus*	Mésange bleue	Préoccupation mineure	Préoccupation mineure	Oui

Oiseaux	*Sturnus vulgaris*	Étourneau sansonnet	Préoccupation mineure	Préoccupation mineure	Oui
Oiseaux	*Turdus merula*	Merle noir	Préoccupation mineure	Préoccupation mineure	Oui
Oiseaux	*Falco tinnuculus*	Faucon crécerelle	Préoccupation mineure	Préoccupation mineure	Oui
Oiseaux	*Ardea cinerea*	Héron cendré	Préoccupation mineure	Préoccupation mineure	Oui

Quelques espèces d'oiseaux nicheurs ont été recensées sur l'emprise prospectée, les bois aux alentours du site permettant la nidification et le nourrissage. Le site ne représente pas un espace d'intérêt majeur pour ces espèces. Il représente pour certaines espèces une zone de chasse. Le projet d'implantation du site d'élevage n'engendrera pas de destruction d'éléments physiques ou biologiques nécessaires à la nidification, à la reproduction, au nourrissage ou au repos des espèces recensées. Par ailleurs, ces espèces sont toutes considérées comme préoccupations mineures au titre des listes rouges nationale et régionale.

- Odonates et Lépidoptères :

Aucune espèce appartenant aux groupes des Odonates ou des Lépidoptères n'a été observée lors de cet inventaire. Plusieurs espèces d'orthoptères (sauterelles, criquets) ont été recensées dans la parcelle cultivée.

- Amphibiens :

La parcelle du projet n'est pas un milieu spécifique pour les Amphibiens du fait de l'absence de point d'eau. Aucune espèce appartenant au groupe des Amphibiens n'a été observée lors de cet inventaire.

- Reptiles :

Aucune espèce appartenant au groupe des Reptiles n'a été observée lors de cet inventaire.

- Chiroptères :

La zone d'étude a été parcourue afin de découvrir de potentiels gîtes dans les éléments paysagers se trouvant dans la zone d'étude. Aucune zone ou habitat potentiel n'a été observé sur le site, cependant celui-ci peut être utilisé comme zone de nourrissage. Aucune destruction directe d'habitat pour Chiroptères ou de Chiroptères pendant la phase de travaux n'est attendue. Dans ce cadre, l'intervention d'un spécialiste ne semble pas nécessaire. Pour ces espèces, la conversion de 16 ha de culture en zone enherbée représentera un accroissement de l'attractivité du secteur.

Les résultats de l'inventaire n'ayant pas démontré un potentiel écologique important, un second passage ne s'est pas révélé nécessaire.

B.5.6. DIAGNOSTIC ZONE HUMIDE DU SITE

Le code de l'environnement et notamment l'art. R 211-108 précise les critères de définition et de délimitation des zones humides. Elles sont considérées comme telles si elles présentent l'un des critères suivants :

- Les sols correspondent à un ou plusieurs types pédologiques, exclusivement parmi ceux mentionnés dans une liste figurant en annexe de l'arrêté, et peuvent être caractérisés par leur classe d'hydromorphie, indicatrice de la présence d'une zone humide,
- Leur végétation si elle existe est caractérisée soit par des espèces identifiées et quantifiées, soit par des habitats caractéristiques de zones humides.

B.5.6.1. MÉTHODOLOGIE

Le protocole du diagnostic est celui précisé par la circulaire Zones Humides du 18/01/2010. L'examen du sol s'effectue par des sondages positionnés de part et d'autre de la frontière supposée de la zone humide. Le nombre, la répartition et la localisation précise des sondages dépendent de la taille et de l'hétérogénéité du site.

Les sondages ont été positionnés à l'emplacement du nouveau bâtiment, seul impact définitif du projet sur la nature des sols.

La consultation des informations régionales sur les milieux humides permet de vérifier que l'ensemble du site d'étude se situe hors des zonages milieux humides pré-identifiés.

Les zones humides les plus proches sont constituées du val du ruisseau de Méry. La cartographie des cours d'eau permet de confirmer qu'aucun cours d'eau ne traverse directement la zone de prospection.



Illustration 26EI: Localisation des sondages à la tarière

B.5.6.2. SYNTHÈSE DE L'ÉTUDE PÉDOLOGIQUE

L'examen des sondages pédologiques vise à analyser la présence :

- D'horizons histiques (ou tourbeux) débutant à moins de 50 cm de la surface du sol et d'une épaisseur d'au moins 50 cm,
- Ou de traits réductiques débutant à moins de 50 cm de la surface du sol,
- Ou de traits rédoxiques débutant à moins de 25 cm de la surface du sol et se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur,
- Ou de traits rédoxiques débutant à moins de 50 cm de la surface du sol, se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur, et de traits réductiques apparaissant entre 80 et 120 cm de profondeur.

Les diagnostics pédologiques (sondages à la tarière) réalisés permettent de déterminer à quelle classe d'hydromorphie appartient le sol. En fonction des sondages, le type de sol peut présenter quelques variantes sur l'épaisseur des horizons ainsi que des nuances de texture mais la classe d'hydromorphie reste toujours identique.

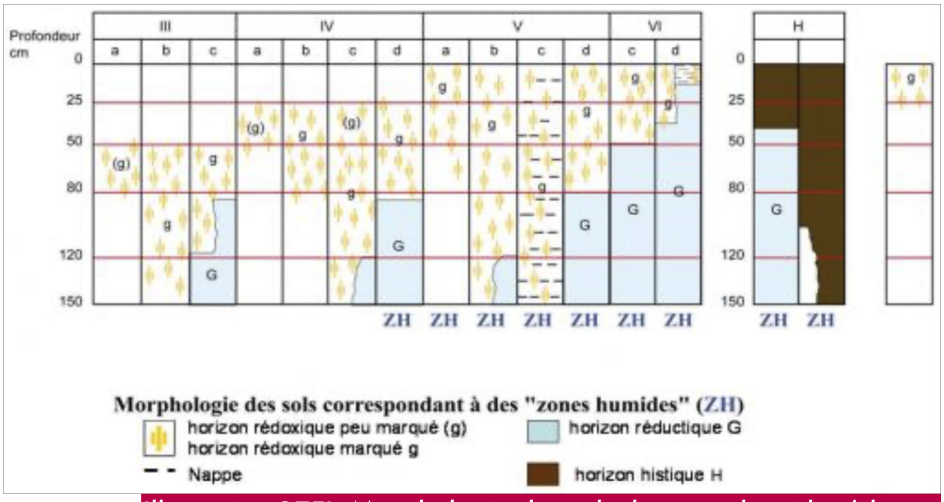


Illustration 27EI: Morphologie des sols de zones humides (classes d'hydromorphie du GEPPA)

Les deux sondages révèlent la présence de sols très peu profonds.

Sondage 1 :

0-15 cm : Argilo calcaire

15-30 cm : argiles blanches

35 cm socle calcaire refus tarière.

Aucune trace rédoxique relevée.



Illustration 28EI: Horizons du sondage S1

Sondage 2 :

0-15 cm : Argilo calcaire

15-30 cm : argiles blanches

35 socle calcaire refus tarière.

Aucune trace rédoxique relevée.



Illustration 29EI: Horizons du sondage S2

Sous une fine couche de terre végétale humique, un sol argilo-calcaire est observé. La zone concernée par le projet paraît homogène et les 2 sondages réalisés présentent des caractéristiques quasiment identiques.

Selon les sondages, aucun trait d'hydromorphie n'a été observé dans les premiers 25 cm du sol. Les mêmes observations ont été faites sur les 2 sondages.

Compte-tenu de ces observations, le sol identifié est de classe < III (Groupe d'Étude des Problèmes de Pédologie Appliquée - GEPPA). Il ne s'agit donc pas d'un sol de zone humide.

B.5.6.3. SYNTHÈSE DE L'ÉTUDE FLORISTIQUE

Les sondages ont été complétés d'une analyse floristique selon le protocole de la circulaire Zones Humides de 2010.

Les espèces observées sur les points de sondage sont les suivantes :

- *Sinapsis alba* Moutarde
- *Triticum aestivum Blé tendre*

Aucune de ces espèces n'est indicatrice de zone humide. Les relevés permettent donc de confirmer les conclusions de l'expertise pédologique : la fore observée au niveau des points de sondages pédologiques n'est pas caractéristique de zone humide au sens de la Police de l'eau.

B.5.6.4. CONCLUSION

La classe d'hydromorphie du sol (< III) n'est pas considérée comme étant indicatrice d'un sol de zone humide au sens de l'arrêté zones humides modifié (octobre 2009).

Aucun des relevés floristiques ne présente plus de 50% d'espèces indicatrices de zones humides. Ces résultats confirment les informations issues des diagnostics pédologiques effectués à la tarière.

Aucune zone humide au sens de la Police de l'eau n'est donc mise en évidence sur l'emprise du bâtiment en projet.

B.6. CLIMAT

B.6.1. TEMPÉRATURES ET PRÉCIPITATIONS

Les données les plus représentatives de l'aire d'étude proviennent de la station METEO FRANCE de Chambrecy (données 1991 à 2020). La station est localisée à environ 6 km à l'Ouest du site. Elle correspond à la station délivrant les données les plus proches et les plus représentatives du projet.

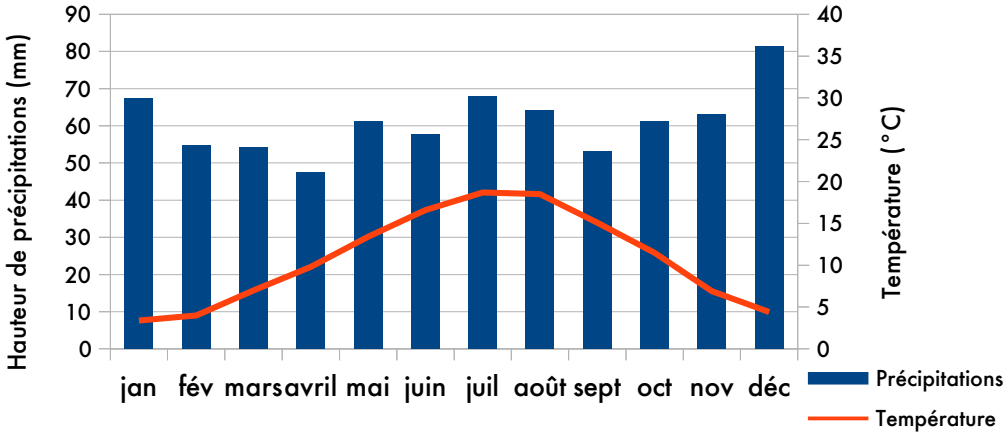


Illustration 30EI: Précipitations et températures

Entre 1991 et 2020, la température moyenne annuelle est de 10,7°C et l'amplitude thermique des moyennes mensuelles de 15,3°C (18,7°C en juillet & et 3,4°C en janvier).

L'évolution des températures est marquée par :

- Un été relativement tempéré, les mois de juillet et août ont une moyenne mensuelle respectivement de 18,7°C et 18,5°C, et des maxima pouvant atteindre 40,3°C (25/07/2019),
- Un hiver plutôt froid, avec un minimum mensuel de 3,4°C en janvier. Néanmoins, certains hivers sont froids avec des températures pouvant atteindre jusqu'à -22,1 °C (17/01/1985).

Les précipitations sont moyennement soutenues et atteignent 734 mm/an en moyenne pour 123,1 jours de pluie. Elles sont un peu plus importantes en hiver (81,3 mm en décembre) mais demeurent assez étales sur l'année.

B.6.2. VENTS

Les données normales de la rose des vents de Reims Courcy (1981-2010), à 91 m d'altitude à 14 km au Nord-Est du site du projet, sont les plus représentatives de l'aire d'étude (malgré une différence d'altitude d'environ 100 m : rose des vents normale, la plus proche du site et station de mesure en milieu ouvert, relativement similaire au site d'élevage).

D'après la rose des vents de la station de Reims Courcy, les vents dominants sont ceux du Sud-Ouest/Ouest (directions 180 à 260) représentant 35,5% des vents, pour ceux supérieurs à 1,5 m/s. Ils sont également les plus forts mais ils demeurent assez occasionnels : seulement 3,9% de la totalité des vents sont supérieurs à 8 m/s.

L'influence éolienne est moyenne : 68 % des vents ont une vitesse inférieure à 4,5 m/s (17,9% < 1,5 m/s et 50,1% entre 1,5 et 4,5 m/s).

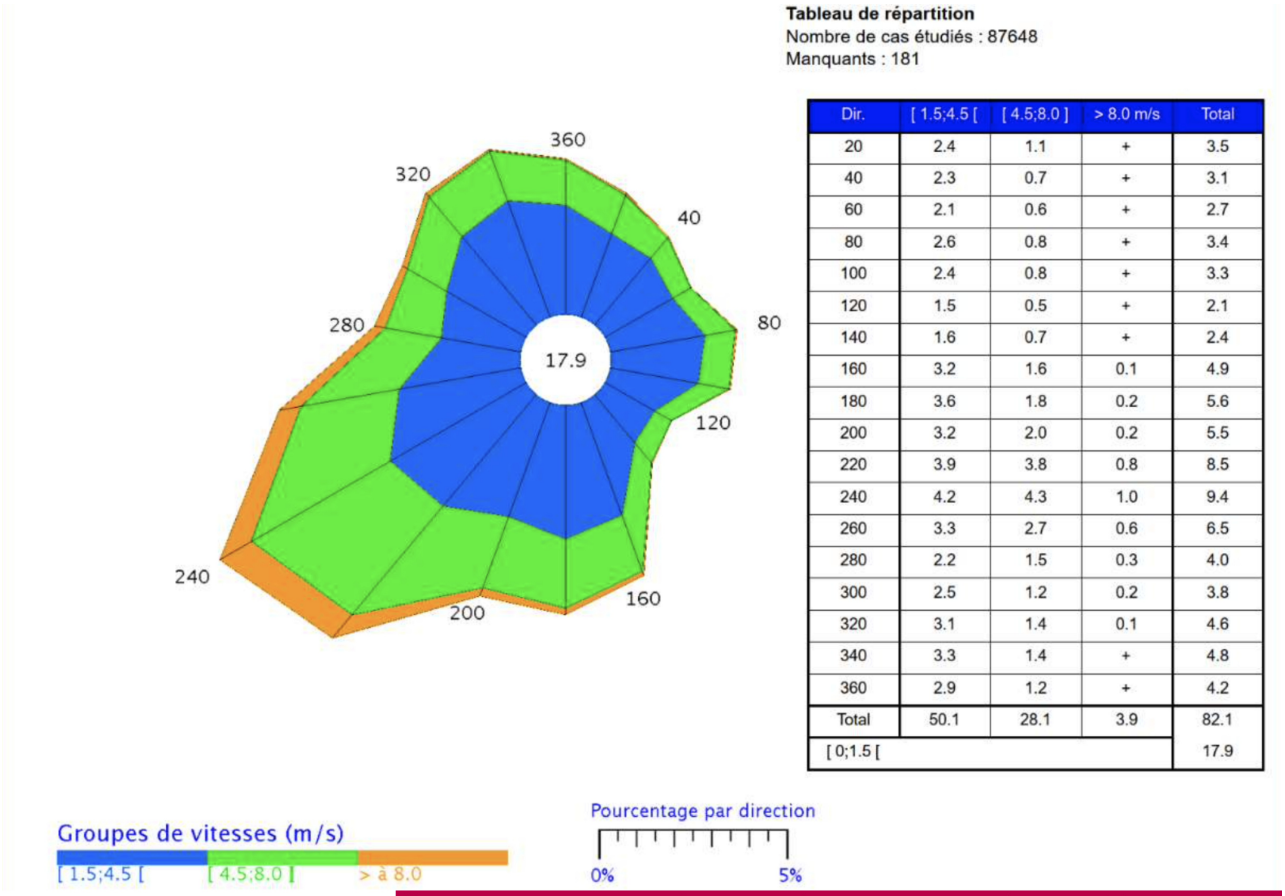


Tableau de répartition
Nombre de cas étudiés : 87648
Manquants : 181

Dir.	[1.5;4.5 [	[4.5;8.0]	> 8.0 m/s	Total
20	2.4	1.1	+	3.5
40	2.3	0.7	+	3.1
60	2.1	0.6	+	2.7
80	2.6	0.8	+	3.4
100	2.4	0.8	+	3.3
120	1.5	0.5	+	2.1
140	1.6	0.7	+	2.4
160	3.2	1.6	0.1	4.9
180	3.6	1.8	0.2	5.6
200	3.2	2.0	0.2	5.5
220	3.9	3.8	0.8	8.5
240	4.2	4.3	1.0	9.4
260	3.3	2.7	0.6	6.5
280	2.2	1.5	0.3	4.0
300	2.5	1.2	0.2	3.8
320	3.1	1.4	0.1	4.6
340	3.3	1.4	+	4.8
360	2.9	1.2	+	4.2
Total	50.1	28.1	3.9	82.1
[0;1.5 [				17.9

Illustration 31EI: Rose des vents de Reims Courcy (Source Météo France)

B.6.3. CHANGEMENT CLIMATIQUE

D'après le Plan National d'Adaptation au Changement Climatique, une hausse de 2°C de la température moyenne de la planète est à prévoir d'ici la fin du siècle, ainsi que des changements importants dans le régime des précipitations et dans la fréquence et la sévérité des événements extrêmes.

En 2020, l'Observatoire Régional sur l'Agriculture et le Changement Climatique a réalisé un état des lieux sur le changement climatique. Cette étude démontre une évolution des températures moyennes annuelles dans le Grand Est avec un net réchauffement depuis 1959, particulièrement en été. L'évolution des précipitations est moins sensible car la variabilité d'une année sur l'autre est importante.

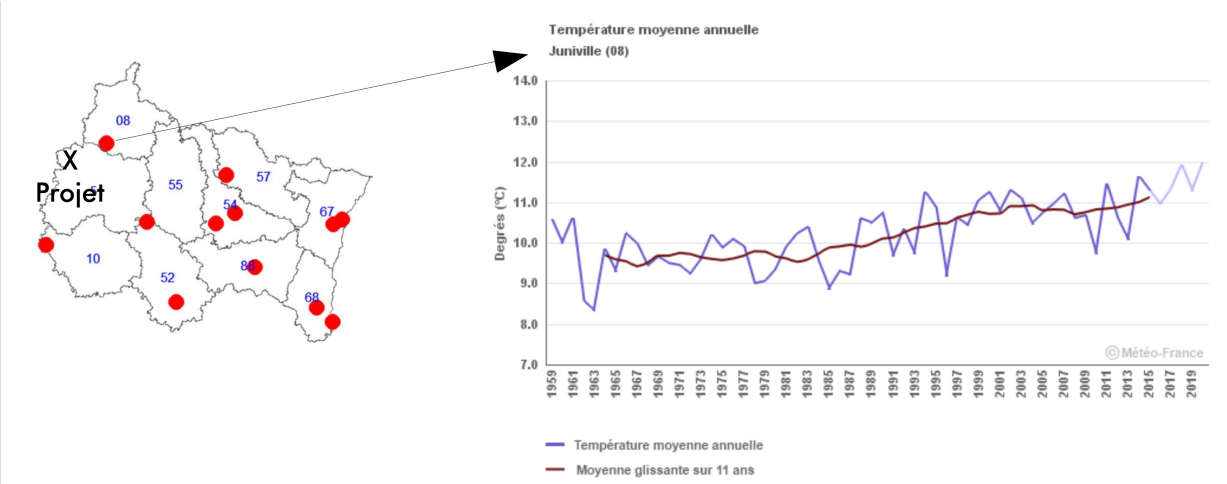


Illustration 32EI: Evolution de la température moyenne dans le Grand Est depuis 1959 (exemple de Juninville)

B.7. MILIEU HUMAIN

B.7.1. OCCUPATION HUMAINE

Le secteur est majoritairement rural. La population est regroupée en bourgs de taille assez variable. La population suivante est recensée dans les communes de l'aire d'étude et sur le rayon de 3 km :

Communes de l'aire d'étude	Nombre d'habitants	% d'occupation par rapport au rayon de 3km	Nombre d'habitants inclus dans le rayon de 3km autour du site
Méry-Prémecy	67	100	67
Janvry	146	100	146
Gueux	1901	70	1331
Vrigny	240	95	228
Coulommes-la-Montagne	207	100	207
Pargny-lès-Reims	496	0	00
St-Euphraise-et-Clairizet	245	100	245
Aubilly	51	100	51
Bouleuse	226	95	215
Treslon	262	0	00
Germigny	184	100	184
Rosnay	403	100	403
Courcelles-Sapicourt	395	0	0
Muizon	2072	0	0
		TOTAL	**3076**

Tableau 15EI: Population de l'aire d'étude (INSEE, 2022)

Le nombre d'habitants dans le rayon de 3km est estimé à 3076 habitants.

L'évolution de la population est variable selon les communes de l'aire d'étude. Il est globalement fortement en diminution.

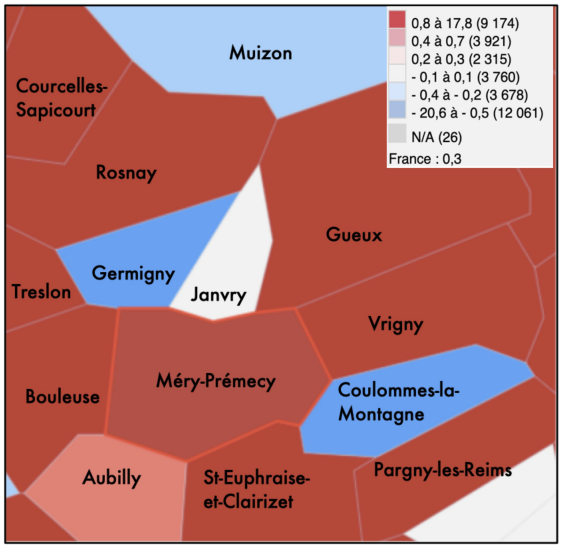


Illustration 33EI: Evolution annuelle moyenne de la population 2015-2021 (INSEE)

B.7.2. VOISINAGE

B.7.2.1. DESCRIPTION

L'usage des sols proche du site des bâtiments et annexes (c'est-à-dire 300 m, 1/10 du rayon d'affichage) est constitué de grandes cultures principalement, de bois et d'infrastructures.

Aucune habitation n'est présente dans le rayon de 300 m.



Illustration 34EI: Voisinage proche

B.7.2.2. RÈGLES D'URBANISME

Les communes de Méry-Prémecy et Janvry sont chacune couvertes par une carte communale. Les bâtiments et installations existants sont localisés en zone non constructible (NC à Méry-Prémecy, N à Janvry).

Dans une zone non constructible, sont autorisées :

- La reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre ou la restauration des bâtiments dont l'essentiel des murs porteurs subsiste ;

- L'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension des constructions existantes ;
- La réalisation de constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

Le projet d'élevage constitue une installation nécessaire à l'exploitation agricole.

B.8. ACTIVITÉ LOCALE

En 2022, 348 établissements actifs sont recensés sur les communes de l'aire d'étude, dont presqu'un tiers sur Gueux, et seulement 3 sur Méry-Prémecy et 18 sur Janvry (unités légales marchandes et productives non agricoles, actives économiquement dans l'année).

La répartition des emplois par catégories socio-professionnelles sur les communes de Méry-Prémecy (nombre d'emplois sur Méry-Prémecy très faible, peu significatif) et Janvry met en évidence une part des emplois dans l'agriculture nettement supérieure à la moyenne française et au Département qui toutefois compte une part d'emplois agricoles 4 fois supérieure à la moyenne nationale.

Indicateurs	Janvry	Méry-Prémecy	Marne	France
Effectifs présents la dernière semaine de décembre	52	5	218 829	26 122 212
Part de l'agriculture (%)	36,5	60,0	4,3	1,1
Part de l'industrie (%)	40,4	0,0	13,7	12,4
Part de la construction (%)	0,0	0,0	5,8	6,2
Part du commerce, transport, services (%)	19,2	0,0	41,9	48,6
Part de l'admin. publique, enseignement, santé et action sociale (%)	3,8	40,0	34,3	31,8

Tableau 16EI: Emplois par catégories socio-professionnelles (Insee)

Le nombre d'exploitations agricoles dans la Marne est en chute depuis les années 1990. Il s'établit autour de 13000 exploitations dont la SAU moyenne a tendance à progresser dans le même temps. Le nombre d'exploitations ayant une réorientation élevage reste limité.

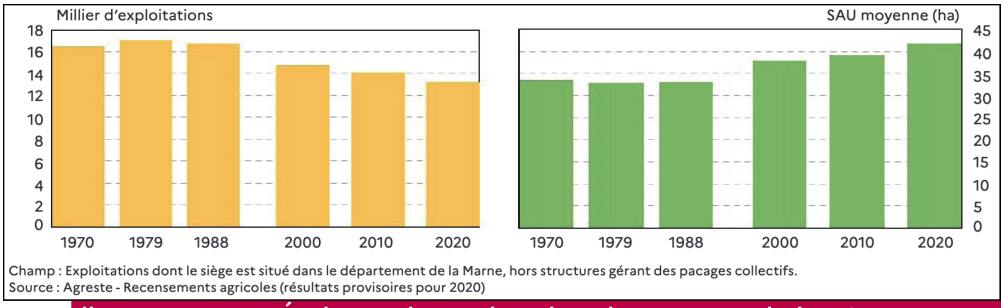


Illustration 35EI: Évolution du nombre d'exploitations et de la SAU moyenne (AGRESTE)

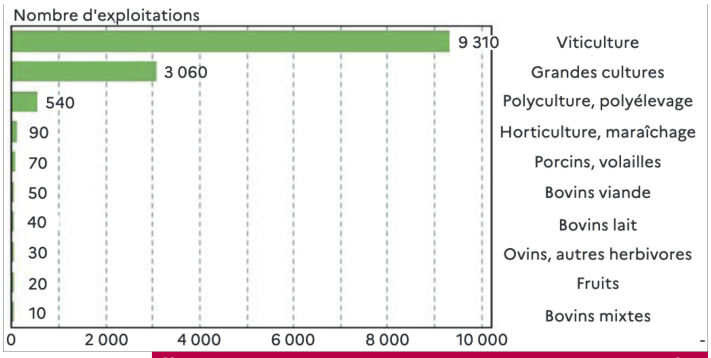


Illustration 36EI: Orientation économique des exploitations en 2020 (AGRESTE)

B.9. VOIES DE COMMUNICATION ET CHEMINS DE RANDONNÉE

Le territoire est maillé par un réseau de voiries communales et de départementales, ainsi que des infrastructures nationales : LGV EST, Autoroute A4. L'Autoroute A4 limite le site du projet au Nord .

Le site du projet bénéficie d'une bonne desserte : route départementale 221, puis chemin d'exploitation sur 400 m.

L'aire d'étude est concernée par des chemins de promenades : GR de Pays de l'Ardre, GR 142.

Le site du projet s'établit aux lieux-dits La Plante aux Pierre & Le Bois de l'entrée, séparés par un chemin d'exploitation.

B.10. ACTIVITÉS PROTÉGÉES

Selon les informations de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, sur les communes de l'aire d'étude, les activités protégées sont les suivantes :

- **AOP :**
- Alcool : Champagne, Champagne grand cru, Champagne premier cru, Champagne rosé, Coteaux champenois blanc, Coteaux champenois rosé, Coteaux champenois rouge,
- **IGP** :
- Volailles de Champagne.

L'extension envisagée n'engendre pas de disparition de vignes et d'atelier de volailles.

B.11. PATRIMOINE

Aucun site inscrit ou classé n'est recensé sur l'aire d'étude.

Dans le rayon de 3 km autour du site du projet, 2 monuments historiques sont identifiés :

- L'église de Coulommes-la-Montagne, classée par arrêté du 12/10/1920
- L'église de Rosnay, classée par arrêté du 20/12/1920

Ces monuments historiques sont l'objet d'un périmètre de protection de rayon 500 m. Le site d'élevage est localisé en dehors de ces rayons de protection. De plus, les monuments historiques ne sont pas visibles depuis le site d'élevage ni visible simultanément avec le projet.

B.12. INDUSTRIE, TMD ET RISQUES

Dans dans le rayon de 3 km, deux installations classées soumises à autorisation ou enregistrement, sont recensées (pas d'installations à enregistrement).

NOM	COMMUNE	STATUT	ACTIVITE
ENTREPRISE CHARLES MORONI	Rosnay	A°	Carrière ; broyage -concassage de minéreaux
ALDI	Gueux	E	Distribution de carburant, entrepôt

Tableau 17EI: ICPE (A°, E) présentes sur le rayon de 3km

L'aire d'étude n'est pas concernée par le risque industriel SEVESO et le risque de rupture de barrage. En revanche, elle est concernée par le risque de transport de matières dangereuses (route, fer, navigation). Le bâtiment B1H1 existant est situé à 95 m de l'emprise foncière des abords de l'autoroute A4 et le bâtiment d'élevage en projet (B2H2) en sera localisé à 300 m.

B.13. SERVITUDES D'UTILITÉS PUBLIQUES TELECOMMUNICATIONS ET TRANSPORT D'ÉNERGIE

Plusieurs Servitudes d'Utilités Publiques télécommunications et transport d'énergie s'appliquent dans le rayon de 3 km autour du projet (servitude électrique, monument historique, télécommunications, voies ferrées...).

Le site du projet est :

1. Situé à l'intérieur de SUP relatives aux transmissions radioélectriques en raison des antennes de Cote 240 à Vrigny,

   - Servitude d'utilité publique de type PT1 réglementant toutes les installations susceptibles de perturber la réception de signaux radio-électriques
   => L'activité projetée n'est pas susceptible d'engendrer des ondes radioélectriques.

   Servitude d'utilité publique de type PT2 (zone secondaire de dégagement de centre radioélectrique), interdisant d'édifier des constructions dépassant une cote NGF fixée par le texte d'institution
   => L'activité projetée a une cote NGF nettement inférieur à la base des antennes de Cote 240.

2. Bordé par des SUP relatives au réseau de télécommunications,

   Servitude d'utilité publique de type PT3 applicable de part et d'autre de la ligne télécom aux distances suivantes : zone non aedificandi de 1,5 m de part et d'autre de l'axe télécom.

   => L'implantation des nouvelles constructions respecte la zone non aedificandi et une DICT sera effectuée avant l'ouverture du chantier.

3. Localisé à environ 190 m et 310 m de lignes électriques respectivement de 63 kV et 225 KV, en dehors des servitudes I4 associées à ces ouvrages.

   Servitude d'utilité publique de type I4 applicable de part et d'autre de la ligne électrique aux distances suivantes :

   - Cercles dont le centre est constitué par l'axe vertical des supports de la ligne et dont le rayon est égal à 30 mètres ou à la hauteur des supports si celle-ci est supérieure,
   - Bande délimitée par la projection verticale au sol des câbles de la ligne

électrique lorsqu'ils sont au repos,

- Bandes d'une largeur de 10 mètres de part et d'autre du couloir prévu au précédent alinéa

=> Le site du projet est largement au-delà des zones de servitudes.

B.14. RISQUES NATURELS

INONDATION

Une inondation est une submersion plus ou moins rapide d'une zone, avec des hauteurs d'eau variables ; elle est due à des pluies importantes et/ou durables.

Les communes de l'aire d'étude à proximité de la Vesle (Muizon, Courcelles-Sapicourt) sont concernées par ce risque. Le site d'élevage est à plus de 3 km de la Vesle, il n'est pas concerné par ce risque.

MOUVEMENTS DE TERRAIN

Les mouvements de terrain reposent sur plusieurs type de risques :

1. Le glissement de terrain est un déplacement généralement lent sur une pente, le long d'une surface de rupture identifiable, d'une masse de terrain cohérente, de volume et d'épaisseur variables. Les profondeurs des surfaces de glissement sont variables. Les vitesses de glissement de terrain restent variables. Ils sont organisés en trois types : le glissement gravitaire profond, le glissement classique ou le fluage. Excepté Muizon, toutes les communes dans le rayon de 3 km sont concernées ; la commune de Gueux dispose en outre d'un plan de prévention pour ce risque. L'aléa est modéré sur le site du projet.

2. L e retrait gonflement d'argile (gonflement des sols qui contiennent de l'argile en présence d'eau et tassement en saison sèche) endommage les bâtiments (fissuration). Toutes les communes dans le rayon de 3 km sont concernées par ce risque, le site du projet est en zone de faible risque.

3. Les cavités sont des vides souterrains, naturels ou artificiels, susceptibles de provoquer des affaissements et effondrements de terrains. Sur l'aire d'étude, les communes de Bouleuse et Treslon sont concernées.

4. Les chutes de blocs sont des déplacements soudains et rapides d'un bloc ou d'une masse rocheuse. Aucune commune de l'aire d'étude n'est concernée par ce risque.

SISMICITE

Un séisme est une fracture brutale des roches en profondeur le long de failles dans la croûte terrestre. Le séisme génère des vibrations importantes du sol qui sont ensuite transmises aux fondations des bâtiments.

Les communes de l'aire d'étude sont en zone de sismicité 1 (très faible).

RADON

Le radon est un gaz radioactif naturel inodore, incolore et inerte chimiquement. Il est issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. ses descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation.

Les communes de l'aire d'étude sont en zone en zone 1 (potentiel faible).

B.15. ÉVOLUTION PROBABLE DE L'ENVIRONNEMENT EN L'ABSENCE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

La présente demande d'autorisation environnementale constitue une extension d'exploitation d'un élevage de poulettes en raison de la demande croissante d'oeufs issus de productions alternatives.

L'absence de mise en œuvre du projet est assimilable:

- A l'absence d'exploitation d'une nouvelle salle d'élevage, dans un bassin de fermes de ponte qui nécessiterait l'approvisionnement de son jeune cheptel auprès de producteurs plus lointains,
- A l'absence de participation à l'autonomie alimentaire (importation d'oeufs).

B.16. SYNTHÈSE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Thème		ÉTAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT	ENJEU
Paysage, occupation du sol et trame verte		Aire d'étude : Région des Plateaux occidentaux de la Champagne, dans le Tardenois, limité au Sud par la Montagne de Reims (PNR) et la Brie forestière.Aire dans la zone d'engagement Coteaux, maisons et cave de Champagne mais en dehors du bien Unesco et en dehors de la zone tampon, projet n'entraînant pas de destruction de vigne. Occupation de l'espace répartie entre bois, (versants abrupts, fonds humides) vignes (coteaux), grandes cultures (plateau et versants favorables) et espace urbanisé (souvent cuve du coteau). Topographie de coteaux séparés par des portions de plateau réduites (altitude de de 100 m à 240 m). Site du projet (existant+extension) : sur le plateau de grandes cultures, longé par le GR Pays de l'Ardre sur le chemin d'exploitation agricole, enserré entre le bois de l'Entrée (Sud) et l'autoroute (Nord), à proximité d'une antenne (Ouest) et de lignes électriques haute tension (Ouest). Périmètre d'épandage (activité uniquement en solution alternative à la normalisation) : autour du site d'élevage (distant au maximum d'1,6 km), sur le plateau et les versants du vallon de Méry	MOYEN
Géologie & pédologie		Aire d'étude : Au sein du grand ensemble géologique et structural du Bassin sédimentaire parisien, dans le plateau de l'Ile de France, limité à l'Est par la Côte de l'Ile de France. Plateau constitué de terrains tertiaires et de couvertures de limons Site du projet (existant+extension): sur « marnes et caillasses » du Lutétien Périmètre d'épandage (activité uniquement en solution alternative à la normalisation): sols variés selon la localisation de plateau, de versant ou de fond de vallon (sol peu évolué hydromorphe sur colluvions, sol dégradé hydromorphe sur limon éolien, sol dégradé hydromorphe tronqué sur limon éolien, sol brun hydromorphe sur argile à meulière, rendzine grise sur craie, rendzine brune sur graveluche, rendzine brune sur craie à poches).	FAIBLE
Ressource en eau	Hydrographie & Hydrologie – Densité réseau	Aire d'étude : bassin versant de l'Ardre depuis sa confluence avec le Noron, axe Noron-Ardre s'écoulant au Sud du projet, Ardre affluent de la Vesle, chevelu hydrographique Site du projet (existant+extension): dans le bassin versant du ruisseau de Méry, affluent du Noron Périmètre d'épandage (activité uniquement en solution alternative à la normalisation): dans le bassin versant du ruisseau de Méry, affluent du Noron	FAIBLE
	Qualité des eaux superficielles	Etat chimique sans ubiquiste sur l'aire d'étude : bon à l'aval et mauvais à l'amont en 2019, mauvais amont et aval et 2022 Etat chimique avec ubiquiste sur l'aire d'étude : mauvais en 2019 & 2022 pour les 2 masses d'eau superficielles Etat écologique sur l'aire d'étude : Moyen pour la masses d'eau aval en 2019 et en 2022, et en amont, mauvais (2019) s'améliorant à médiocre (2022) pour le Noron Rappel : Site du projet (existant+extension): dans le bassin versant du ruisseau de Méry (bassin versant du Noron) Périmètre d'épandage (activité uniquement en solution alternative à la normalisation): dans le bassin versant du ruisseau de Méry (bassin versant du Noron)	FAIBLE

	Thème	ÉTAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT	ENJEU
	Masses d'eau souterraine, qualité, quantité	Aire d'étude : masse d'eau affleurante FRHG106aine affleurante FRHG 106 Lutétien-Yprésien du Soissonnais - Laonnois, succession d'aquifères d'âge tertiaire,au bon état quantitatif et état chimique médiocre, intégralité de l'aire d'étude en zone vulnérable Site du projet (existant+extension) : Sur la masse FRHG106 Périmètre d'épandage activité uniquement en solution alternative à la normalisation): Sur la masse FRHG106	FAIBLE
	Usages de l'eau	Aire d'étude : quelques captages et périmètres de protection associés, aucune Zone d'Action Renforcée, autres usages divers de la ressource en eau Site du projet (existant+extension) : en dehors de tout captage d'eau potable et de périmètre de protection de captage d'eau potable Périmètre d'épandage (uniquement en solution alternative à la normalisation): en dehors de tout captage d'eau potable et de périmètre de protection de captage d'eau potable, en partie en Aire d'Alimentation du Captage de Gueux dont le plan d'actions est pris en compte	FAIBLE
	Planification	Aire d'étude, Site du projet & périmètre d'épandage : SDAGE Seine-Normandie fixant pour orientations fondamentales de disposer de rivières fonctionnelles, des milieux humides préservés et une biodiversité en lien avec l'eau restaurée, de réduire les pollutions diffuses en particulier sur les aires d'alimentation de captages d'eau potable, de réduire les pressions ponctuelles pour un territoire sain, d'assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face au changement climatique, d'agir du bassin à la côte pour protéger et restaurer la mer et le littoral PAGD du SAGE Aisne-Vesle- Suippe retenant 6 enjeux : Gestion quantitative de la ressource en période d'étiage, Amélioration de la qualité de l'eau, Gouvernance de l'eau, Préservation et sécurisation de l'alimentation en eau potable, Préservation et restauration de la qualité des milieux aquatiques et humides, Inondations et ruissellement	FAIBLE
Biodiversité		Aire d'étude : Biodiversité caractéristique du plateau découpé du Tardenois avec une végétation de cultures, de forêts (chênaies, frênaies), favorables aux mammifères et à l'avifaune et de vallées de l'Ardre composée de boisements et de prairies favorables aux amphibiens, poissons, reptiles et certains mammifères, 1 Znieff 2, 2 Znieff 1, aucune zone Natura 2000, aucun arrêté de biotope, zone humide dans les fonds de vallons, Parc Naturel de la Montagne de Reims, réservoirs et corridors de biodiversité autour des boisements et des principaux cours d'eau, souvent à restaurer Site du projet (existant+extension) : en partie dans le PNR Montagne de Reims Périmètre d'épandage (uniquement en solution alternative à la normalisation): dans le PNR Montagne de Reims, 3 îlots en partie dans la Znieff 2 Vallée de l'Ardre et péripéhérie d'1 îlot dans la Znieff 1 Pinèdes, bois et pelouses au Nord de Clairizet et Sud de Janvry	FAIBLE
		Site du projet : bâtiments à créer sur grande culture, diversité floristique faible, absence d'espèce protégée ou rare ; faible diversité faunistique	FAIBLE
Climat	Climatologie	Aire d'étude, site du projet & périmètre d'épandage : précipitations assez régulières, température moyenne annuelle : 10,7°C, vents dominants du Sud-Ouest/Ouest	FAIBLE
	Changement climatique	Aire d'étude, site du projet : réchauffement climatique depuis 1959 sur les 4 saisons, tendances sur la pluviométrie peu marquées	MOYEN
Occupation	Démographie	3076 habitants dans le rayon de 3 km autour du site, regroupée dans les bourgs , évolution variable de la population selon les communes	FAIBLE
	Voisinage	Rayon de 300 m (1/10 du rayon d'affichage): usage des sols aux abords des bâtiments et annexes, constitué de grandes cultures, bois et d'infrastructures	FAIBLE
	Urbanisme	Bâtiments et installations existants et en projet situés en zone autorisée pour les bâtiments agricoles (carte communale)	FAIBLE

Thème		ÉTAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT	ENJEU
humaine	Activité locale	Aire d'étude : 348 établissements actifs sur les communes de l'aire d'étude, part des emplois dans l'agriculture très importante, nombre d'exploitations agricoles en diminution dans la Marne depuis 1990	FAIBLE
	Voies de communication, rando	Aire d'étude : maillage viaire et infrastructures nationales (LGV Est, A4, plusieurs chemins de promenade (GR, sentiers), Site du projet : Desserte du site d'élevage par la RD221, puis par 1 chemin d'exploitation (au Nord, existant et au Sud, extension) emprunté par le GR des Pays de l'Ardre	FAIBLE
Activités protégées		1 IGP et 8 AOP sur l'aire d'étude (liées au champagne).	FAIBLE
Patrimoine		Aire d'étude : 2 monuments historiques (MH) dans le rayon de 3 km, aucun site inscrit ou classé, engagement de l'aire d'appellation Champagne dans la zone du bien Coteaux, Maisons et Caves de Champagne, bien classé patrimoine mondial de l'UNESCO Site d'élevage en dehors du rayon de 500 m autour des MH ; MH non visibles depuis le site d'élevage projeté ni visibles simultanément avec le projet	FAIBLE
Risques technologiques		Aire d'étude : pas d'activités SEVESO, pas de risque de rupture de barrage, 1 ICPE soumises à Autorisation, 1 ICPE soumise à Enregistrement risque TMD lié à la route, au fer, à la navigation Site d'élevage (existant) limitrophe de l'autoroute A4	FAIBLE
SUP télécom. Et transport énergie		Aire d'étude : plusieurs SUP télécommunications et transport d'énergie Site d'élevage (existant + extension) : à l'intérieur de SUP PT1 et PT2 relatives aux transmissions radioélectriques ; projet non susceptible d'engendrer des ondes radioélectriques et implanté à une cote inférieure aux antennes de Cote 240 Site d'élevage (existant + extension) : bordé par une ligne télécom avec SUP PT3 ; projet conçu en respect de la zone non aedificandi et DICT avant ouverture du chantier	FAIBLE
Risques naturels		Aire d'étude : Risque inondation à proximité de la Vesle, risque glissement de terrain affectant les coteaux, risque de retrait- gonflement d'argiles sans plan de prévention de risque, risque ponctuel d'affaissement de cavités, risque sismique faible, risque radon faible Site d'élevage : en dehors de toute zone d'aléa inondation, de risque de glissement de terrain et de cavité, faible risque retrait gonflement d'argiles	FAIBLE

Tableau 18EI: Synthèse des enjeux environnementaux

CHAPITRE C.
SOLUTIONS DE SUBSTITUTION

C.1. PRÉSENTATION DES PARTIS ENVISAGÉS

Afin de mettre en œuvre son projet de développement, la SCEA LAPOINTE a envisagé plusieurs localisations pour son élevage.

- Parti 1 : Au lieu-dit «Méry» à Méry-Prémecy,
- Parti 2 : Au lieu-dit «Le Bois de l'Entrée» à Méry-Prémecy, dans la continuité de l'atelier d'élevage existant,
- Parti 3 : A l'Est du bourg d'Aubilly.

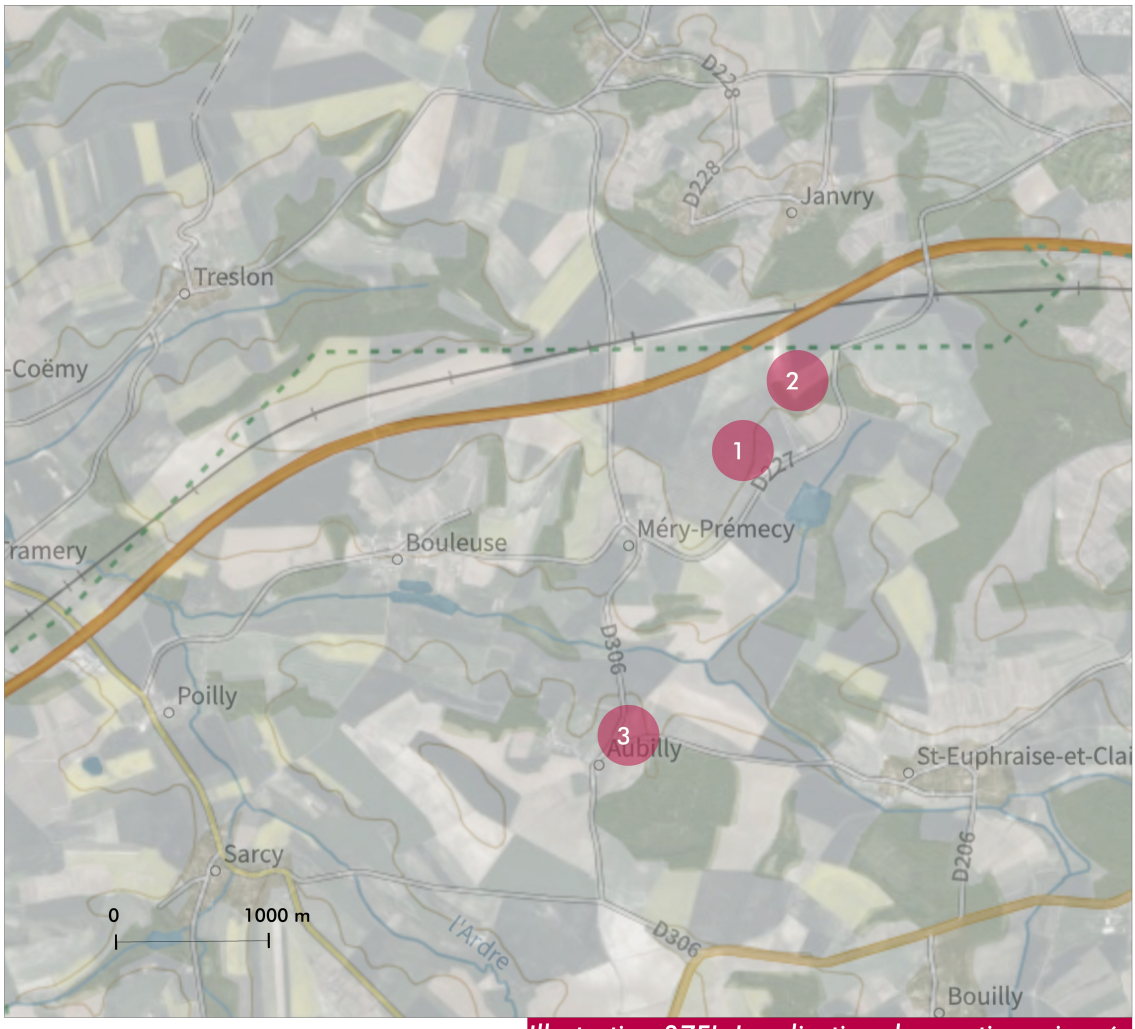


Illustration 37EI: Localisation des partis envisagés

C.2. ANALYSE COMPARATIVE ENVIRONNEMENTALE

Sur la base d'une évaluation objective des effets sur les enjeux environnementaux locaux et **avant application de mesures d'évitement, de compensation ou de réduction**, la SCEA LAPOINTE a conduit une analyse sur des critères naturels et humains. Cette analyse a permis de retenir la localisation de l'élevage présentée en Chapitre A de l'étude d'impact.

La synthèse de la démarche de la SCEA LAPOINTE est présentée sous forme de cotation quantitative, établie de la manière suivante :

- 2	Effet positif sur l'enjeu considéré
0	Absence d'effet sur l'enjeu considéré
+ 1	Atteinte à l'enjeu
+ 2	Atteinte significative à l'enjeu

Tableau 19EI: Cotation de l'analyse comparative

Le projet présentant le moins d'effet sur l'environnement est constitué par celui ayant le score le plus bas.

COMPARAISON DES EFFETS POUR CHAQUE PARTI			
	PARTI 1	PARTI 2	PARTI 3
Ressource en eau			
Usages	En dehors de tout périmètre de protection de captage et de toute aire d'alimentation de captage Dans le bassin Versant du Noron aux écoulements de 1ère catégorie piscicole du domaine privé		
Sensibilité du bassin versant	Bassin versant du Ruisseau de Méry, à 350 m	Bassin versant du Ruisseau de Méry, à 670 m	Bassin versant du Ruisseau d'Aubilly, à 150 m
Risque inondation	Hors zone inondable		
Eaux souterraines	Masse d'eau FRHG 106 succession d'aquifères d'âge tertiaire : bon état quantitatif, mauvais état chimique Zone vulnérable aux nitrates		
Cotation	+2	+1	+2
Biodiversité			
Préservation de la biodiversité ordinaire du site	Grande culture, balance déblai-remplai excédentaire (topographie actuelle en forte pente)	Grande culture, équilibre déblai-remblai	Grande culture équilibre déblai-remblai
Préservation des protections et inventaires environnement aux	Dans le PNR Montagne de Reims	Dans le PNR Montagne de Reims	Dans le PNR Montagne de Reims, dans 1 corridor de biodiversité à restaurer, dans la ZNIEFF2 de l'Ardre
Cotation	+3	+1	+2
Cadre de vie, santé humaine			
Préservation du paysage	Perceptions visuelles lointaines depuis la RD 227 en venant de l'Est et de l'Ouest dans le PNR Montagne de Reims, en zone d'engagement Champagne	Aucune perception visuelle sur l'emprise depuis l'espace public, dans le PNR Montagne de Reims, en zone d'engagement Champagne	Perceptions visuelles directes depuis les entrées Est d'Aubilly, dans le PNR Montagne de Reims, en zone d'engagement Champagne
Préservation de la population aux émissions atmosphériques et au bruit	Premiers tiers d'habitation à 100 m	Première habitation à 500 m	Bourg d'Aubilly limitrophe du site
Accessibilité	Desserte par RD et chemin privé à créer	Desserte par RD et chemin d'exploitation	Desserte par RD
Trafic	Augmentation du trafic pour l'approvisionnement des matières premières et expéditions des productions, augmentation du trafic pour le personnel	Augmentation du trafic pour l'approvisionnement des matières premières et expéditions des productions, Optimisation du trafic pour le personnel	Augmentation du trafic pour l'approvisionnement des matières premières et expéditions des productions, augmentation du trafic pour le personnel
Maîtrise de la consommation d'espace	Consommation d'espace	Consommation d'espace légèrement évitée par l'optimisation de moyens communs (réserve incendie, bureau, accès)	Consommation d'espace
Impacts pendant les travaux	Impacts importants induits par l'expédition des excédants des matériaux de terrassement	Impacts limités par l'éloignement du chantier aux habitations et l'équilibre déblai-remblai	Impacts limités par l'équilibre déblai-remblai mais présence de tiers à proximité
Cotation	+8	+3	+9
TOTAL	+13	+5	+14

Tableau 20EI: Comparaison des effets des partis envisagés (projet, autre site de substitution)

C.3. CONCLUSION

Au regard des enjeux environnementaux locaux identifiés, les effets du choix de la localisation analysés objectivement, démontrent que la localisation la mieux adaptée au projet est le parti 2, retenu par l'exploitant, notamment en raison de :

- L'éloignement aux habitations et à tout bourg, préservant les populations des émissions atmosphériques, du bruit et des perceptions visuelles, en période de chantier et en période d'exploitation du site,
- L'optimisation du trafic du personnel intervenant quotidiennement pour le soin du cheptel,
- La localisation en dehors d'un corridor de biodiversité,
- L'équilibre déblai-remblai des matériaux lors des opérations de terrassements du chantier.

CHAPITRE D.
FACTEURS AFFECTÉS, EFFETS DU PROJET ET MESURES ASSOCIÉES

D.1. FACTEURS DE L'ENVIRONNEMENT NATUREL ET HUMAIN SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AFFECTÉS PAR LE PROJET

Les facteurs de l'environnement naturel et humain susceptibles d'être affectés par le projet et dont les interactions sont possibles, peuvent être induits par différentes causes liées à l'activité projetée et sont les suivants :

Les terres, le sol, l'eau :

- L'eau par une consommation non maîtrisée,
- L'eau par la souillure des eaux pluviales,
- Les eaux superficielles par le rejet non maîtrisé d'effluents d'élevage,
- Les eaux superficielles par un épandage accidentel de produits dangereux,
- Les eaux souterraines et le sol par les effluents d'élevage et autres rejets liquides, s'ils ne sont pas maîtrisés,
- Les terres, les eaux et le sol par une absence de gestion des déchets.

L'air et le climat :

- Par une consommation énergétique non maîtrisée,
- Par l'induction d'un trafic non optimisé.

La population et la santé humaine :

- Par les odeurs et les émissions gazeuses d'élevage,
- Par le trafic routier,
- Par le bruit de l'élevage,
- Par les œufs produits en cas de dysfonctionnement majeur.

Le patrimoine culturel et le paysage :

- Le patrimoine culturel par les constructions rendues nécessaires à l'élevage,
- Le paysage par les constructions.

La biodiversité :

- Par la consommation d'espace.

D.2. RESSOURCE EN EAU ET SOL

Les sources de nuisances pour la ressource en eau et le sol sont dues :

- A l'approvisionnement en eau,
- Aux rejets d'eaux chroniques,
- A la gestion des effluents d'élevage,
- Aux rejets susceptibles ponctuellement d'épandage,
- Aux stockages susceptibles accidentellement d'épandage.

D.2.1. PROTECTION DE LA DESSERTE EN EAU

Le site est desservi en eau par le réseau public d'adduction en eau.

Un retour d'eau potentiellement polluée depuis le site vers le réseau pourrait altérer la qualité de la desserte en eau.

➢ **Mesures** : Afin de protéger la desserte en eau, les mesures d'évitement suivantes seront en place:

✔ Un dispositif de disconnexion, permettant d'éviter tout retour d'eau potentiellement polluée est implanté en tête de réseau sur le site.

L'impact résiduel après mesures sera limité.

D.2.2. MAÎTRISE DE LA CONSOMMATION EN EAU

Les usages de l'eau sur le site reposent principalement sur les besoins de l'élevage, en particulier l'abreuvement (98%). Les consommations par poste sont les suivantes :

Poste	Volume annuel (m^3)
Abreuvement	3.250
Nettoyage des bâtiments	45
Sas sanitaires	7
TOTAL	**3.302**

Tableau 21EI: Synthèse de la consommation en en eau

La consommation concernera des usages réguliers au cours de la période d'élevage, soit 9,8

m^3/j. En période de nettoyage de fin de bande d'une salle d'élevage, compte-tenu de l'étalement sur quelques jours des opérations consommatrices d'eau, la consommation journalière maximum, incluant le fonctionnement de l'autre salle d'élevage, sera au maximum de 10 m^3 /j.

Le Grand Reims a été consulté en amont du projet, il a confirmé son aptitude à délivrer 10 m^3/j.

Cf. Annexe 5, Aptitude du réseau d'eau

- **Mesures** : La maîtrise de la consommation repose sur :
  - ✔ Compteur volumétrique sur la desserte,
  - ✔ Compteur à l'entrée de chaque salle d'élevage,
  - ✔ Suivi et relevé électronique dans un registre des compteurs d'élevage quotidien, en cas de consommation anormalement élevée recherche de la cause et mesures de réparation mises en œuvre dans des délais optima,
  - ✔ Relevé mensuel du compteur sur la desserte,
  - ✔ Stockage d'eau permettant un prélèvement nocturne (cuve 3 m^3 bâtiment existant, cuve 10 m^3 bâtiment projet),
  - ✔ Distribution de l'eau d'abreuvement par un système de goutte à goutte permettant de limiter les pertes par l'évaporation. L'eau sera transmise directement depuis le système de distribution, sans passage dans l'air ambiant. Les pipettes de distribution seront équipées de coupelles en contrebas, permettant la limitation des pertes d'eau et donc la réduction de la consommation (outre la contribution à l'obtention de fientes non détrempées et la prolongation de la durée de vie des équipements par la limitation du phénomène de corrosion),
  - ✔ Usage de l'eau des sas sanitaires uniquement liée au fonctionnement du lavabo à commande non manuelle, consommation en eau très limitée sur ce poste.

L'impact résiduel après mesures sera limité.

D.2.3. GESTION DES EFFLUENTS D'ÉLEVAGE

Le mode de production de l'exploitation engendrera dans les salles d'élevage une production annuelle de 810 tonnes de fientes, évacuées plusieurs fois par semaine vers les hangars à fientes et commercialisées normalisées (ou dans le cas du non respect des critères, plan d'épandage en solution alternative).

Les engrais de ferme présentent de nombreux avantages :

- Les déjections sont un engrais organique 100% naturel, à l'inverse des engrais minéraux, issus de l'industrie pétrochimique,
- Les déjections sont à la fois un amendement et un engrais complets. En effet, à la différence des engrais d'origine minérale, les engrais de ferme (engrais organique) apportent aux cultures les éléments nécessaires à leur nutrition et présentent l'avantage d'entretenir le Complexe Argilo Humique (CAH).

Toutefois, la présence d'éléments fertilisants peut également être à l'origine d'une pollution des eaux souterraines.

Une pollution ponctuelle peut être provoquée par le déversement accidentel d'une grande quantité de fertilisants dans un milieu aquatique. Un tel accident aurait pour effet d'apporter de grandes quantités de matières organiques dans l'eau, d'en modifier localement le pH et de présenter une forte toxicité pour les espèces piscicoles. Cette pollution serait forte localement mais de courte durée et sans effet sur le long terme.

Une pollution chronique peut être induite par le passage d'éléments azotés, notamment les nitrates, vers les eaux souterraines. Ce phénomène de lessivage des nitrates est provoqué par l'entraînement de substances solubles du sol par la pluie vers le sous-sol.

➢ **Mesures** : Les fientes de poulettes produites seront gérées par normalisation . Les mesures mises en œuvre garantissent l'absence de transfert des fientes vers le milieu naturel :

- ✔ Sécurisation des transferts de fientes :
  - Collecte des fientes sur des tapis disposés sous les lignes d'alimentation,
  - Convoyage des fientes plusieurs fois par semaine vers les hangars à fientes et stockage.
- ✔ Capacité de stockage des hangars à fientes supérieure à 7 mois,
- ✔ Valorisation des fientes en engrais organique normalisé respectant les spécifications de la norme NF U 42-001-2,
- ✔ Plan d'autocontrôle de l'engrais organique (paramètres agronomiques, microbiologie, ETM, CTO),
- ✔ Commercialisation de l'engrais organique normalisé :

  Traçabilité par l'intermédiaire d'un système de bordereau de suivi accompagnant chaque expédition comportant l'ensemble des mentions obligatoires et respectant les modalités de marquage, conformément à la normalisation,

  Utilisation de l'engrais sur la base des teneurs en éléments fertilisants assurant un apport de la juste dose.

Solution alternative : épandage encadré par le plan d'épandage

- ✔ Périmètre d'épandage (228,85 ha) sur un parcellaire exploité par l'EARL DE MERY, selon la convention jointe au plan d'épandage,
- ✔ Surface potentielle d'épandage correspondant au périmètre d'épandage réduit des surfaces d'exclusion liées à la présence de points d'eau ou de tiers (habitation ou installations réglementée) à proximité de quelques îlots : 222,54 ha,
- ✔ Aucun épandage sur les jachères (2,92 ha),
- ✔ Détermination de la période d'épandage en fonction du type de cultures, du type de sols et en tenant compte de la moindre probabilité de forte pluviométrie pour limiter le risque d'entraînement d'eaux chargées en éléments fertilisants.
- ✔ Bilan de fertilisation : balances NPK déficitaires, pression organique : <170 kg/ha SAU.

Cf. Annexe 7, Plan d'épandage (solution alternative)

L'impact résiduel après mesure sera limité.

D.2.4. MAÎTRISE DES REJETS D'EAUX CHRONIQUES

D.2.4.1. EAUX USÉES

Le nettoyage des salles d'élevage en fin de bande sera effectué avec un nettoyeur haute pression (10 m^3/salle d'élevage/nettoyage). Les eaux de lavage seront collectées dans une cuve dédiée associée à chaque salle d'élevage.

Des eaux usées domestiques seront produites depuis des sas sanitaires (7 m^3/an).

- ➢ Mesures d'évitement : Les mesures mises en œuvre garantissent l'absence de transfert de pollution due aux eaux usées chroniques vers le milieu naturel :
  - ✔ Collecte des eaux de lavage dans des cuves dédiées à cet usage (10 m^3/cuve), épandage dans le cadre du plan d'épandage.
  - ✔ Collecte des eaux usées domestiques des sas sanitaires dans une cuve (1 cuve de 3 m^3/sas), pompage et élimination par un vidangeur.

L'impact résiduel après mesure sera limité.

D.2.4.2. EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales seront constituées des eaux de toitures des bâtiments et des eaux de circulation du site.

- **Mesures** :
  - ✔ Infiltration des eaux pluviales de toiture (puits d'infiltration pour B1, tranchée drainante pour B2),
  - ✔ Infiltration des eaux pluviales sur les aires de circulation stabilisées.

L'ensemble des eaux pluviales est géré sur le site afin de maîtriser leur infiltration, l'impact est limité.

D.2.5. STOCKAGE DE LIQUIDES SUSCEPTIBLES DE PORTER ATTEINTE À L'ENVIRONNEMENT

D.2.5.1. STOCKAGE D'HYDROCARBURES

La SCEA LAPOINTE possèdera, en cas de panne sur le réseau électrique, deux groupes électrogènes avec réservoir de fioul d'un volume de 190 L intégré dans le châssis.

- **Mesures** :
  - ✔ Groupes électrogènes, sur dalle, dans châssis avec rétention.

L'impact résiduel après mesure sera limité.

D.2.5.2. STOCKAGE DE PRODUITS D'ENTRETIEN

Pour le maintien de l'état sanitaire des installations, l'établissement dispose de produits d'entretien.

Ces produits sont susceptibles de présenter un risque pour le sol.

- **Mesures** :
  - ✔ Stockage en quantité réduite au strict minimum des besoins de l'établissement,
  - ✔ Stockage des produits dans un local isolé,
  - ✔ Stockages associés à des bacs de rétention correctement dimensionnés.

L'impact résiduel après mesure sera négligeable.

D.3. MAÎTRISE DE L'IMPACT SUR L'AIR

Les sources de nuisance pour l'air sont dues :

- aux émissions de poussières,
- aux émanations gazeuses,
- aux odeurs.

Ces émissions peuvent constituer un risque pour la santé humaine, détaillé au chapitre E – Volet sanitaire.

D.3.1. POUSSIÈRES

Les poussières liées à l'exploitation proviendront du trafic routier et des activités quotidiennes du site.

D.3.1.1. TRAFIC

Divers déplacements seront nécessaires au fonctionnement du site et seront susceptibles d'engendrer des poussières à l'extérieur des bâtiments d'élevage :

- Livraison d'aliments et autres matières premières,
- Enlèvement des fientes,
- Enlèvement des poulettes prêtes à pondre en fin de bande.

La circulation des véhicules sera susceptible de générer des poussières selon la qualité des voies de circulation.

➢ **Mesures de réduction** : La limitation des poussières liées au trafic repose sur :

✔ Voies de circulation conçues en stabilisé permettant de limiter les émissions de poussières,

✔ Entretien des voies de circulation.

L'impact résiduel après mesure sera limité.

D.3.1.2. POUSSIÈRES DANS L'ENCEINTE DES BÂTIMENTS D'ÉLEVAGE

Les autres sources de poussières se limitent aux enceintes closes des bâtiments d'élevage. Les poussières en bâtiment d'élevage sont d'origine organique dans 70 à 90% des cas. Elles ont pour source :

- Fragments de produits alimentaires, d'excréments desséchés, de plumes, de cellules cutanées, de pollen...
- Particules de matériaux de construction : béton, isolants minéraux, fibre de verre...

Les facteurs influençant la production de poussières au sein de l'élevage, reposent sur :

- Un faible taux d'humidité, d'autant accentué par des températures faibles,
- La pulvérulence de l'aliment (nourriture comportant des particules fines susceptibles d'être mises en suspension),
- L'impatience manifestée par les volailles en cas d'absence de nourriture : cette situation peut être source d'excitation engendrant une suractivité des volailles qui remuent puis se ruent sur l'aliment à sa distribution,
- La trop forte turbulence de l'air ambiant induite par la ventilation.

En salle d'élevage de volailles, 80 à 90% des poussières ont une taille inférieure à 5 microns.

➢ **Mesures de réduction** :

- ✔ Aliment circulant en circuit fermé depuis les silos d'aliment complet jusqu'aux salles d'élevage, supprimant le risque de poussières,
- ✔ Nourriture comportant des parties relativement fines, cependant la granulométrie sera stricte ; la présence de matières grasses dans la préparation de l'aliment permettra de coaguler les parties les plus fines réduisant ainsi considérablement la production de poussières,
- ✔ Alimentation régulière évitant toute excitation des animaux en attente de ration,
- ✔ Vitesse de transport et de distribution de l'aliment faibles pour éviter tout dégagement de poussières,
- ✔ Pilotage automatique de la ventilation à l'aide de sondes réparties dans les salles d'élevage, limitant des turbulences inadaptées,
- ✔ Conception de l'élevage prévue pour éviter la production de poussières, l'encrassement, le mauvais fonctionnement ou la détérioration du matériel sophistiqué qui équipe le bâtiment.

L'impact résiduel après mesures sera limité.

D.3.2. GESTION DES ÉMANATIONS GAZEUSES

D.3.2.1. EMISSIONS GAZEUSES D'ÉLEVAGE

La respiration des animaux est une source de dégagements de gaz carbonique (CO_2) et de vapeur d'eau (H_2O).

La production de fientes est une source de dégagement de vapeur d'eau (H_2O), de gaz sulfureux (H_2S), d'ammoniac (NH_3), de gaz carbonique (CO_2), et d'oxyde de carbone (CO).

Le bon renouvellement de l'air est vital pour le développement des animaux.

➢ **Mesures de réduction** : Plusieurs facteurs tendent à limiter les émanations gazeuses liées à la respiration des animaux et aux fientes en sortie des bâtiments d'élevage :

- ✔ Evacuation des fientes des salles d'élevage plusieurs fois par semaine,
- ✔ Stockage des fientes en hangars couverts ventilés,
- ✔ Alimentation multiphase.

L'impact après mesures sera limité.

D.3.2.2. COMBUSTION D'HYDROCARBURES

La combustion d'hydrocarbures sur le site d'élevage (groupe électrogène, chargeur) conduit aux principales émissions suivantes : dioxyde de carbone, monoxyde de carbone, dioxyde d'azote, particules en suspension, dioxyde de soufre.

➢ **Mesures de réduction** :

- ✔ Groupes électrogènes et chargeurs conçu selon les normes de fabrication applicables,
- ✔ Groupes électrogènes dans un châssis abritant des intempéries susceptibles de les dégrader,
- ✔ Utilisation des groupes uniquement lors de coupures exceptionnelles sur le réseau,
- ✔ Chargeur entretenu par un professionnel.

L'impact après mesures sera limité.

D.3.2.3. CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE

Afin d'assurer la production de poulettes prêtes à pondre, l'exploitation de la SCEA LAPOINTE sera consommatrice d'énergie pour divers usages, notamment le fonctionnement des

équipements des bâtiments d'élevage (ventilation, distribution d'aliment, évacuation des fientes, éclairage...).

L'énergie est principalement issue de l'électricité fournie par EDF. Les installations photovoltaïques sur le site produiront environ 2.048 MWh/an.

D'après les estimations de l'ADEME, la consommation énergétique en filière ponte d'une pondeuse atteint 1,87 kWh/sujet/an, soit pour l'effectif de l'établissement à terme 605,8 MWh/an.

- **Mesures de réduction** : L'empreinte énergétique de l'élevage est réduite par :
  - ✔ Production d'énergie renouvelable supérieure à la consommation du site,
  - ✔ Eclairage basse consommation,
  - ✔ Utilisation de ventilateurs et turbines basse consommation,
  - ✔ Optimisation de la ventilation dans les bâtiments d'élevage (pilotage automatique asservi à des sondes dans les salles d'élevage),
  - ✔ Isolation des bâtiments, structure béton.

L'impact après mesures sera limité.

D.3.3. GESTION DES ÉMISSIONS OLFACTIVES

Les odeurs émises par les élevages sont des mélanges complexes de composés, qui varient selon la source. La concentration et l'intensité des odeurs sont fonction de plusieurs facteurs tels que l'activité de l'élevage, la gestion du bâtiment, la topographie, ainsi que la température et les conditions météorologiques.

Les sources d'odeurs d'un élevage avicole sont liées :
- A l'élevage en bâtiment,
- Au stockage des déjections.

De façon générale, dans la plupart des élevages, les odeurs proviennent :
- Des déjections,
- De la gestion incorrecte des animaux morts,
- De la gestion de la nourriture,
- De la poussière,
- De l'augmentation de la température.

Les odeurs provenant des déjections sont fonction de la surface de contact entre les déjections humides et l'air.

La localisation des premier tiers d'habitation à plus de 400 m (hameau de Méry) permet de limiter les nuisances liées aux émissions dans l'air.

➢ **Mesures de réduction liées à l'élevage**: outre les moyens de limitation des émanations gazeuses précités, les odeurs liées à l'élevage seront réduites par :

- ✔ Programme d'alimentation avec des teneurs en protéines adaptées,
- ✔ Utilisation de coupelles de récupération évitant le détrempage des fientes,
- ✔ Entretien régulier des équipements d'élevage,
- ✔ Evacuation des fientes de la salle d'élevage plusieurs fois par semaine,
- ✔ Stockage des fientes en hangar couvert,

Mesures de réduction liées à l'épandage de fientes (solution alternative en cas de fientes non normalisées) :

- ✔ Fientes épandues après stockage en hangar ventilé , limitant les phénomènes fermentaires, sources d'odeurs,
- ✔ Terres retournées rapidement après épandage.

L'impact après mesures sera limité.

D.4. PROTECTION SANITAIRE DE L'ÉLEVAGE

En cas de crise sanitaire avérée (épizootie, toxi-infections, etc.), la présence de l'établissement est susceptible de générer des impacts sanitaires sur le milieu environnant. L'impact potentiel sur la santé humaine est détaillé au Chapitre E. Volet sanitaire.

La protection sanitaire de l'élevage sera assurée par des moyens physiques, des mesures préventives et des mesures curatives en cas de crise.

➢ **Mesures de réduction par des moyens physiques :** en cas de crise sanitaire sur le site, les moyens physiques suivants permettront de limiter l'impact sur l'environnement :

- ✔ Site éloigné de la voie publique,
- ✔ Bâtiments d'élevage clos, aux parois résistantes,
- ✔ Grillage fin aux entrées d'air des bâtiments d'élevage.

➢ **Mesures de réduction préventives :** les mesures prises pour protéger l'élevage sont

les suivantes :

- ✔ Bâtiments fermés à clé en dehors des heures d'exploitation,
- ✔ Signalisation « Interdit au public » à l'entrée du site,
- ✔ Utilisation de sas sanitaires avec lavabo à commande non manuelle,
- ✔ Port d'une tenue spécifique afin de limiter tout risque d'importation microbienne.
- ✔ Utilisation des sas par des personnes habilitées à entrer dans les salles d'élevage en période d'élevage (minimum possible : vétérinaire chargé du suivi et des traitements des animaux, inspecteur vétérinaire, personnel de maintenance ou de réparation de matériel).

➢ **Mesures curatives :**

- ✔ Des mesures curatives pourront être envisagées mais de façon générale, aucun traitement chimique ne sera fait en présence des animaux.

L'impact après mesures sera limité.

D.5. BRUIT ET VIBRATIONS MÉCANIQUES

Les sources sonores sont liées au matériel d'exploitation et aux animaux. Les matériels sont peu bruyants afin de ne pas perturber le calme nécessaire à une bonne gestion de l'élevage.

Les émissions de bruit sont les suivantes :

- La ventilation des bâtiments d'élevage,
- Les lignes d'alimentation,
- Les cris des volailles,
- Les opérations de nettoyage en fin de bande (lavage à haute pression),
- Les différentes sécurités des appareillages,
- Les groupes électrogènes (usage ponctuel en cas de coupure de courant),
- Le trafic de poids lourds.

Les principales sources de vibrations mécaniques sont dues au trafic induit par l'établissement (approvisionnement, expédition des poules prêtes à pondre, véhicules légers du personnel).

En l'absence de fabrique d'aliment sur le site, aucun broyeur susceptible d'engendrer des vibrations mécaniques ne sera présent. L'élevage de volailles n'est pas particulièrement émetteur de vibrations mécaniques.

Les atténuations sonores constatées en fonction de l'éloignement, pour des sources linéaires et ponctuelles sont :

Distance à la source sonore	ATTENUATION SONORE CONSTATEE	
	Source linéaire (bâtiment, animaux, groupe de ventilateurs)	Source ponctuelle (moteur, pompe, etc.)
50 m	11 dB A	14 dB A
100 m	17 dB A	20 dB A
200 m	23 dB A	26 dB A
300 m	26,5 dB A	29,5 dB A

Tableau 22EI: Analyse de l'étude d'impact d'une installation classée d'élevage du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable

Les tiers les plus proches étant localisés à plus de 400 m des bâtiments et annexes d'élevage, l'atténuation des nuisances sonores sera de plus de 26,5 dB(A) pour une source de bruit linéaire, atténuant grandement toute nuisance significative.

- **Mesures** : La réduction des émissions sonores est liée à :
  - ✔ Turbines de grand diamètre et rotation des pales lente, donc moins bruyante,
  - ✔ Ventilation dynamique des bâtiments optimisée en fonction de la température extérieure,
  - ✔ Distribution de l'alimentation entièrement automatisée et réalisée à l'intérieur des bâtiments,
  - ✔ Confort apporté aux animaux (volière, alimentation, ventilation) limitant les cris des volailles,
  - ✔ Opérations de nettoyage réalisées en bâtiments fermés toutes les 17 semaines,
  - ✔ Groupes électrogènes en châssis fermé et utilisés seulement lors des coupures de courant,
  - ✔ Trafic routier moyen estimé à moins de 1 véhicule poids lourd tous les 2 jours.

L'impact résiduel sera limité.

D.6. PAYSAGE ET PATRIMOINE

La présence de bâtiments d'élevage peut être à l'origine de nuisances, d'ordre visuel :

- Par les dimensions des bâtiments et donc leur volume,
- Par les matériaux de construction utilisés,
- Par leur architecture,
- Par l'éclairage extérieur du site,
- Par l'éventuel défaut d'entretien général apporté au site d'élevage.

Les perceptions visuelles sur les bâtiments liés à l'élevage recensées sont :

- Visibilité sur les installations existantes depuis l'autoroute A4, à terme perception diffuse du bâtiment (en arrière-plan de la végétation mise en place hiver 2022-23),
- Visibilité lointaine de la toiture et des éléments les plus hauts de l'extension (implantation en contrebas des installations actuelles) depuis l'autoroute A4,
- Visibilité lointaine depuis la RD227, entre le Bois de l'Entrée et l'autoroute,
- Visibilité sur le site et ses infrastructures alentour autoroute, ligne électrique, antenne) depuis le chemin d'exploitation séparant l'unité d'élevage existante et celle liée à l'extension, chemin également emprunté par les usagers du chemin de randonnée.

Depuis le hameau de Méry, il n'y a aucune visibilité sur le site.

Depuis l'autoroute et le chemin d'exploitation, une visibilité sur le site est associée à une perception très lointaine sur une vigne, suite à l'entretien du Bois de l'Entrée (11/2024) temporairement en attente de la reprise du boisement (aucune modification d'usage du sol envisagée, maintien en bois).

Cf. Annexe 2, Documents graphiques

La charte photovoltaïque, visant à prendre la protection des paysages dans la zone d'engagement du bien Coteaux, Maisons et Caves de Champagne (site hors bien et hors zone tampon), préconise les dispositions suivantes :

1. Eviter la covisibilité proche entre les villages viticoles et les installations photovoltaïques (miroitement des capteurs solaires attirant le regard),
2. Eviter les sites photovoltaïques en zones sensibles et fragiles en terme d'image identitaire,
3. Respecter un recul des installations photovoltaïques vis-à-vis des entrées de village,
4. Eviter la visibilité des installations photovoltaïques depuis les itinéraires touristiques,
5. Eviter absolument la visibilité des installations photovoltaïques avec des sites emblématiques,
6. Eviter la visibilité des installations photovoltaïques depuis des vues panoramiques.

➢ **Mesures d'évitement:**

- ✔ Aucune covisibilité du site et de son volet photovoltaïque avec un village viticole, avec une zone d'image identitaire (préconisations 1, 2 et 3 de la charte), avec des sites emblématiques liés au Champagne (préconisation 5 de la charte), depuis l'itinéraire d'une route touristique (aucune route touristique à proximité du site, préconisation 4 de la charte) et depuis des vues panoramiques (préconisation 6 de la charte), constitutifs des éléments d'analyse pertinents à prendre en compte pour la protection des paysages viticoles,
- ✔ Implantation évitant toute co-visibilité avec le hameau de Méry, préservant les structures paysagères identifiées au PNR (hameau « participant à la mise en scène paysagère des villages inscrits dans leur site à préserver »),
- ✔ Préservation du bois de l'Entrée supprimant les perceptions visuelles sur l'extension jusqu'à ses abords depuis l'Ouest en empruntant le chemin d'exploitation.

➢ **Mesures de réduction:**

- ✔ Implantation du nouveau bâtiment contre un boisement, intégration caractéristique du bâti agricole du Tardenois repérée au PNR et respectant une morphologie existante,
- ✔ Volumétrie typique des bâtiments agricoles,
- ✔ Couleurs sobres, bâtiments B1H1 & B2H2 en béton gris naturel, bardage H2 et jupe B2 beige gris (RAL 1019),
- ✔ Implantation des hangars à fientes dans la continuité des salles d'élevage,
- ✔ Limitation du nombre d'ombrières et valorisation des toitures pour une production d'énergie renouvelable,
- ✔ Végétalisation du site (implantation de 60 arbres sur le parcours associé à la salle d'élevage existante et de haies en peigne, implantation d'une haie le long du chemin d'exploitation au droit du site d'élevage en projet et devant le pignon Est) réduisant les perceptions visuelles directes sur le site au profit de perception diffuses,

  Arbustes le long du chemin d'exploitation au droit du site d'élevage, parmi les espèces suivantes : Cornouiller sanguin, Aubépine monogyne, Noisetier, Frêne commun, Lierre, Saule des vaniers, Sureau noir, Troène commun, Bourdaine, Charme, Érable champêtre Fusain d'Europe, Nerprun, Groseillier rouge, Prunellier, Sureau noir, Viorne mancienne, Viorne obier, Orme champêtre, Chèvrefeuille arbustif ou grimpant des bois

  Arbres de hautes tiges devant le pignon Est, parmi les espèces suivantes : Chêne pédonculé, Chêne sessile, érable sycomore, érable champêtre, Alisier Torminal, Alisier Blanc, Alisier glutineux, Hêtre, Charme, Merisier, Tremble, Grisard, Bouleau verruqueux, Bouleau Pubescent, Tilleul à petites et grandes feuilles, Orme, frêne commun, Merisier Sorbier des oiseleurs, noyer commun, pommier, poirier
- ✔ Eclairage extérieur sur détecteur de présence, participant à la trame noire nocturne,
- ✔ Entretien régulier des bâtiments et du site.

L'impact après mesures, sur le paysage portant l'intérêt touristique et de loisirs du secteur, sera limité.

D.7. DÉCHETS

D.7.1. PERTES DE CHEPTEL

L'exploitation de la salle d'élevage B1 met en évidence un taux de mortalité sur l'élevage d'environ 2%.

Les cadavres constituent un déchet et devront faire l'objet d'un traitement, auprès d'une filière autorisée.

➢ **Mesures** :

- ✔ Tous les jours, enlèvement des volailles mortes par l'éleveur puis dépôt dans un congélateur,
- ✔ Avant passage de l'équarrisseur, transfert des cadavres dans le bac équarrissage situé en bordure de chemin,
- ✔ Evacuation par l'équarrisseur agréé pour l'élimination des cadavres toutes les 6 semaines au terme de l'extension d'activité.

L'impact après mesures sera négligeable.

D.7.2. DÉCHETS DIVERS EN FAIBLE QUANTITÉ

Les opérations de nettoyage en fin de bande nécessiteront l'emploi de produits sanitaires. Ces derniers seront stockés en bidons plastiques lesquels ne seront pas systématiquement des ordures ménagères classiques.

Enfin, les interventions des vétérinaires sanitaires pourront être génératrices de déchets, selon la nature de l'intervention.

➢ **Mesures** :

- ✔ Bidons collectés et éliminés dans le cadre de la filière ADIVALOR,
- ✔ Déchets vétérinaires repris par le vétérinaire intervenant sur le site.

L'impact après mesures sera négligeable.

D.8. GESTION ET ORGANISATION DU TRAFIC ROUTIER

Besoins	Mode de transport	Trafic par an
Livraison poussins	Camion (1 camion/bande/salle d'élevage)	6 camions
Reprise équarrisseur	Véhicule frigorifique (toutes les 6 semaines)	9 camions
Livraison aliment	Livraison 30 t (1950 t/an)	65 camions
Expédition poulettes prêtes à pondre	Camion (10000 poules/camion)	33 camions
Fientes	Benne 15 t (810 t/an)	54 bennes
TOTAL		164 PL ou bennes / an

Tableau 23EI: Trafic poids lourds

L'exploitation du site engendrera en moyenne le déplacement de moins de 1 véhicule poids lourd tous les 2 jours (0,45 PL/j).

La majorité du trafic interviendra entre le site et la fabrique d'aliment (Sodialis à Prosnes et Carlier à Saint-Quentin).

Au départ du site d'élevage, après quelques centaines de mètres sur le chemin d'exploitation, les camions atteindront le réseau départemental.

- **Mesures** : Afin de minimiser l'impact du trafic, les mesures suivantes seront prises :
  - ✔ Chargement des véhicules de transport optimisé,
  - ✔ Absence de véhicules les dimanches et jours fériés,
  - ✔ Circulation principalement en période diurne,
  - ✔ Réseau local adapté.

L'impact après mesures sera négligeable.

D.9. MILIEUX NATURELS

D.9.1. AU DROIT DU SITE

D.9.1.1. STRUCTURES AGRO-ÉCOLOGIQUES

Le site de l'élevage est localisé :

- En dehors de toute ZNIEFF,
- En dehors de toute zone Natura 2000 (ZPS, ZSC),
- En dehors de toute réserve naturelle nationale ou régionale,
- En dehors de tout site classé ou inscrit,
- En dehors de toute protection de biotope.

Aucune espèce patrimoniale n'a été recensée sur l'emprise du bâtiment projeté dans le cadre de l'extension du site. Aucun habitat d'espèce patrimoniale ne sera impacté par la construction.

D'autre part :

- Les effluents d'élevage produits par l'activité seront normalisés et leur commercialisation sera tracée,
- Dans le cas d'un lot de fientes qui ne satisferait par la norme, sa gestion sera encadrée par le plan d'épandage,
- Les déchets générés en faible quantité seront traités selon des filières adaptés,
- Les rejets aqueux seront gérés pour garantir la préservation du sol et des milieux aquatiques.

Dans le cadre de l'activité d'élevage, 4 ha de grandes cultures ont été convertis, de manière pérenne, en parcours enherbés à l'occasion de l'élevage existant (B1).

L'implantation du nouveau bâtiment a été définie en tenant compte des structures agro-écologiques du secteur de manière à les éviter (pas de modification des haies et arbres du parcours existant, pas d'aménagement affectant les Bois de l'entrée).

De nouvelles structures agro-écologiques seront implantées dans le cadre du projet avec l'implantation de haies aux abords du site et celles existantes associés à B1 seront maintenues.

➢ **Mesures d'évitement**:

✔ Maintien des structures agro-écologiques les plus intéressantes en matière de biodiversité du secteur du projet : pas d'aménagement affectant le Bois de l'entrée,

✔ Pas de modification des structures agro-écologiques existantes sur les installations

d'élevage actuelle : maintien de 4 ha de parcours, maintien des arbres en place aux abords des salles d'élevage (60 arbres, haies en peigne).

- **Mesures d'amélioration:**
  - ✔ Implantation de haies aux abords de la nouvelle salle d'élevage.

L'impact après mesures sera réduit.

D.9.1.2. LUTTE CONTRE LA PROLIFÉRATION DES RONGEURS

La présence de rongeurs et notamment de muridés au sein de l'établissement est un vecteur potentiel de germes pathogènes. Afin de limiter leur prolifération au sein de l'établissement, diverses mesures seront prises.

- **Mesures** :
  - ✔ La constitution des parois des bâtiments en matériaux résistants évite toute cavité pouvant servir de nid aux nuisibles tels que les rats et autres muridés.
  - ✔ L'aliment est stocké en silos étanches, distribué par des vis étanches puis dans des mangeoires où il ne stagne pas,
  - ✔ Les bâtiments sont nettoyés après chaque bande,
  - ✔ Toutefois, en prévention, la SCEA LAPOINTE dispose d'un plan de lutte contre les nuisibles assuré par un professionnel avec un protocole caractérisé par :
    - Localisation des appâts : sur tout le pourtour des bâtiments, postes référencés sur un plan,
    - Contrôle des appâts et réapprovisionnement si besoin, tenue d'un registre traçant chaque point d'appâtage,
  - ✔ Surveillance journalière de l'élevage.

D.9.1.3. LUTTE CONTRE LA PROLIFÉRATION DES INSECTES

L'élevage étant continuellement surveillé par l'exploitant, un traitement exceptionnel contre la prolifération des insectes pourra être rapidement envisagé par le vétérinaire en cas de besoin.

D.9.2. EVALUATION PRÉLIMINAIRE DES INCIDENCES DU PROJET SUR LE RÉSEAU NATURA 2000

Conformément aux articles L.414-4 et suivants du Code de l'Environnement, la présente étude a pour objectif d'évaluer les incidences potentielles de l'activité sur le réseau NATURA 2000. Les zones NATURA 2000 les plus proches du projet sont :

- La ZSC FR2100274 - Marais et pelouses du tertiaire au nord de Reims,
- La ZSC FR2100262 - Pelouses de la barbarie à Savigny-sur-Ardres.

D.9.2.1. LOCALISATION DU RÉSEAU NATURA 2000

La ZSC FR2100262 - Pelouses de la barbarie à Savigny-sur-Ardres et la ZSCFR2100274 - Marais et pelouses du tertiaire au nord de Reims ont respectivement pour superficie de 105 ha et 380 ha.

Le site du projet et le périmètre d'épandage sont situés en dehors de toute zone Natura 2000 et en dehors du bassin versant amont du réseau Natura 2000.

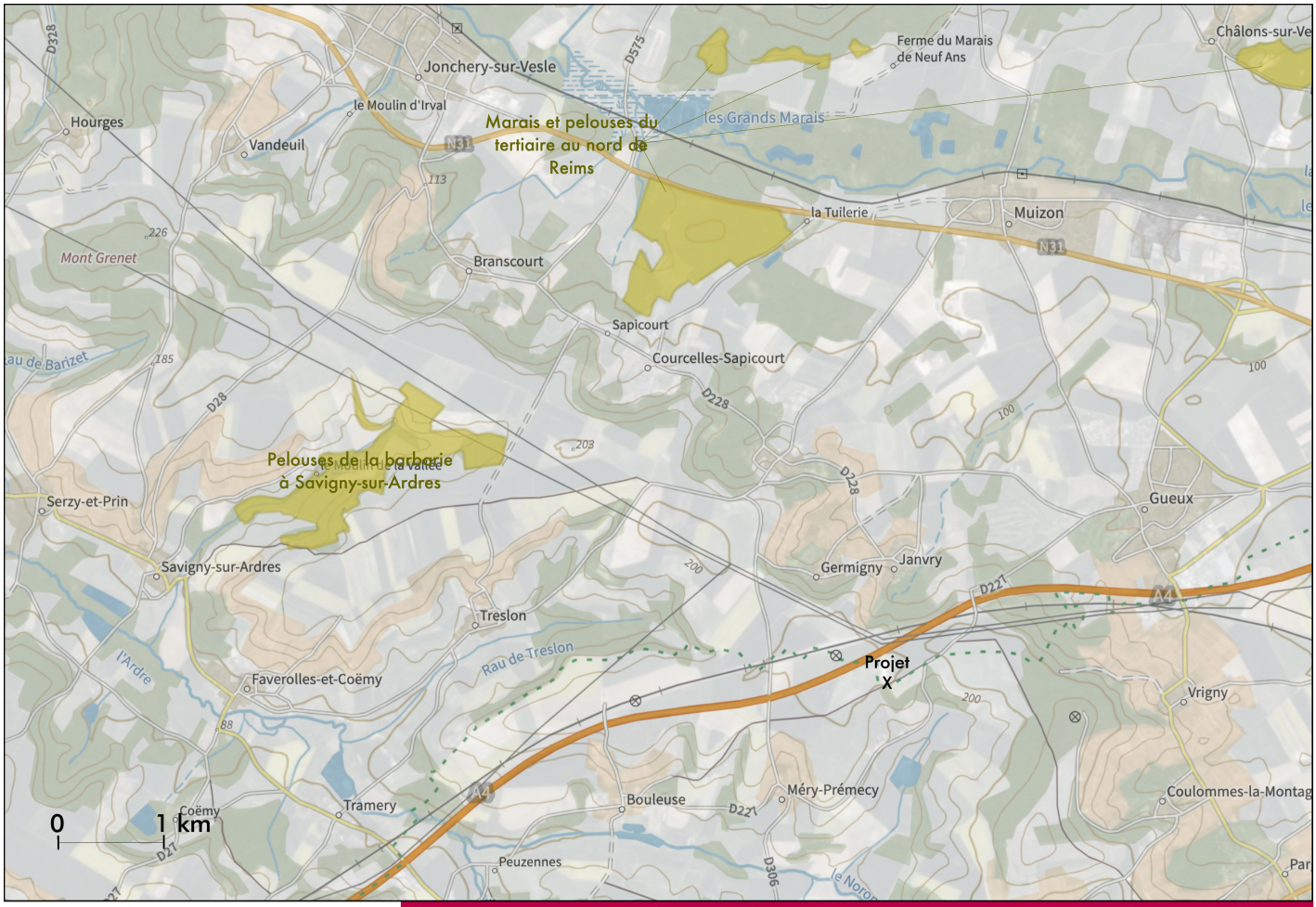


Illustration 38EI: Localisation du réseau NATURA 2000 autour du site d'élevage

Cf. Annexe 8, Environnement naturel

D.9.2.2. ENJEUX ET OBJECTIFS DE LA ZSC MARAIS ET PELOUSES DU TERTIAIRE AU NORD DE REIMS

La ZSC « Marais et pelouses du tertiaire au nord de Reims » située dans la région naturelle du Tardenois s'établit au niveau sableux de la série tertiaire où se développent des pelouses sur sable dans les secteurs boisés et les clairières comptant des espèces végétales protégées et une faune entomologique variée. Les marais, de type alcalin, sont implantés sur les niveaux argileux ou marneux dans de vastes dépressions et s s'apparentent à des tourbières.

La vulnérabilité du site repose sur l'altération des milieux due à l'embroussaillement naturel et à la surfréquentation de certaines zones.

Les habitats et espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la création de cette zone natura 2000 sont les suivants :

Habitats naturels inscrits à l'annexe I	3140 Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp. 3260 Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitricho-Batrachion 6120 Pelouses calcaires de sables xériques 6210 Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables 6230 Formations herbeuses à Nardus, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale) 6410 Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae) 6430 Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin 6510 Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis 7210 Marais calcaires à Cladium mariscus et espèces du Caricion davalliana 7230 Tourbières basses alcalines 91D0 Tourbières boisées 91E0 Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)
Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE	Invertébrés : *Vertigo angustior, Vertigo moulinsiana, Oxygastra curtisii, Coenagrion mercuriale, Euphydryas aurinia* Mammifères : *Rhinolophus ferrumequinum* Poissons : *Liparis loeselii* Amphibiens : *Triturus cristatus*

La gestion du site est assurée par le Conservatoire d'espaces naturels de Champagne-Ardennes. Les objectifs du DOCOB pour préserver les espèces et habitats d'intérêt communautaire présents sur ce site sont :

1. Préserver et restaurer les habitats d'espèces du Liparis de Loesel,
2. Préserver et restaurer les habitats d'espèces du Triton crêté,
3. Préserver et restaurer les bas marais alcalins,
4. Préserver et restaurer les pelouses sur sables,
5. Préserver et restaurer les pelouses calcaires.

D.9.2.3. ZSC FR2100262 - PELOUSES DE LA BARBARIE À SAVIGNY-SUR-ARDRES

La ZSC « Pelouses de la barbarie à Savigny-sur-Ardres » repose sur des pelouses calcaires représentatives de la vallée de l'Ardre, encore en partie pâturées par des bovins. Le site rassemble des pelouses mésophiles marnicoles, des pelouses sèches, des pelouses fragmentaires sur dalles et des groupements végétaux des bas marais alcalins situés en fond de vallons et autour des étangs.

La vulnérabilité du site repose sur la pression de plantations de vignes, de la pratique de moto-cross et un possible surpâturage couplé à l'apport d'engrais.

Les habitats ayant justifié la création de cette zone natura 2000 sont les suivants :

Habitats naturels inscrits à l'annexe I	3150 Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition (1%) 6210 Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables 6430 Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin 7230 Tourbières basses alcalines 91E0 Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae) 9130 Hêtraies de l'Asperulo-Fagetum 9160 Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies subatlantiques et médio-européennes du Carpinion betuli

La gestion du site est assurée par le Conservatoire d'espaces naturels de Champagne-Ardennes. Les objectifs du DOCOB pour préserver les espèces et habitats d'intérêt communautaire présents sur ce site sont :

- Restaurer et entretenir les milieux de pelouses
- Restaurer et entretenir les milieux humides
- Préserver les boisements patrimoniaux
- Favoriser les zones en herbe pour limiter les intrants agricoles
- Améliorer les connaissances sur les milieux, la faune et la flore
- Evaluer l'impact de gestion
- Informer la population et les acteurs locaux sur la préservation du site, ajuster le périmètre Natura 2000, suivre le site.

D.9.2.4. ÉVALUATION DES INCIDENCES DE L'ACTIVITÉ

L'exploitation de l'élevage projeté ne portera pas atteinte aux enjeux des DOCOB des zones Natura 2000 Marais et pelouses du tertiaire au nord de Reims et Pelouses de la barbarie à Savigny-sur-Ardres du fait de :

- La localisation de l'élevage :
  - En dehors du périmètre du réseau Natura 2000 et à plus de 3,8 km
  - En dehors des bassins versants du réseau Natura 2000 (Vesles, Ruisseau de la Vallée du Fond de Branscourt et du Fonds de la Gorge).

- Des aménagements et du fonctionnement de l'installation :
  - Installations d'élevage aux normes,
  - Collecte et gestion des rejets aqueux selon des filières adaptées,
  - Collecte des fientes, normalisation voire épandage en solution alternative (épandage en dehors du réseau N 2000 et en dehors des bassins versants),
  - Tri des déchets et élimination selon leur nature,
  - Entretien des installations.

D.9.2.5. CONCLUSION

L'établissement d'élevage est en dehors et éloigné de toute zone Natura 2000.

Ainsi, l'élevage ne porte pas atteinte aux enjeux définis dans les DOCOB, ainsi qu'aux habitats et espèces d'intérêt communautaire qui ont justifié la désignation des sites.

D.10. IMPACT SUR LE CLIMAT ET VULNÉRABILITÉ DU PROJET AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le climat se définit comme une description des moyennes et des extrêmes météorologiques en un endroit limité. Depuis quelques décennies, un certain nombre d'indicateurs et d'études montrent que le climat se réchauffe de manière importante à l'échelle du globe.

Ce réchauffement est dû aux activités humaines massivement émettrices de gaz à effet de serre.

En 2021, l'activité agricole serait responsable de 18,4% des émissions de GES en France, dont 60% sont dues à l'élevage (Rapport SECTEN CITEPA 2023).

D.10.1. IMPACT SUR L'ÉVOLUTION CLIMATIQUE

En contrepartie de la production de poulettes prêtes à pondre, l'élevage est émetteur de gaz à effet de serre. En effet, l'agriculture émet les GES suivants (CITEPA 2021) :

- N_2O (42%) : Le protoxyde d'azote est un puissant gaz à effet de serre au pouvoir de réchauffement global 298 fois supérieur à celui du CO_2,
- CO_2 (13%),
- CH_4 (1%) : Le méthane est un GES possédant un pouvoir de réchauffement 23 fois supérieur à celui du CO_2.

Néanmoins, l'élevage reste faiblement émetteur, notamment par sa nature et l'augmentation de la production de poulettes prêtes à pondre permettra de répondre à la demande régionale en poules pondeuses pour produire des œufs alternatifs, aujourd'hui en partie satisfaite par l'importation alors même que la consommation française en œufs et ovoproduits est en augmentation constante.

Par ailleurs, l'activité agricole d'élevage projetée présente un important potentiel photovoltaïque compte-tenu des surfaces de bâtiments et d'un parcours où l'implantation d'équipement photovoltaïque est compatible avec l'usage du parcours par les poulettes. Ce potentiel de production d'énergie renouvelable est valorisé dans le cadre du projet :

- Toiture photovoltaïque existante sur B1,
- Toiture photovoltaïque en projet sur B2,
- Ombrières en projet sur le parcours.

La Loi relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte fixe comme objectifs notamment de diminuer de 40% les émissions de GES en 2030 par rapport à 1990, de diviser par quatre les émissions de GES entre 1990 et 2050, de multiplier par plus de deux la part des énergies renouvelables dans le modèle énergétique français en 15 ans. Cette volonté nationale a encore été renforcée par la loi relative à l'accélération de la production des énergies renouvelables (EnR) du 10/03/2023.

En 06/2023, la puissance du parc solaire photovoltaïque français atteint 18 036 MW.

Avec cette puissance, de nouveaux projets restent attendus pour parvenir à l'objectif 2028 fixé à la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (décret 2020-456 du 21/04/2020) d'atteindre entre 35 100 MW et 44 000 MW de puissance installée.

La modélisation de la production d'énergie photovoltaïque sur le site s'établit à 2.047.560 kWh (0,23 MW en instantané), soit une production supérieure à la consommation de l'élevage. Le site assurera une production d'énergie renouvelable s'inscrivant dans les objectifs nationaux de production d'énergie photovoltaïque pour lutter contre les GES.

D.10.2. ORIENTATIONS DU PNACC ET DU SRADDET GRAND-EST

D.10.2.1. PLAN NATIONAL D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Publié en décembre 2018, le PNACC 2 a pour objectif de présenter des mesures concrètes, opérationnelles, pour préparer la France à faire face et à tirer parti de nouvelles conditions climatiques.

L'objectif du PNACC (2018-2022) est de mettre en œuvre les actions nécessaires pour adapter d'ici 2050 les territoires français (métropole et outremer) aux changements climatiques attendus.

Le PNACC 2 s'articule autour de six axes principaux :

1. Gouvernance et pilotage,
2. Connaissance et information,
3. Prévention et résilience,
4. Adaptation et préservation des milieux,
5. Vulnérabilité des filières économiques,
6. Renforcement de l'action internationale.

Plusieurs objectifs concernent directement le projet :

- Développer des méthodes et des outils pour l'identification, la surveillance et la quantification des risques et des impacts sanitaires liés au changement climatique.
- Permettre aux agriculteurs et aux différentes filières amont et aval du secteur agricole de s'adapter au changement climatique.
- Sécuriser et amplifier la transition agro-écologique et le développement d'une bioéconomie durable pour permettre aux territoires de s'adapter, de créer des emplois et de contribuer davantage à la lutte contre le changement climatique.
- Adapter les usages et activités humaines aux caractéristiques et propriétés des sols : la prise en compte des caractéristiques initiales des sols et de leurs potentialités à évoluer sous l'effet d'une modification de gestion est essentielle pour prendre les meilleures décisions de gestion.
- Renforcer la résilience des écosystèmes pour leur permettre de s'adapter au changement climatique, préserver leur rôle d'atténuateur des évolutions en cours et accompagner les changements de pratiques des acteurs socio-économiques volontaires pour s'inscrire dans cette démarche.

- S'appuyer sur les capacités d'écosystèmes préservés et restaurés pour adapter le territoire au changement climatique et à la gestion des risques naturels en tenant compte des facteurs économiques et sociaux.

D.10.2.2. SRADDET GRAND-EST

Le SRADDET, approuvé par arrêté préfectoral du 22/11/2019, est un document d'aménagement intégrateur et transversal. La stratégie du SRADDET fixe 30 objectifs organisés autour de deux axes stratégiques (Axe 1- Changer de modèle pour un développement vertueux des territoires; Axe 2- Dépasser les frontières et renforcer la cohésion pour un espace européen connecté) qui répondent aux deux enjeux prioritaires et transversaux identifiés : l'urgence climatique et les inégalités territoriales.

Pour atteindre ses objectifs, le SRADDET fixe 30 objectifs auxquels l'exploitation SCEA LAPOINTE participe :

Objectif n°8 : Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité

Le projet consiste en l'extension d'un atelier de poulettes. Ce mode de production constitue une filière amont pour la production d'oeufs alternatifs assurant une production de qualité, au service d'une consommation régionale.

Objectif n°5 : Développer les énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique

Les équipements photovoltaïque du projet produiront 2.047.560 kWh, production d'énergie renouvelable correspondant à la consommation de 427 foyers moyens français (4792 kWh/an, étude Enertech-RTE-ADEME).

D.10.3. VULNÉRABILITÉ DU PROJET

La hausse globale des températures et de la fréquence d'événements extrêmes (canicule) pourrait entrainer une augmentation des températures intérieures des bâtiments, dont la maîtrise est nécessaire pour l'élevage.

L'exploitation projetée s'appuie sur des bâtiments dimensionnés pour permettre l'élevage dans de bonnes conditions pour le cheptel même en cas de hausse des températures : ventilation dynamique, constructions béton, avec une isolation de qualité. Les dispositions constructives (isolation, structure béton) et les équipements prévus (ventilation) permettent de rendre l'élevage moins sensible aux évolutions climatiques.

D.11. IMPACTS ET MESURES EN PHASE TRAVAUX

La phase travaux est constituée des opérations de terrassement, de construction et d'aménagement du nouveau bâtiment (B2H2) et ses installations associées. Elle sera limitée dans le temps.

Thématique	Sources de nuisances	Mesures prévues
Impact sur l'eau et le sol	En phase de chantier, les effets directs sur les écoulements ou l'infiltration d'eau sont négligeables compte tenu de la surface et de la durée du chantier. Le risque de pollution de l'eau et du sol est liée à la présence d'engins utilisant des hydrocarbures.	Les engins de chantier utilisant des hydrocarbures seront conformes aux normes en vigueur et dispositifs d'homologation, et seront entretenus régulièrement.
Impact sur l'air	La phase de chantier sera à l'origine d'émissions de : • poussières dues à la circulation des engins, aux travaux de terrassement, • gaz d'échappement par les engins de chantier. Les effets directs sur la qualité de l'air liés aux gaz d'échappement seront limités.	Les engins de chantier utilisant des hydrocarbures seront conformes aux normes en vigueur et dispositifs d'homologation, et seront entretenus régulièrement. La vitesse des engins de chantier sera limitée sur la zone de travaux.
Impact sanitaire	La phase de chantier ne sera pas source de nuisances sanitaires.	-
Impact sonore	Le bruit pendant la phase de travaux sera principalement lié à la circulation des engins de chantier.	• Travaux réalisés en journée, • Engins utilisés conformes à la réglementation, notamment en termes d'émissions sonores.
Consommation énergétique	La consommation énergétique durant la phase travaux sera essentiellement due aux déplacement des engins de chantier.	• Déplacements des engins de chantiers optimisés, • Importation et évacuations de matériaux limitées (implantation des constructions envisagée en ajustant les opérations de terrassement en équilibre déblai-remblai).
Déchets	Les travaux seront sources de déchets (emballages, chutes de matériaux, etc.)	Les déchets produits seront triés et stockés selon leur type sur le site. Ils seront ensuite exportés vers des filières spécialisées.
Trafic routier	La construction d'un nouveau bâtiment d'élevage entraînera la livraison de matériel et de matériaux. En revanche, le projet est conçu en équilibre déblai-remblai limitant d'autant le trafic routier	Les travaux seront effectués en dehors des périodes nocturnes, week-end et jours fériés, • Les niveaux de bruit des engins de travaux seront conformes à la réglementation,

		• Les voies de circulation empruntées seront identiques à celles utilisées pendant la phase d'exploitation, notamment l'accès au site, • Le niveau du bâtiment en projet a été ajusté de façon à limiter au minimum le terrassement et les déblais/remblais. Par ailleurs, la période de travaux sera limitée dans le temps.

Tableau 24EI: Impacts pendant la phase travaux

D.12. EFFETS CUMULÉS

La notion d'effets cumulés est constituée de la somme, dans le temps et dans l'espace, d'effets directs ou indirects, issus de plusieurs projets concernant un même volet.

Les projets connus sont ceux qui ont fait l'objet :

- D'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R.181-14 et d'une enquête publique,
- D'une évaluation environnementale au titre du Code de l'Environnement et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.

Sont exclus, les projets :

- Ayant fait l'objet d'un arrêté mentionnant un délai et devenu caduc,
- Dont la décision d'autorisation est devenue caduque et l'enquête publique n'est plus valable,
- Abandonnés officiellement par le maître d'ouvrage.

Afin d'étudier les effets cumulés du projet de la SCEA LAPOINTE avec les autres projets connus sur le rayon de 3 km, les consultations suivantes ont été réalisées :

AE - Administration consultée	TYPES DE PROJET
MRAE Grand Est (site internet) IGEDD (site internet) (consultation du 23/01/2025, années 2021, 2022, 2023, 2024, 2025)	Projets soumis à évaluation environnementale ayant fait l'objet d'un avis Autorité Environnementale
Préfecture de la Marne (site internet) (consultation du 23/01/2025, années 2021, 2022, 2023, 2024, 2025)	Projets ayant fait l'objet d'un document d'incidence au titre du R.181-14 du Code de l'Environnement et d'une enquête publique

Tableau 25EI: Bases consultées pour l'analyse des effets cumulés

Plusieurs projets ont été recensés :

- Projet de Révision du périmètre d'épandage des boues de la Communauté urbaine du Grand Reims,
- Projet de centrale photovoltaïque au sol du Moulin à vent à Germiny, Treslon et Rosnay (51) porté par la société AKUO,
- Projet de charte du PNR Montagne de Reims.

D.12.1. PLAN D'ÉPANDAGE DES BOUES DE STATION

La Communauté urbaine du Grand Reims dispose d'une station d'épuration située à Saint-Brice-Courcelles, d'une capacité globale de 470 000 équivalents-habitants qui produit annuellement environ 27 000 tonnes de boues d'une siccité moyenne de 34 % de matière sèche. Le plan d'épandage des boues autorisé depuis 2010 est l'objet d'une révision.

Concernant les effets directs : aucun îlot d'épandage du périmètre d'épandage des boues de la station d'épuration de Reims ne se superpose au site d'élevage du projet ni ne se superpose au périmètre d'épandage de l'élevage.

- Il n'y a donc pas d'effet cumulé entre les 2 activités.

D.12.2. CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL DU MOULIN À VENT

Le projet consiste en l'implantation d'une centrale photovoltaïque par AKUO à Germiny, Treslon et Rosnay d'une surface totale d'environ 69 ha (surface clôturée séparée en 2 parties distinctes), en partie au sol et en partie avec une technologie de « tracking » solaire. Il est associé à un projet agricole composé d'un atelier d'élevage de génisses sous panneaux au sol, de la production de petits fruits rouges en intercalaire des panneaux trackers et de la production de grandes cultures et fourrageS avec panneaux trackers.

Le projet AKUO assurera une production énergétique annuelle estimée à 54,2 GWh, à partir d'énergie renouvelable. Les productions photovoltaïques d'AKUO et de la SCEA LAPOINTE participeront ensemble à une production électrique propre fortement attendue dans dans le mix énergétique français.

L'analyse de l'avis de l'autorité environnementale indique que les principaux enjeux environnementaux du projet sont le paysage et les milieux naturels.

Les principales sensibilités paysagères identifiées par AKUO sont la ferme du Moulin à Vent, le

tronçon de la RD 27 longeant le projet, la partie proche du sentier de découverte à l'ouest de Germiny, ainsi que le coteau viticole de Treslon. Une mesure d'évitement et plusieurs mesures de réduction sont prévues au projet (3,75 ha de bois planté, plusieurs milliers de mètres de haies). Le projet de la SCEA LAPOINTE ne présente aucune covisibilité avec le projet AKUO et les sensibilités paysagères qui lui sont associées. Aucun effet cumulé lié aux deux installations ne sera observé sur ce volet.

Au niveau des milieux naturels, une lisière de haie et une pelouse calcicole intéressantes sont recensées. Le projet de la SCEA LAPOINTE s'établit sur un foncier différent de la centrale AKUO. Aucun effet cumulé lié aux deux installations ne sera observé sur ce volet.

D.12.3. CHARTE DU PNR MONTAGNE DE REIMS

Le Parc naturel régional de la Montagne de Reims, porté en 1976, par 3 communes forestières, projette une nouvelle charte « Objectif 2040 » en vue du troisième renouvellement du label Parc. Il est structuré par quatre axes, déclinés en 14 orientations, 33 mesures dont 13 mesures dites « phares » qui constituent les priorités du projet.

L'autorité environnementale a émis un avis pour le cadrage préalable de la révision de la charte le 06/10/2022 et sur le projet de Charte le 25/04/2024.

Les effets du projet de charte sur la biodiversité, les sols, la ressource en eau et les paysages sont considérés comme positifs directement ou indirectement mais l'AE relève des incidences potentielles liées à l'accroissement des voies de communication et la fréquentation touristique du site (conflits d'usage dans les espaces naturels). Le projet de la SCEA LAPOINTE n'est pas de nature à accroitre la fréquentation humaine ni à accroître les voies de circulation. Aucun effet cumulé lié aux deux installations ne sera observé sur ce volet.

Les incidences du projet de charte sur la santé et la sécurité des populations sont qualifiées de positives (majoritairement) ou incertaines mais des effets potentiels sur les GES sont possibles selon l'analyse de l'Autorité Environnementale. Le projet de la SCEA LAPOINTE, comme les effets des axes portés par la charte du PNR sont des activités émettrices de GES. Le projet de la SCEA LAPOINTE valorise le potentiel photovoltaïque de son activité agricole d'élevage, assurant une production supérieure à sa consommation, au service de la mesure phare de la charte du PNR « Accélérer la transition énergétique et climatique », production énergétique au service de la diminution des GES.

D.13. DÉPENSES ENGAGÉES POUR L'ENVIRONNEMENT

Dans le cadre de son exploitation, la SCEA LAPOINTE a réalisé de nombreux investissements pour la protection de l'environnement.

• Hangars à fientes	157.000 € HT
• Cuves eaux de lavage	8.400 € HT
• Cuves eaux usées sas sanitaires	5.300 € HT
• Equipements photovoltaïques	
Toitures	650.000 € HT
Ombrières parcours phase 1	446.000 € HT
Ombrières parcours phase 2	446.000 € HT
• Plantations	12.000 € HT
• Études 2024 (demande d'autorisation, plans)	26.000 € HT

Soit en matière d'investissement par l'exploitant pour la protection de l'environnement, un montant de 209 k€ HT pour l'extension de l'activité (bâtiment, équipements et aménagements d'élevage B2) et de 1.542 k€ pour le volet photovoltaïque).

D.14. MODALITÉS DE SUIVI DES MESURES ET DE LEURS EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

VOLET ENVIRONNEMENTAL	MESURES MISES EN OEUVRE	MODALITES DE SUIVI DES MESURES	MODALITES DE SUIVI DES EFFETS
RESSOURCE EN EAU SOUTERRAINE	Limitation de la consommation	Suivi des compteurs (suivi quotidien des consommations des salles d'élevage, relevé mensuel du compteur général) Contrôle du compteur	Analyse annuelle de l'évolution de la consommation
RESSOURCE EN EAU SUPERFICIELLE	Gestion des effluents	Contrôle des volumes d'engrais organique commercialisés (si épandage, volumes épandus)	Analyse annuelle des données publiques sur l'état des eaux superficielles
	Gestion des eaux de lavage	Contrôle annuel des volumes d'eaux de lavage pompés et épandus	
	Gestion des eaux usées domestiques	Contrôle annuel des volumes d'eaux usées issues des sas sanitaires collectés en cuve, pompés et repris par le vidangeur	
	Gestion des eaux pluviales	Contrôle annuel des gouttières et des canalisations des eaux pluviales	
	Gestion des stockages des produits dangereux	Contrôle mensuel du stockage de carburant associé au groupe électrogène Contrôle annuel des rétentions des produits sanitaires	
AIR	Limitation des poussières	Contrôle annuel de l'état des circulations Contrôle annuel des volets et des grilles de ventilateurs	Constat visuel de l'absence de poussières
	Limitation des émissions gazeuses	Contrôle mensuel des groupes électrogènes Contrôle du chargeur par un garage indépendant	Absence de plainte du voisinage
	Limitation de la consommation énergétique	Contrôle annuel de la consommation énergétique	Absence d'augmentation de consommation non contrôlée
BRUIT	Limitation des	Contrôle du niveau sonore en limite de	Absence de plainte du

	émissions sonores	propriété lorsque nécessaire Contrôle de l'émergence en zone à émergence réglementée lorsque nécessaire	voisinage
DECHETS	Gestion des déchets d'équarrissage	Contrôle annuel des bordereaux d'enlèvement	Absence de stockage de déchets non gérés
PAYSAGE	Limitation de l'atteinte au paysage	Contrôle annuel des bâtiments et des installations Contrôle annuel de l'état de la végétation	Paysage et abords entretenus

Tableau 26EI: Modalités de l'autosurveillance

CHAPITRE E.
VOLET SANITAIRE

Les effets de l'exploitation de l'élevage sur la santé humaine et les mesures pour supprimer, réduire et si possible compenser les conséquences dommageables de l'établissement pour l'environnement et la santé doivent être étudiés. La démarche de l'ERS (évaluation du risque sanitaire) comporte quatre étapes :

- Le contexte du site,
- L'identification des dangers et la définition des relations dose/réponse,
- L'évaluation de l'exposition des populations,
- La caractérisation des risques sanitaires.

L'objectif du volet sanitaire est d'évaluer les risques inhérents à l'activité d'élevage, susceptibles d'avoir un effet sur la santé publique.

E.1. CONTEXTE DU SITE

L'activité projetée par la SCEA LAPOINTE repose sur l'exploitation d'un élevage 120.000 poulettes dans deux salles d'élevage et un parcours, ce qui amène l'exploitant à effectuer la présente demande d'autorisation d'exploiter au titre des ICPE.

L'élevage sera exploité selon les dernières techniques disponibles.

Les fientes seront collectées sur des tapis, évacuées plusieurs fois par semaine vers les hangars à fientes pour être normalisées NF U 42-001-2 en vue de leur commercialisation ou, en solution alternative être épandues dans le cadre du plan d'épandage.

Les bâtiments d'élevage seront ventilés avec admission permanente d'air frais extérieur et évacuation de l'air chaud vicié.

E.1.1. DÉMOGRAPHIE

E.1.1.1. POPULATION PRÉSENTE DANS LE RAYON D'AFFICHAGE

La population présente dans le rayon d'affichage de l'enquête publique, c'est-à-dire dans le rayon de 3 km s'élève à 3076 habitants (Cf. B.7.1), concentrés dans les bourgs de Méry-Prémecy, Janvry, Germigny, Rosnay, Gueux, Vrigny, Coulommes-la-Montagne, St-Euphraise-et-Clairizet, Aubilly, Bouleuse).

Cf. Annexe 2, Documents graphiques

E.1.1.2. VOISINAGE

Aucune habitation n'est présente dans le rayon de 300 m autour des bâtiments et annexes du projet.



Illustration 39EI: Voisinage proche du site

E.1.2. USAGES DANS LE VOISINAGE

Les usages dans le voisinage caractérisent une occupation agricole avec :

- Des cultures,
- Des bois.

E.1.2.1. USAGES DES BÂTIMENTS

Dans le voisinage, aucune structure collective n'accueille de population sensible de type (aucun bâtiment n'est recensé dans le rayon de 300 m :

- Petite enfance,
- Collèges, lycées et universités,
- Personnes âgées en résidence dédiée,
- Etablissement de soin.

E.1.2.2. USAGES DES LIEUX HORS BÂTIMENTS

Dans le voisinage, les lieux sont occupés :

- De manière très majoritaire pour des usages agricoles : cultures, bois ;
- Par des voiries (chemin d'exploitation).

E.2. IDENTIFICATION DES DANGERS ET DÉFINITION DES RELATIONS DOSE - EFFET

Un dysfonctionnement technique de l'élevage peut reposer sur :

- Des arrêts techniques prévisibles hors risques majeurs,
- Des dysfonctionnements de distribution de l'aliment, de l'eau, de la ventilation.

Les arrêts techniques pour maintenance sont pratiqués durant la phase de fin de bande afin de ne pas perturber l'exploitation et par conséquent n'entraînent pas de risques pour le voisinage. Les dysfonctionnements de distribution de l'aliment, de l'eau, en raison de la nature de l'activité reposant sur le vivant et en particulier l'animal, imposerait une distribution manuelle. Un dysfonctionnement de la ventilation, au-delà d'une panne électrique sur le réseau qui est immédiatement relayé par un groupe électrogène, devra être rapidement pris en charge car les animaux sont particulièrement sensibles à l'ambiance au sein de la salle d'élevage (température, ammoniac). Il pourra être compensé très provisoirement par une ouverture maximale des entrées d'air. Par ailleurs, un dispositif d'alarme est présent sur site pour prévenir l'exploitant en cas de panne.

Par conséquent, un fonctionnement en mode dégradé serait immédiatement compensé par des actions simples et ne présentant donc pas d'effet sanitaire durable.

En revanche, en mode de fonctionnement normal, et pendant la phase de travaux, l'élevage de poulettes de la SCEA LAPOINTE par son activité et son mode d'exploitation peut présenter certains risques pour la santé humaine.

Compte tenu des procédés et des espèces en jeu, les principaux risques sanitaires sont :

- Les émissions atmosphériques,
- La diffusion de micro-organismes pathogènes,
- Les émissions sonores.

E.2.1. EMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

E.2.1.1. NATURE DES ÉMISSIONS

L'élevage de volailles peut produire des émissions gazeuses néfastes à la santé humaine selon plusieurs processus :

- La respiration et les métabolismes vitaux,
- La fermentation des sous-produits,
- Les poussières.

La respiration est responsable du rejet à l'atmosphère de gaz, parmi lesquels le gaz carbonique (CO_2) et la vapeur d'eau (H_2O). Ces gaz sont rejetés de manière régulière et en petite quantité et n'ont donc, pas d'impact significatif.

Le métabolisme des animaux et la fermentation des déjections provoquent le dégagement des gaz suivants : vapeur d'eau, gaz sulfureux, ammoniac, gaz carbonique et oxyde de carbone. Ces gaz peuvent présenter un certain nombre de risques en cas d'accumulation importante.

Les poussières en période d'exploitation d'un site d'élevage peuvent provenir de la circulation des véhicules, des matériels de transfert, de la distribution d'aliments et du déplacement des animaux.

Parmi l'ensemble de ces émissions, le gaz présentant le plus grand risque pour la santé humaine est l'ammoniac (NH_3). En effet, les émissions de composés azotés d'origine agricole peuvent avoir des effets négatifs sur les écosystèmes, notamment la toxicité, l'acidification, l'eutrophisation, la production d'ozone troposphérique (au niveau du sol) et le dégagement d'odeurs.

L'émission de gaz ammoniac par les processus de fermentation et les poussières sont les émissions atmosphériques les plus indésirables au niveau des installations de l'élevage.

E.2.1.2. EMISSIONS AMMONIAQUÉES

Le gaz émis par les installations d'élevage de volailles et présentant les risques les plus importants pour la santé humaine est l'ammoniac. La diffusion de ce gaz par les activités agricoles a fait l'objet de différentes études, sur lesquelles s'appuie la présente évaluation du risque sanitaire :

- « Mesures et calculs des teneurs en ammoniac dans l'atmosphère sous le vent de bâtiment d'élevage et d'épandage de lisier », INRA (1999),
- « Guide pour l'évaluation de l'émission de NH_3 dans l'air des élevages de porc et de volailles », INERIS (2018),
- « L'ammoniac d'origine agricole : impacts sur la santé humaine et animale, et sur le milieu naturel », INRA (2002),
- « Etude des teneurs en ammoniac atmosphérique sur le canton de Lamballe », Air Breizh (2003),
- « A review of litterature concerning odors, ammonia, and dust from boiler production facilities : 1. Odor concentrations and emissions », Texas University (2004).

Effets sur l'environnement

Après son émission, une partie de l'ammoniac est rapidement transformée en ammonium (NH_4^+) par réaction avec les aérosols présents dans l'atmosphère, chargés en acide sulfurique (H_2SO_4). La partie restante contribuera à l'acidification des sols pour une part de 35% environ.

L'ammoniac étant un engrais azoté, il peut être utilisé pour la fertilisation des cultures, à trop forte dose, il contribue à l'eutrophisation des eaux superficielles.

Effets sur la santé humaine

Une exposition de courte durée (< 1 jour) peut entraîner une légère et temporaire irritation des yeux et de la gorge ainsi qu'une envie de tousser. Les effets irritants du gaz peuvent également favoriser ou accroître le développement de rhinites ou d'infections broncho-pulmonaires.

De manière chronique, l'ammoniac est irritant pour la gorge, le tractus respiratoire, la peau et les yeux. Les effets systémiques induits par l'ammoniac sont le plus souvent des troubles respiratoires, cardiovasculaires, hépatiques et neurologiques.

Des données récentes montrent l'existence d'effets à long terme résultant d'une exposition à l'ammoniac. Des réductions significatives des capacités respiratoires ont été observées chez des salariés exposés à des niveaux cumulés supérieurs à 50 mg/m^3/an d'ammoniac (soit 12 mg/m^3 pendant 40 années).

Notons enfin que selon l'Union Européenne, le CIRC et l'US EPA, **l'ammoniac ne présente**

pas de potentiel cancérogène.

Le tableau suivant reprend, pour différentes concentrations, les effets toxiques sur l'homme :

Concentrations mg.m^{-3}	ppm	Effets	Durée d'exposition	Sources
0,1	0,15	Concentration de référence (pas de risque)	Toute la vie	US EPA
2,3		NOAEL No Observable Adverse Effect Level	Valeur Moyenne d'Exposition 8 h	US EPA
3,5	5	Odeur perceptible par certains individus		EFMA-IFA 90
18	20	V.M.E	Valeur Moyenne d'Exposition 8 h	INRS 92
28-36	20-50	Irritation oculaire	Tolérable 2 h	EFMA-IFA 90
36	50	V.L.E	Valeur Limite d'Exposition 15 min.	INRS 92
87-100	125-142	Irritation nasale et des voies respiratoires	1 h	EFMA-IFA 90
140	200	Maux de tête, nausée		EFMA-IFA 90
3500-8400	5000-12000	Spasme respiratoire, asphyxie, mortel	Quelques minutes	OMS

Tableau 27EI: Effets des émissions NH3 sur l'homme selon la concentration

E.2.1.3. EMISSIONS DE POUSSIÈRES

Les émissions de poussières sont de deux natures sur le site :

- Poussières organiques issues des débris de plumes et de peau, de l'alimentation,
- Poussières minérales : matériaux de construction, isolants, circulation sur le site ...

En salle d'élevage de volailles, 80 à 90% des poussières ont une taille inférieure à 5 microns.

Les poussières peuvent présenter des effets sur la santé humaine :

- Une gêne respiratoire (poussières dites inertes, c'est-à-dire sans toxicité particulière),
- Des effets allergènes (asthme),
- Des lésions (dermites),
- Des effets cancérigènes.

Source : Guide étude d'impact en élevage Annexe : Evaluation du risque sanitaire en élevage

Quantitativement, les effets à long terme de l'exposition aux émissions atmosphériques particulaires semblent plus importants que ceux à court terme.

Source : Observatoire des pratiques de l'évaluation des risques sanitaires dans les études d'impact

Les effets sanitaires des particules atmosphériques dépendent de leur diamètre aérodynamique, de leur composition et de leur concentration. La pollution atmosphérique particulaire est

fréquemment quantifiée par la masse de particules en suspension dont le diamètre aérodynamique est inférieur à 10 µm (PM10) ou 2,5 µm (PM2,5). Les PM10 représentent la masse de particules pénétrant dans les voies respiratoires, comprenant les particules fines (PM2,5) et les particules grossières (particules de taille comprise entre 2,5 µm et 10 µm).

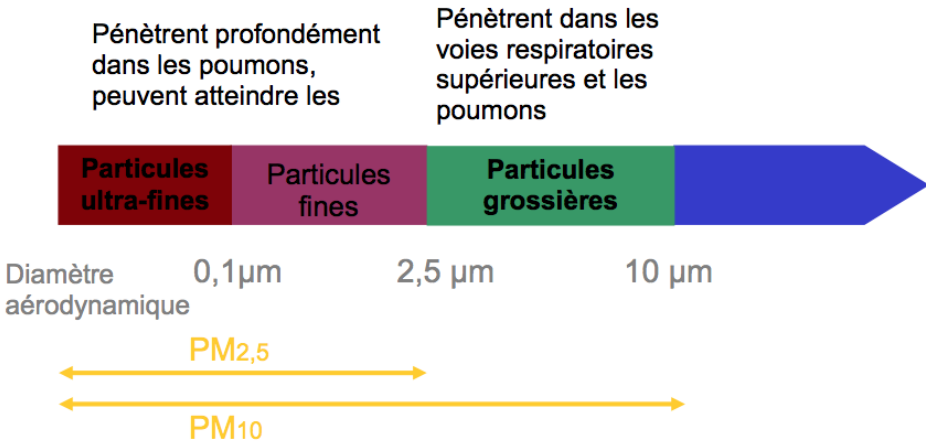


Illustration 40EI: Granulométrie et propriétés des particules en suspension

Les particules grossières sont principalement émises par les processus mécaniques (roulement des véhicules, aliment…) alors que les particules fines sont majoritairement émises par les phénomènes de combustion (chargeur à godet). Les PM10 et PM2,5 constituent un ensemble variant selon la source, la composition et évoluent dans le temps et dans l'espace.

Source : La mesure des particules en suspension dans l'air ambiant, Mathé F. Houdret J-l., Galloo J-C, Guillermo R.

En l'absence de Valeurs Toxicologiques de Référence (VTR) pour les particules atmosphériques de l'air ambiant, l'Organisation Mondiale de la Santé propose des valeurs guides et la réglementation française fixe des valeurs limites, des seuils d'alerte, de recommandation et d'information.

Le tableau suivant reprend, pour différentes concentrations, les effets toxiques sur l'homme :

Nature de la valeur	Durée d'exposition	Valeur	Effets	Source
Valeur guide	Niveau moyen annuel PM2,5	5 µg/m³	Niveau de concentration devant permettre de réduire considérablement les risques sanitaires	OMS
	Niveau moyen annuel PM10	15 µg/m³		
Valeur limite	Niveau moyen annuel de concentration PM2,5	15 µg/m³		US-EPA
	Niveau moyen journalier de concentration PM2,5	55 µg/m³		
Valeur limite	Niveau moyen annuel de concentration PM2,5	25 µg/m³ dès 2010 puis 20 µg/m³ dès 2020	Niveau de concentration prévenant ou réduisant les effets nocifs pour la santé humaine ou pour l'environnement	Parlement européen
Valeur limite	Niveau maximal moyen annuel de concentration de substances polluantes dans l'atmosphère PM10	40 µg/m³	Niveau de concentration prévenant ou réduisant les effets nocifs pour la santé humaine ou pour l'environnement	Décret 2002-213 Droit français
	Niveau maximal au plus 35 j/an de concentration de substances polluantes dans l'atmosphère PM10	50 µ/m³		

Tableau 28EI: Effets des poussières sur l'homme selon la concentration

E.2.2. DIFFUSION DE MICRO-ORGANISMES PATHOGÈNES

E.2.2.1. NATURE

Dès lors qu'elles mettent en jeu un grand nombre d'individus, les installations d'élevage sont susceptibles de favoriser le développement de souches pathogènes. Les animaux d'élevage se comportent alors :

- Soit comme réservoir d'hôtes (les animaux sont porteurs des germes pathogènes mais ne développent pas de symptôme de maladie),
- Soit comme cibles (le germe présente également une pathogénécité pour l'espèce d'élevage).

La concentration relative des individus rend la propagation des micro-organismes aisée d'un individu à l'autre. Lorsqu'elle concerne des agents pathogènes pour l'homme, c'est cette amplification sous forme de boom bactérien ou virale qui peut présenter certains risques pour la santé humaine par contact direct ou rapproché.

On distingue trois types de germes :

- Les germes ne présentant aucune pathogénécité pour l'homme
  Ces germes sont nombreux. Notons à titre d'exemple : streptococcus alacolyticus, Clostridium lactatifermentans, bactéries lactiques.
- Les germes présents naturellement, potentiellement pathogènes l'homme. Les germes tels

que les coliformes fécaux sont présents de façon naturelle et en nombre important dans les déjections d'animaux, cependant, peu d'entre eux sont pathogènes pour les animaux et l'homme.

- Les germes présents dans le cas d'infection ou de maladie au sein de l'élevage, potentiellement pathogènes pour l'homme (par exemple salmonelles pathogènes, toxines botuliques). Leur présence est relative au niveau sanitaire et hygiénique de l'élevage. L'établissement prenant toutes les précautions nécessaires pour prévenir toutes formes de maladies et d'infections, la probabilité d'apparition de ces germes pathogènes est limitée aux maximum dans les salles d'élevage.

En cas d'apparition de foyer de grippe aviaire hautement pathogène (type H5N1), des mesures spécifiques de protections seraient mises en œuvre, conformément au plan gouvernemental de prévention et de lutte "Pandémie grippale".

Ces mesures permettront notamment de :

- Limiter la diffusion du virus,
- Protéger les travailleurs du site,
- Eviter le risque de pandémie pour la population.

E.2.2.2. ORGANISMES PATHOGÈNES POTENTIELLEMENT RESPONSABLES DE ZOONOSES

L'évaluation des relations doses/réponses des micro-organismes dépend de leur pathogénécité.

Les relations doses-réponses des germes pathogènes, susceptibles d'être présents, varient en fonction :

- De leur nature,
- Du milieu environnant,
- Du contexte sanitaire,
- Des hôtes potentiels et de leur sensibilité face aux agressions bactériennes, virales et parasitaires,
- De la résistance des germes dans les différents milieux et dans le temps.

Ces principaux germes, susceptibles d'atteindre les animaux et de se transmettre dans l'environnement sont les suivants :

- **Salmonelles :** Les salmonelles sont des bacilles aérobies-anaérobies, responsables de 1/3 des TIA (Toxi Infections Alimentaires). La température optimale de croissance est de 35 à 37°C, mais les Salmonelles peuvent se multiplier de 5°C à 45/47°C. Les températures < 10°C retardent leur croissance. Elles supportent des pH de 4,5 à 9,0 et se développent plus volontiers dans un milieu de pH compris entre 6,5 et 7,5. Ces bactéries sont sensibles à la chaleur et aux antiseptiques, mais résistent bien au froid. Elles survivent pendant plusieurs semaines dans le milieu extérieur (terre, matières

fécales, matériaux, locaux).

Elles sont transmises des animaux aux hommes et inversement. Elles sont présentes dans l'intestin des animaux et des hommes, au sein d'individus appelés « porteurs sains » (ne présentant pas les symptômes de la maladie).

Pathogénicité

Les salmonelles sont toutes potentiellement pathogènes pour l'Homme et pour les animaux. De manière générale, il faut ingérer une quantité importante de microorganismes pour que la maladie se développe : de 10^5 à 10^7 bactéries. Elles attaquent le système digestif : estomac, l'intestin et le côlon. Les troubles se manifestent subitement (entre 8 et 72 H) et brutalement, par une douleur abdominale souvent violente et des vomissements fréquents, accompagnés de diarrhées liquides, fétides, abattement, céphalées, avec une fièvre de 38-39°C et des frissons. La durée des symptômes est de 1 à 7 jours, et la guérison est en général sans complication.

Lutte contre les salmonelles

Lutter contre les salmonelles c'est respecter les règles d'hygiène (plan de désinfection, hygiène des mains, dépistage des porteurs sains, lutter contre les insectes et rongeurs…)

- **Escherichia coli :** E. coli est un germe habituel de la flore intestinale dont il représente un pourcentage élevé chez tous les animaux et chez l'homme. Il joue un rôle important au sein de l'organisme par la suppression des bactéries nuisibles et la synthèse de nombreuses vitamines. Sa présence dans le milieu environnant est en relation avec une contamination fécale (eau, aliments….). La source principale d'infection semble être les bovins, mais la contamination des cultures ou des prairies pâturées peut constituer un réel danger pour l'homme. La transmission par de l'eau contaminée (eau de consommation ou de baignade), n'est pas négligeable.

  Pathogénicité

  Certaines souches d'E. coli sont cependant pathogènes pour l'homme et provoquent des diarrhées aiguës, de la fièvre et des vomissements. Pour les sujets sains, le rétablissement est rapide (10 jours) mais pour les enfants et les personnes âgées, la maladie peut être fatale.

- **Rouget:** *Erysipelothrix rhusiopathiae* est une bactérie répandue dans la nature (boues, fumiers, plantes…). La contamination du milieu extérieur (sol et parcours des élevages) intervient par les déjections des animaux malades ou porteurs sains. Les porcs en constituent le principal réservoir mais aussi les moutons et les volailles. La bactérie est résistante dans le milieu extérieur. La transmission aux sujets sains s'effectue par voie digestive ou cutanée (lésions des pattes).

Pathogénicité

La transmission à l'homme s'effectue par voie cutanée ou par souillure d'une plaie préexistante. Elle provoque un oedème cutané rouge violacé localisé, avec des démangeaisons brûlures dans les 24-48H après inoculation. La guérison intervient en 2 à 4 semaines. En l'absence de traitement des complications sont possibles.

- **Campilobacter :** Les bactéries *Campilobacter jejuni* et *campylobacter coli* se développent dans le tube digestif et les déjections principalement des volailles, fréquemment porteuse sans être malade. Elles sont résistantes dans le milieu extérieur durant plusieurs mois. La transmission à l'homme s'effectue par ingestion d'aliments, contaminés insuffisamment cuits (à ce jour, aucun cas recensé en milieu professionnel).

  Pathogénicité

  La campylobactériose est source de diarrhée, fièvre et douleurs abdominales. La guérison est souvent spontanée, et si les complications graves sont possibles, elles demeurent exceptionnelles.

- **Légionelle** : La légionellose est une maladie pulmonaire relative à une bactérie se développant facilement dans l'eau tiède donc dans les réseaux de distribution de l'eau sanitaire (chaude et froide). Le traitement et l'entretien de ce réseau suffit à limiter un développement susceptible de nuire à la santé humaine. Un tel entretien est effectué sur le réseau communal d'approvisionnement en eau potable du site.

- **Listéria** : La listériose est une maladie bactérienne due à *Listeria monocytogenes* qui affecte de nombreuses espèces animales. La bactérie est résistante en milieu extérieur (1 à 2 ans dans le sol). Elle est très répandue dans le milieu extérieur et présente naturellement dans les intestins et les fèces des animaux et de l'homme. Le réservoir est constitué par :
  - L'ensemble des animaux sensibles ou réceptifs à la bactérie *L.monocytogenes*,
  - L'homme,
  - Les produits d'origine animale (lait, œufs, viandes ...)
  - Le milieu extérieur : sol, eau, végétaux, et aliments végétaux (ensilage).

  La transmission de cette maladie se fait essentiellement par voie digestive. Elle est souvent indirecte par l'intermédiaire de l'environnement souillé par les déjections des malades et des porteurs. Certains insectes (tiques, mouches....) sont porteurs de listéria et peuvent être des vecteurs non négligeables de la maladie. Les matières virulentes sont présentes essentiellement dans les urines et les matières fécales.

  Pathogénicité

  L'infection se produit lors d'absorption relativement importante d'un aliment contaminé : de 10^3 *Listeria monocytogenes* par gramme, voire, dans la majorité des cas plus de

10^6/g. Par voie orale, la dose infectante, est de l'ordre de 10^8 cellules pour la souris normale et de 10^9 cellules pour des singes. (*source: société de bactériologie systématique et vétérinaire et école nationale vétérinaire de Toulouse, site internet : bactério.cict .)*. Elle provoque des septicémies, des nécroses du foie et du myocarde.

Chaque mortalité suspecte fera l'objet d'une enquête dans le cadre du suivi sanitaire et qualité de l'élevage.

Le maximum de précautions sera pris au cours du nettoyage et du vide sanitaire afin de garantir une décontamination totale des locaux et du matériel entre deux lots d'élevage.

E.2.3. EMISSIONS SONORES

Les installations de l'élevage de la SCEA LAPOINTE, dans leur fonctionnement normal, engendrent des émissions sonores potentiellement néfastes à la santé humaine par une exposition chronique. Les émissions sonores proviennent :

- De la circulation routière VL et PL,
- Du fonctionnement des installations (ventilation).

En phase travaux, les émissions sonores sont dues au terrassement et à la construction du bâtiment.

Le bruit est un phénomène physique, une vibration mécanique, associé à une perception négative par un individu.

La nuisance sonore est fonction de :

- La fréquence du bruit,
- La pureté,
- L'intensité,
- L'émergence et le rythme,
- La durée d'exposition,
- La vulnérabilité individuelle selon l'âge, les antécédents (étiologie infectieuse de la sphère ORL, traumatisme crânien), les troubles métaboliques ou la tension artérielle,
- L'association à d'autres expositions à risque (agents chimiques ou médicamenteux).

Trois impacts sanitaires sont retenus par l'Association Française de Sécurité Sanitaire de l'Environnement et du Travail (AFSSET) :

- <u>Impacts directs sur l'audition</u>

  Les impacts directs sur l'audition reposent d'une part sur la fatigue auditive temporaire et d'autre part sur les pertes auditives au caractère irréversibles. Le cas particulier des acouphènes est associé à un traumatisme sonore, suite à une exposition à un niveau

sonore très élevé, interprété par erreur comme un bruit est un phénomène généralement temporaire, pouvant en cas de multiplication de l'évènement devenir permanent.

- Effets extra-auditifs

  Les effets extra auditifs caractérisent l'incidence du bruit sur des activités inconscientes de l'organisme, marqué par une réponse des systèmes concernés (accélération cardiaque ou respiratoire, augmentation de la pression artérielle…). La répétition de ces agressions sur l'homme peut entraîner une atteinte à ses capacités de défense immunitaires.

- Effets subjectifs

  Les effets du bruit sur la santé mentale constituent le principal impact chez l'individu en état dépressif s'associant et amplifiant les effets extra-auditifs du bruit. L'atteinte à la santé mentale par le bruit engendre des effets sur le sommeil en particulier, le stress, l'anxiété. Le développement des effets subjectifs du bruit intègre un nombre important de paramètres individuels et collectifs. Ces effets modulent la gêne ressentie par chacun à l'égard des bruits.

Si la fréquence et l'intensité sont mesurables, la nuisance sonore globale repose sur la perception de l'individu présentant un caractère subjectif. A ce jour, aucun indicateur, intégrant des éléments objectifs (intensité, fréquence, modalités d'apparition, moment de la journée de survenue du bruit) pour permettre d'apprécier le caractère nocif d'un bruit, ne permet d'évaluer les impacts sanitaires du bruit sur la santé.

Toutefois, deux types d'indicateurs permettent de quantifier la gêne ressentie en fonction de l'heure, de la source et des modalités d'apparition du bruit :

- Les descripteurs énergétiques intégrés, retenant pour principe la croissance de la nuisance selon qu'elle se produit le jour, le soir, la nuit. Ils prennent en compte le cumul des bruits sur une journée donnée (LAeq par exemple),
- Les descripteurs évènementiels, retenant pour principe qu'un phénomène est d'autant plus gênant qu'il se distingue du bruit existant. Ils prennent en compte la soudaineté de l'évènement (Lmax par exemple).

E.3. EVALUATION DE L'EXPOSITION DES POPULATIONS

E.3.1. EXPOSITION À L'AMMONIAC ET AUX ODEURS

Les odeurs issues de l'élevage sont essentiellement la manifestation de l'émission d'ammoniac.

Les émissions d'ammoniac (NH_3) dans les élevages avicoles dépendent essentiellement de l'alimentation, des équipements et du type d'élevage mis en œuvre, et de la ventilation dans les bâtiments d'élevage.

La SCEA LAPOINTE a mis en œuvre plusieurs mesures pour limiter les émissions et leurs effets :

- Différentes formules d'aliment, adaptées à l'âge des poulettes, permettant de réduire les émissions d'ammoniac à la source,
- Ventilation dynamique des salles d'élevage,
- Evacuation des fientes de la salle d'élevage plusieurs fois par semaine.

La localisation de l'habitation la plus proche à plus de 400 m des bâtiments d'élevage et des annexes ainsi que l'ensemble de ces mesures contribuant à la réduction à la source des émissions de NH_3 et à la limitation de leurs effets, permettent de considérer l'absence de risque sanitaire pour les populations environnantes.

E.3.2. EXPOSITION AUX POUSSIÈRES

E.3.2.1. EN PHASE CHANTIER

Afin de limiter l'envol de poussières lié au terrassement, les opérations seront réalisées par un professionnel expérimenté et la vitesse de circulation sur le chantier sera limitée. La distance parcourue par les engins en raison de la disposition spatiale du site est également limitée.

E.3.2.2. EN PHASE NORMALE D'EXPLOITATION

L'évaluation de la quantité de poussières émises sur l'exploitation est difficilement quantifiable. Plusieurs éléments peuvent cependant être considérés.

Selon Atmo-FRANCE, à l'échelle nationale l'agriculture-sylviculture, l'industrie et le résidentiel-tertiaire sont les principales sources productrices de PM10, environ 30% chacune et le transport routier représenterait environ 11%. La localisation du site, est relativement éloignée d'un centre urbain, d'où proviennent les principales émissions industrielles, tertiaires-résidentielles et de

transports. Cette situation permet d'éviter un cumul des principales sources de poussières.

Les principales sources de poussières de l'exploitation sont situées dans les salles d'élevage outre les mesures mises en œuvre pour limiter les émissions de poussières (matières grasses dans l'aliment, circuits d'aliments fermés et vitesse de transport réduite, rebord interne dans les mangeoires, maîtrise de l'hygrométrie et de la ventilation, maîtrise de la densité). La réalisation en enceinte close des activités d'élevage réduit fortement l'envol de poussières.

L'envol de poussières lié à la circulation sur le site est également limité par la limitation de la vitesse de circulation à 15 km/h.

L'observation du terrain et l'éloignement du voisinage permettent d'affirmer que les riverains ne sont pas exposés à des quantités significatives de poussières en provenance de l'élevage.

E.3.3. EXPOSITION AUX ZOONOSES

L'exposition aux zoonoses repose principalement par l'ingestion directe. Les poulettes ne sont pas destinées à être consommées et à ce stade, elles ne sont pas en mesure de produire des œufs susceptibles d'être consommés. La gestion normale des fientes exclut le risque d'ingestion.

L'exposition du voisinage aux zoonoses ne constitue pas un impact continu en fonctionnement régulier de l'exploitation mais se présente comme un risque dangereux qui constituerait une crise majeure pour l'établissement. Par conséquent, l'appréciation des conditions de survenue, des moyens de maîtrise du risque à la source et des moyens de protection contre la crise sanitaire sont présentées dans l'étude de dangers.

E.3.4. EXPOSITION SONORE

E.3.4.1. EN PHASE CHANTIER

L'exposition du voisinage aux émissions sonores liées à la phase de travaux sera ponctuelle et maîtrisée par les dispositions suivantes :

- Niveaux de bruit des engins de travaux conformes à la réglementation,
- Revêtement routier peu sonore,
- Accès au site au delà du réseau départemental, par un chemin d'exploitation sans traverser ni longer d'habitation tiers,
- Travaux en période diurne,
- Période de travaux limitée dans le temps.

E.3.4.2. EN PHASE D'EXPLOITATION NORMALE

Les sources de bruits telles que présentées précédemment ne présentent aucune gêne pour le voisinage par :

- Les mesures de maîtrise du bruit,
- L'éloignement des premiers bâtiments habités.

E.3.4.2.1 EQUIPEMENTS DU SITE ET ANIMAUX

Les principales sources de bruit en provenance des élevages de volailles reposent sur les ventilateurs et turbines extrayant l'air des salles d'élevages.

Le matériel qui équipe les bâtiments d'élevage a été étudié pour être le moins bruyant possible :

- La distribution de l'alimentation (entièrement automatisée) est exclusivement réalisée à l'intérieur des bâtiments.
- Les turbines sont de grand diamètre, ainsi, la rotation des pales est lente, donc moins bruyante.
- Le bruit est d'autant plus perceptible que la ventilation sera forte et cette dernière est fonction de la température extérieure.
- L e groupe électrogène potentiellement générateur de bruit, n'est utilisé que lors des coupures de courant et lors des jours de pointe et il est implanté dans un local fermé.

Les bruits liés aux animaux sont très limités.

Les bruits liés à la réception des aliments :

- Lors de la réception des aliments, l'accessibilité des silos pour les camions permettra de limiter leur temps de passage sur le site.

E.3.4.2.2 ACTIVITÉS DURANT LE VIDE SANITAIRE

Durant les opérations de nettoyage en fin de bande, la phase de nettoyage des bâtiments à sec sauf situation ponctuelle, nettoyage par voie humide, est génératrice d'émissions sonores (nettoyeur haute pression). Cette opération est effectuée dans les bâtiments fermés.

E.3.4.2.3 LIMITATION DES VIBRATIONS MÉCANIQUES

L'absence de broyeur de céréales sur le site limitera d'autant les vibrations mécaniques.

Le trafic routier moyen est estimé à moins de 1 poids lourd tous les 2 jours.

E.3.4.2.4 LIMITATION DES NUISANCES PAR LE CHOIX D'UN SITE ÉLOIGNÉ DE TIERS D'HABITATION

Le document technique « Analyse de l'étude d'impact d'une installation classée d'élevage », publié par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, précise les atténuations sonores constatées en fonction de l'éloignement, pour des sources linéaires et ponctuelles :

Distance à la source sonore (m)	ATTENUATION SONORE CONSTATEE	
	Source linéaire (bâtiment, animaux, groupe de ventilateurs)	Source ponctuelle (moteur, pompe, etc.)
50	11 dB A	14 dB A
100	17 dB A	20 dB A
200	23 dB A	26 dB A
300	26,5 dB A	29,5 dB A

Tableau 29EI: Atténuation sonore selon la distance

Les bâtiments habités les plus proches étant localisés à plus de 400 m des bâtiments d'élevage et annexes, l'atténuation des nuisances sonores sera donc supérieure à 26 ,5dB (A) pour une source de bruit linéaire, limitant grandement toute nuisance significative.

Les émissions sonores de l'établissement sont réglementées par l'arrêté ministériel du 27/12/2013 fixant les prescriptions techniques applicables aux élevages autorisés.

Ces données combinées à l'atténuation sonore liée à la distance permettront un respect des limites sonores.

E.3.4.3. CONCLUSIONS

Les sources de bruits sur un élevage de poulettes sont limitées. Par ailleurs, le voisinage est relativement éloigné. Le projet n'engendrera pas de gêne pour le voisinage.

E.4. CARACTÉRISATION DU RISQUE - CONCLUSION

L'activité d'élevage, dans son fonctionnement normal, est une activité agricole ne présentant pas de risque sanitaire majeur pour les populations environnantes.

L'entretien des matériels d'exploitation, la réalisation de la majorité des interventions en bâtiment et l'absence de fabrication de l'aliment à la ferme limitent fortement les émissions de poussières.

La ventilation des salles d'élevage, la formulation de l'aliment ainsi que l'éloignement des tiers permettront une diminution de l'impact des émissions gazeuses sur le voisinage et en tout état de cause, en dessous des seuils relatifs aux risques sanitaires.

Le suivi sanitaire de l'élevage, les protocoles de surveillance continus et les opérations de nettoyage en fin de bande sont autant de moyens limitant la diffusion micro-organismes pathogènes, présentant par ailleurs principalement un risque pour les consommateurs plutôt que pour le voisinage et revêtant un danger, abordé dans l'étude de dangers.

L'impact sanitaire des installations en matière d'émissions sonores sur les populations peut donc être qualifié de faible à nul. Les modalités d'exploitation garantissent l'absence d'impact sanitaire des émissions sonores.

En phase travaux, des dispositions seront prises afin de limiter les nuisances pour le voisinage. Cette phase chantier sera provisoire et ne durera que quelques mois.

Les désagréments inhérents à l'activité d'élevage ont été évalués, comparés à des niveaux d'effets reconnus internationalement lorsque c'était possible. Des solutions techniques ont pu être apportées afin de maîtriser et minimiser l'ensemble de ces risques.

CHAPITRE F. CONTEXTE DE L'ÉLABORATION DE L'ÉTUDE

F.1. MÉTHODES UTILISÉES

D'une manière générale, les études d'environnement ont été réalisées conformément :

- Aux textes généraux relatifs à la prise en compte de l'environnement et à l'élaboration des études d'impact (loi du 10/07/1976 et décrets des 12/10/1977, 25/02/1993 et 26/01/2017),
- Aux textes réglementaires spécifiques actuellement en vigueur (loi sur l'eau, loi sur le bruit, loi sur la qualité de l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie,...),
- Aux circulaires, décrets et arrêtés correspondants, émanant des ministères concernés.

La prise en compte de l'évolution de la législation est assurée par une veille réglementaire concernant les problématiques d'environnement et de nuisances.

Comme le prévoit la réglementation, l'échelle d'analyse de l'étude d'impact est fonction de l'importance des aménagements.

La description des installations a été établie à partir des données collectées auprès :

- Des fournisseurs et fabricants de matériels : Big Dutchman,
- De l'exploitant pour la description des tâches quotidiennes.

L'aire d'étude du scénario de référence est déterminée en fonction de la sensibilité du secteur, de l'ampleur de l'activité et de l'importance de l'impact prévisible.

Le recueil des données nécessaires à :

- La caractérisation du scénario de référence et de son évolution probable,
- L'évaluation des effets de l'activité et leur cumul avec ceux d'autres projets,
- L'évaluation des effets des solutions de substitutions,
- La définition de mesures adéquates d'évitement, de réduction ou de compensation des inconvénients de l'activité,

ont mis en jeu différents moyens :

- Parcours répété du terrain pour une connaissance détaillée de celui-ci, tout au long de la constitution du dossier.

- Enquêtes auprès des administrations et collectivités et établissements publics divers, consultations de leurs publications (études, cartographies), contacts (courrier, téléphone) afin de compléter les données recueillies préalablement :
  - Direction Départementale de la Protection des Populations (D.D.E.T.S.P.P.)
  - Direction Départementale des Territoires (D.D.T.)
  - Ministère de l'Agriculture et de la sécurité alimentaire
  - Ministère de l'environnement et du développement durable
  - Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (D.R.E.A.L.)
  - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (A.D.E.M.E.)
  - Agence Régionale de Santé (A.R.S.)
  - Géoportail
  - Institut National de Veille Sanitaire (I.N.V.S)
  - Agence de l'eau Seine Normandie
  - Centre Nationale de la recherche Scientifique (C.N.R.S.)
  - Bureau de Recherches Géologiques et Minières (B.R.G.M.)
  - Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (I.N.S.E.E.)
  - Ministère de la Santé
  - Département de la Marne,
  - Météo France
  - Association Française de Sécurité Sanitaire de l'environnement et du Travail (A.F.S.S.E.T)
  - Institut National de l'Origine et de la Qualité
  - Ministère de la Culture
  - Commission européenne (Best references en matière d'élevage définissant les Meilleures Techniques Disponibles).
- Consultation des collectivités locales dont dépend le site pour :
  - Les règles d'urbanisme
  - Les Servitudes d'utilité publiques
- **Organismes professionnels**, analyse de leurs études techniques, issues du retour d'expérience et de la recherche :
  - Institut Technique de l'Aviculture (ITAVI),
  - Institut de l'élevage (IDELE),
  - Chambre d'Agriculture,
  - Comité d'Orientation pour des Pratiques Agricoles Respectueuses de l'environnement (CORPEN)
  - Institut National de la Recherche Agronomique (INRA),
  - Publications universitaires.

F.2. EVENTUELLES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Les difficultés rencontrées pour l'élaboration de l'étude d'impact sont de deux ordres :

- Les limites des connaissances scientifiques d'évaluation des effets d'une activité associée à un équipement donné, limites d'ailleurs relevées par la commission européenne dans le cadre de ces travaux sur les installations IPPC/ IED (Industrial Emissions Directive),
- Les aménagements envisagés imposant des limites économiques à certaines études tout en étant proportionnées à la sensibilité environnementale locale et aux effets des installations.

F.3. RÉDACTEURS DE L'ÉTUDE

Les différentes études préalables à la constitution de la présente Etude d'impact concernant le projet d'élevage ont été conduites sous la responsabilité de la SCEA LAPOINTE.

Les différentes études et prestations réalisées dans le cadre de ce projet, ont été confiées par la SCEA LAPOINTE à :

Etudes d'environnement et constitution générale du dossier de demande d'autorisation environnementale	Chargé du dossier : P.H. PIQUET, Biologiste – Consultant environnement K. BUFFAT, Chargée de mission environnement 93, Rue de la Villette – 69003 LYON Performa Environnement Ingénierie réglementaire & Projets de développement
Plans	DMB Conseils Benoît DELBECQUE

CHAPITRE G. POSITIONNEMENT PAR RAPPORT À LA DIRECTIVE IED

Le présent chapitre a été élaboré sur la base des travaux de la Commission Européenne directive n°2010/75/UE du 24/11/2010 relative aux émissions industrielles (IED).

La synthèse de ces travaux a notamment abouti à l'élaboration du Document de référence *sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles et de porcs*, autrement dit "BREF ILF", sorti en 2003. Ce document définit l'état de l'art en terme de techniques de réduction de pollution par les élevages de volailles et de porcs. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ont été mises à jour et établies par décision d'exécution du 15/02/2017.

Ce chapitre présente les performances de l'élevage de la SCEA LAPOINTE par rapport aux conclusions MTD.

G.1. DÉFINITIONS

Les Meilleures Techniques Disponibles sont définies par la directive comme "le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation, démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base de valeurs limites d'émission visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble".

Le terme "**techniques**" comprend les techniques mais également la manière dont l'installation est conçue, construite, entretenue, exploitée et mise à l'arrêt.

Le terme "**disponibles**" entend les techniques mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le contexte de l'élevage de volailles, dans des conditions économiquement et techniquement viables, en tenant compte des coûts et des avantages et sous réserve d'un accès dans des conditions raisonnables.

Le terme "**meilleures**" détermine les techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

En matière d'élevage de volailles, les meilleures techniques disponibles reposent sur :

- L'application de bonnes pratiques agricoles et d'une politique interne environnementale,
- La stratégie d'alimentation des volailles,
- Les usages de l'eau et l'énergie,
- Les émissions : sonores, poussières, odeurs,
- La gestion des effluents : stockage, traitement, épandage,
- La surveillance des émissions,
- Les émissions d'ammoniac selon le type de logement.

Les performances de l'élevage de la SCEA LAPOINTE sont appréciées par rapport aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) ci-avant précisées.

G.2. RAPPORT DE BASE

DETERMINATION DE LA NECESSITE D'UN RAPPORT DE BASE

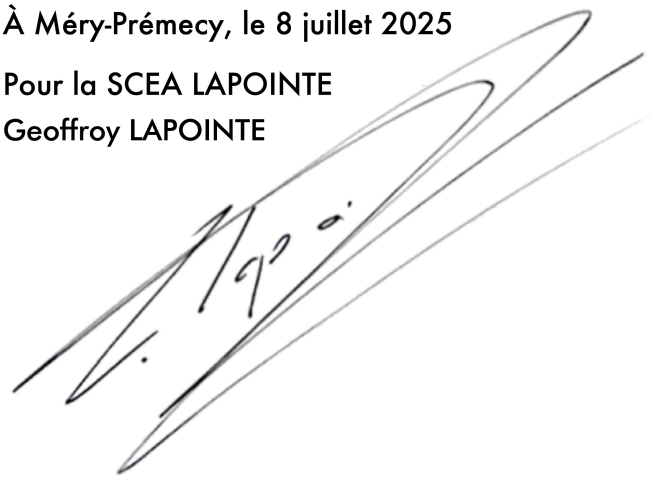
Sur le modèle de la plateforme Cerbère du Ministère (Ministère de la Transition écologique et solidaire) pour les dossiers de réexamen :

RAPPORT DE BASE

Détermination de la nécessité d'un rapport de base :	
Est-ce que la ou les cuves de carburant liquide destinées au chauffage des bâtiments d'élevage ont une capacité supérieure à 50 tonnes (ou à 250 tonnes dans le cas où elle(s) est/sont constituée(s) d'une double enveloppe avec système de détection des fuites) ?	non
Utilisez-vous des médicaments vétérinaires ou des produits biocides dans des conditions autres que celles prévues dans la notice d'emploi ?	non
Si vous utilisez des détergents non biodégradables, sont-ils utilisés sur le site en dehors des opérations courantes de nettoyage ou est-ce que les quantités diffèrent significativement des préconisations fournisseurs ?	non
Je n'ai pas besoin de remettre un rapport de base	oui

À Méry-Prémecy, le 8 juillet 2025

Pour la SCEA LAPOINTE
Geoffroy LAPOINTE



G.3. MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES

G.3.1. ORGANISATION

Descriptif des MTD		Situation de l'exploitant
MTD 1 : Système de Management Environnemental		
Mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME) toutes les caractéristiques suivantes :		Le système de management environnemental de la SCEA LAPOINTE repose sur : • La formation du personnel (MTD 2b), • La mise en œuvre des procédures pour les opérations courantes (surveillance des salles d'élevage, nettoyage...) et les situations d'urgence (MTD 2c), • Le suivi des performances de production de l'élevage, • Le suivi des émissions et des paramètres de procédés (émissions dans l'air, consommations en eau, électricité, combustibles...), • La prise en compte des conditions d'arrêt de l'installation en cas de cessation d'activité (cf. Chapitre H), • En cas de nuisances (odeurs, poussières, bruit), la mise en place d'un plan de gestion et de suivi permettant de supprimer toute nuisance (cf. MTD9 et MTD12), • Le suivi de toutes les composantes de l'établissement par la SCEA LAPOINTE.
1. Engagement de la direction,	✓	
2. Définition d'une politique environnementale avec le principe d'amélioration continue des performances environnementale de l'installation,	✓	
3. Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, planification financière et investissement,	✓	
4. Mise en œuvre des procédures relatives à : organisation et responsabilité, formation, sensibilisation et compétence, communication, participation du personnel, documentation, contrôle efficace des procédés, programmes de maintenance, préparation et réaction aux situations d'urgence, respect de la législation sur l'environnement;	✓	
5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération: • Surveillance et mesurage (voir également le rapport de référence du JRC relatif à la surveillance des émissions des installations relevant de la directive sur les émissions industrielles – ROM); • Mesures correctives et préventives; • Tenue de registres; • Audit interne ou externe indépendant (si possible) pour vérifier le respect des modalités prévues, la mise en œuvre et leur tenue à jour ;	✓	
6. Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité ;	✓	
7. Suivi de la mise au point de technologies plus propres;	✓	
8. Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une installation,	✓	
9. Analyse comparative des performances, par secteur (document de référence sectoriel EMAS, par exemple). En ce qui concerne spécifiquement le secteur de l'élevage intensif de volailles ou de porcs, la MTD consiste également à incorporer les éléments suivants dans le SME: • Mise en œuvre d'un plan de gestion du bruit (voir MTD 9); • Mise en œuvre d'un plan de gestion des odeurs (voir MTD 12).	✓	

Descriptif des MTD		Situation de l'exploitant
MTD 2 : Bonne organisation interne - La MTD consiste à appliquer toutes les techniques :		
a/ Localisation appropriée de l'élevage et bonne répartition spatiale des activités, afin de : • Réduire les transports d'animaux et de matières (y compris les effluents d'élevage); • Maintenir une distance adéquate par rapport aux zones sensibles nécessitant une protection; • Tenir compte des conditions climatiques existantes (par exemple, vent et précipitations); • Prendre en considération la capacité d'extension ultérieure de l'installation d'élevage; • Eviter la contamination de l'eau.	✓	L'extension projetée est implantée sur une parcelle de grande culture. Le bâtiment habité le plus proche de l'élevage est situé à plus de 400 m des bâtiments d'élevage et annexes. L'élevage est situé en dehors de toute zone de protection et d'inventaire environnementaux. Aucun cours d'eau n'est répertorié à proximité.
b/ Eduquer et former le personnel, en particulier sur : • Réglementation applicable, élevage, santé et bien-être des animaux, gestion des effluents d'élevage, sécurité des travailleurs; • Transport et épandage des effluents d'élevage; • Planification des activités; • Planification d'urgence et gestion; • Réparation et entretien des équipements.	✓	Geoffroy LAPOINTE exploite depuis 2022 la première salle d'élevage. Il est titulaire d'un BTS Agricole et d'un diplôme en Conseil de Droit rural et d'économie agricole. Il connait les enjeux liés à l'élevage d'un cheptel de poulettes et à la gestion des fientes, à la gestion du matériel et à la sécurité de l'exploitation. Dans le cadre du projet, le nouvel opérateur qui intégrera l'équipe, sera formé au poste de travail par Geoffroy Lapointe.
c/ Élaborer un plan d'urgence pour prévenir, par exemple : • Plan de l'installation d'élevage indiquant les systèmes de drainage et les sources d'eau/effluents; • Plans d'action pour pouvoir réagir à certains événements potentiels ; • Equipements disponibles pour faire face à un incident de pollution.	✓	L'exploitation de l'élevage et la qualité de production reposeront sur la réalisation d'opérations quotidiennes et hebdomadaires, inscrites dans l'emploi du temps journalier. Le fonctionnement cyclique de l'élevage permettra de prévoir les actions et ainsi anticiper leur réalisation. Les risques liés à l'exploitation de l'élevage sont développés dans l'étude de dangers, ils sont donc connus par l'exploitant et des mesures adaptées sont mises en place.
d/ Contrôle, réparation et entretien réguliers des structures et des équipements tels que : fosses à lisier, pompes à lisier, mélangeurs, séparateurs, dispositifs d'irrigation, systèmes de distribution d'eau et d'aliments, système de ventilation et les sondes de température, silos et matériel de transport (par exemple, vannes, tubes), systèmes de traitement d'air (par inspection régulière, par exemple). Peut comprendre la propreté de l'installation d'élevage et la lutte contre les nuisibles.	✓	Les installations d'élevage seront maintenues dans de bonnes conditions, en particulier par la réalisation d'opérations de nettoyage en fin de bande. L'exploitant dispose d'un plan de dératisation afin de limiter l'intrusion des nuisibles sur le site. Il sera étendu aux nouvelles installations. Le choix du matériel d'élevage a été conditionné par la qualité du service associé et le délai réduit, lors d'intervention de maintenance.
e/ Entreposer les cadavres d'animaux de manière à prévenir ou à réduire les émissions.	✓	Dans l'attente de leur évacuation, les cadavres seront placés dans un congélateur.

G.3.2. GESTION NUTRITIONNELLE

Descriptif des MTD		Valeurs	Situation de l'exploitant
MTD 3 - Réduction de l'azote total excrété - La MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques :			
a/ Réduire la teneur en protéines brutes	✓	Azote total excrété (exprimé en kg N excrété/emplacement/an) : Poules pondeuses : 0,4 – 0,8 kg Poulets de chair : 0,2 – 0,6 kg Canards : 0,4 – 0,8 kg Dindes : 1,0 – 2,3 kg Pas de valeur en poulette	La teneur en protéines de l'aliment tend à diminuer avec l'âge des volailles (plus de 20 % au démarrage pour terminer autour de 15% avant de rejoindre les fermes de pontes d'oeufs). La SCEA LAPOINTE pratique une succession de régimes alimentaires selon l'âge des sujets, dont les formules font l'objet d'une recherche permanente d'amélioration. Les caractéristiques de l'aliment seront adaptées aux besoins changeant des volailles selon leur âge :(démarrage, croissance, finition). Azote excrété : 0,340 kgN/place poulette /an (B1) 0,310 kgN/place poulette /an (B2) Cf. Annexe 9, Calculs des émissions atmosphériques
b/ Alimentation multiphase	✓		
c/ Ajout de quantités limitées d'acides aminés	✓		
d/ Utilisation d'additifs autorisés réduisant l'azote total excrété.	✘		
MTD 4 - Réduction du phosphore total excrété - La MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques :			
a/ Alimentation multiphase	✓	Phosphore total excrété (exprimé en kg P_2O_5 excrété/emplacement/an) : Poules pondeuses : 0,1 – 0,45 kg Poulets de chair : 0,05 – 0,25 kg Dindes : 0,15 – 1,0 kg Pas de valeur en poulette	La SCEA LAPOINTE pratiquera une succession de régimes alimentaires selon l'âge des sujets. Cf. MTD 3. Phosphore excrété : 0,199 kg P_2O_5/place poule pondeuse/an (B1) 0,145 kg P_2O_5/place poule pondeuse/an (B2) Cf. Annexe 9, Calculs des émissions atmosphériques
b/ Utilisation d'additifs autorisés réduisant le phosphore total excrété	✘		
c/ Utilisation de phosphates inorganiques hautement digestibles	✓		

G.3.3. UTILISATION RATIONNELLE DE L'EAU

Descriptif des MTD		Situation de l'exploitant
MTD 5 – Utilisation rationnelle de l'eau - La MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques :		
a/ Tenir un registre de la consommation d'eau	✓	La consommation en eau sera suivie de façon quotidienne et archivée électroniquement. Le compteur volumétrique associé à chaque salle d'élevage sera contrôlé de façon quotidienne par l'exploitant. En cas de consommation anormalement élevée, une inspection serait menée sur le réseau de distribution. Toute fuite sera détectée dans les meilleurs délais grâce au suivi quotidien des consommations grâce au suivi quotidien de consommations. Les réparations seront également mises en œuvre dans les meilleurs délais. Les opérations de nettoyage en fin de bande consommeront des quantités d'eau réduites au strict minimum nécéssaire pour satisfaire de bonnes conditions sanitaires, à savoir : - Opération de nettoyage des lignes d'abreuvement et d'alimentation, - Nettoyage haute pression à l'eau des volières, - Désinfection. Le circuit de distribution de l'eau sera régulièrement vérifié, notamment lors des visites quotidiennes dans les bâtiments d'élevage.
b/ Détecter et réparer les fuites d'eau	✓	
c/ Utiliser des dispositifs de nettoyage à haute pression	✓	
d/ Choisir des équipements appropriés	✓	
e/ Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau.	✓	
f/ Réutiliser les eaux pluviales non polluées pour le nettoyage	✘	
MTD 6 – Réduction de la production d'eaux résiduaires – La MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques :		
A/ Maintenir les surfaces souillées de la cour aussi réduites que possible.	✓	La gestion de l'élevage ne générera aucune surface souillée sur le site : - Eaux de nettoyage des bâtiments collectées dans des cuves dédiées (2*10 m^3) pompées et épandues, - Eaux usées domestiques des sas sanitaires collectées en cuves (2*3m^3), pompées, évacuées par un vidangeur, - Collecte des fientes, stockage en hangar dédié, sur dalle béton. La consommation en eau est réduite au minimum des besoins. Les eaux pluviales de toitures sont collectées sans avoir été souillées par des effluents d'élevage et sont infiltrées.
B/ Limiter le plus possible l'utilisation d'eau.	✓	
C/ Séparer les eaux de pluie non contaminées	✓	
MTD 7 – Réduction des rejets d'eaux résiduaires - La MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques :		
A/ Evacuer les eaux résiduaires dans un conteneur réservé à cet effet ou dans une fosse à lisier.	✓	Les eaux de nettoyage des bâtiments seront collectées dans des cuves dédiées (2*10 m^3) puis pompées et épandues. Les eaux usées domestiques des sas sanitaires collectées en cuves (2*3m^3), pompées, évacuées par un vidangeur.
B/ Traiter les eaux résiduaires.	✓	
C/ Epandage des eaux résiduaire	✘	

G.3.4. UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE

Descriptif des MTD		Situation de l'exploitant
MTD 8 - La MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques :		
A/ Systèmes de chauffage/refroidissement et de ventilation à haute efficacité.	✓	L'ambiance des salles d'élevage sera suivie au quotidien: • Le fonctionnement de la ventilation est assujetti à l'ambiance de chaque salle d'élevage, • Les extracteurs seront nettoyés, • Les bâtiments présentent une isolation de qualité. Les salles d'élevage ne nécessitent pas de chauffage. Le contrôle des abords des bâtiments d'élevage ainsi que les inspections sanitaires journalières préviennent d'éventuels défauts d'isolation susceptibles d'engendrer des pertes énergétiques. L'éclairage s'appuiera sur des dispositifs basse consommation et l'éclairage sera régulé par un programme spécifique.
B/ Optimisation des systèmes de chauffage/refroidissement et de ventilation ainsi que de leur gestion, en particulier en cas d'utilisation de systèmes d'épuration de l'air.	✓	
C/ Isolation des murs, sols et/ou plafonds des bâtiments d'hébergement.	✓	
D/ Utilisation d'un éclairage basse consommation.	✓	
E/ Utilisation d'échangeurs de chaleur (air-air, air-eau, air-sol)	✘	
F/ Utilisation de pompes à chaleur pour récupérer la chaleur	✘	
G/ Récupération de chaleur au moyen de sols recouverts de litière chauffés et refroidis (système combideck)	✘	
H/ Mise en œuvre d'une ventilation statique.	✘	

G.3.5. EMISSIONS SONORES

Descriptif des MTD		Situation de l'exploitant
MTD 9 – Plan de gestion du bruit - La MTD consiste à mettre en œuvre un plan de gestion du bruit comprenant :		
1. Protocole décrivant les mesures à prendre et le calendrier; 2. Protocole de surveillance du bruit; 3. Protocole des mesures à prendre pour gérer les problèmes de bruit mis en évidence; 4. Programme de réduction du bruit destiné, par exemple, à mettre en évidence la ou les sources de bruit, à surveiller les émissions sonores, à caractériser la contribution des sources et à mettre en œuvre des mesures de suppression et/ou de réduction du bruit; 5. Relevé des problèmes de bruit rencontrés et des mesures prises pour y remédier, ainsi que la diffusion des informations relatives aux problèmes de bruit rencontrés. *La MTD 9 n'est applicable que dans les cas où une nuisance sonore est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.*	NC	En raison de l'éloignement du site d'élevage des premières habitations et du retour d'expérience sur le fonctionnement du site, il n'est pas prévu un plan de gestion du bruit systématique. L'atténuation sonore a été estimée à 26,5 dB(A). En cas de nuisances sonores avérées (toutefois peu probable), l'exploitant mettra en œuvre les dispositions nécessaires pour rechercher la source de nuisance et la réduire autant que possible.
MTD 10 – Evitement ou réduction des émissions sonores – La MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques :		
A/ Maintenir une distance appropriée entre l'unité/l'installation d'élevage et les zones sensibles.	✓	L'éloignement aux tiers est un facteur de réduction naturel des nuisances sonores.
B/ Emplacement des équipements : • Augmenter la distance entre l'émetteur et le récepteur (en installant l'équipement le plus loin	✓	A l'exception des opérations de livraison des poulettes et l'enlèvement des poulettes de

Descriptif des MTD		Situation de l'exploitant
possible des zones sensibles); • Réduire le plus possible la longueur des tuyaux de distribution de l'alimentation; • Choisir l'emplacement des bennes et silos contenant l'alimentation de façon à limiter le plus possible le déplacement des véhicules au sein de l'installation d'élevage.		
C/ Mesures opérationnelles : • Fermer les portes et principaux accès du bâtiment, en particulier lors de l'alimentation des animaux, si possible; • Utiliser les équipements par du personnel expérimenté; • Renoncer aux activités bruyantes pendant la nuit et le week-end, si possible; • précautions pour éviter le bruit pendant les opérations d'entretien. • Utiliser les convoyeurs et les auges à pleine charge, si possible; • Limiter le plus possible la taille des zones de plein air raclées afin de réduire le bruit des tracteurs racleurs.	✓	réforme, l'ensemble des activités sera exercé durant les périodes diurnes. L'utilisation des ventilateurs fera l'objet d'une attention constante afin de minimiser leur usage aux stricts besoins de bien-être des volailles.
D/ Equipements peu bruyants : • Ventilateurs à haute efficacité, lorsque la ventilation statique n'est pas possible ou pas suffisante; • Pompes et compresseurs; • Système de nourrissage permettant de réduire le stimulus pré-ingestif.	✓	
E/ Dispositifs antibruit : réducteurs de bruit, isolation antivibrations, confinement des équipements bruyants (par exemple, broyeurs, convoyeurs pneumatiques), insonorisation des bâtiments.	✘	
F/ Réduction du bruit : Limiter la propagation du bruit en intercalant des obstacles entre les émetteurs et les récepteurs.	✘	

G.3.6. EMISSIONS DE POUSSIÈRES

Descriptif des MTD		Situation de l'exploitant
MTD 11 – Réduction des émissions de poussières – La MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques :		
A/ Réduire la formation de poussières à l'intérieur des bâtiments d'élevage : 1. Utiliser une matière plus grossière pour la litière (par exemple, copeaux de bois ou paille longue plutôt que paille hachée) ; 2. Appliquer la litière fraîche par une technique entraînant peu d'émissions de poussières ; 3. Mettre en œuvre l'alimentation ad libitum ; 4. Utiliser une alimentation humide, en granulés ou ajouter des matières premières huileuses ou des liants aux systèmes d'alimentation sèche ; 5. Equiper de dépoussiéreurs les réservoirs d'aliments secs à remplissage pneumatique ; 6. Concevoir et utiliser le système de ventilation pour une faible vitesse de l'air à l'intérieur du bâtiment	✓	L'aliment est accessible aux animaux à volonté. La présence de matières grasses dans l'aliment permet de réduire la formation de poussière. L'ajustement de la ventilation permet de limiter les turbulences trop importantes.
B/ Réduire la concentration de poussières à l'intérieur du bâtiment : 1. Brumisation d'eau ; 2. Pulvérisation d'huile ; 3. Ionisation.	✓	
C/ Traitement de l'air évacué au moyen d'un système d'épuration d'air tel que : piège à eau, filtre sec, laveur d'air à eau, laveur d'air à l'acide, biolaveur, système d'épuration d'air à deux ou trois étages, biofiltre.	✗	

G.3.7. EMISSIONS D'ODEURS

Descriptif des MTD		Situation de l'exploitant
MTD 12 – Plan de gestion des odeurs – La MTD consiste à mettre en œuvre un plan de gestion des odeurs comprenant :		
1.Protocole décrivant les mesures à prendre et le calendrier; 2.Protocole de surveillance des odeurs; 3.Protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs mis en évidence; 4.Programme de prévention et d'élimination des odeurs destiné à mettre en évidence la ou les sources, à surveiller les émissions d'odeurs (voir MTD 26), à caractériser la contribution des sources et à mettre en œuvre des mesures d'élimination et/ou de réduction des odeurs; 5.Historique des problèmes d'odeurs rencontrés et des mesures prises pour y remédier, ainsi que la diffusion des informations relatives aux problèmes d'odeurs rencontrés. La surveillance associée est indiquée dans la MTD 26. *La MTD 12 n'est applicable que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.*	NC	En raison de l'éloignement aux tiers, facteur de réduction naturel des nuisances sonores et du retour d'expérience sur le fonctionnement du site, il n'est pas prévu un plan de gestion des odeurs systématique. Le fonctionnement des bâtiments existants n'a jamais engendré de nuisances olfactives. En cas de nuisance olfactive avérée, l'exploitant mettra en œuvre les dispositions nécessaires pour rechercher la source de nuisance et la réduire autant que possible.

Descriptif des MTD		Situation de l'exploitant
MTD 13 – Evitement ou réduction des odeurs - La MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques :		
A/ Maintenir une distance appropriée entre l'élevage et les zones sensibles.	✓	L'habitation la plus proche des bâtiments d'élevage et annexes est située au Sud-Ouest à plus de 400 m. Les surfaces d'élevage seront maintenues propres et sèches par les systèmes d'abreuvement anti- gaspillage. Les fientes seront évacuées plusieurs fois par semaine des salles d'élevage. En sortie de salle d'élevage, elles seront stockées en hangar. La ventilation est optimisée afin de permettre un renouvellement efficace et correctement adapté de l'air vicié. Les fientes seront commercialisées normalisées en NF U 42-001-2, où en cas de non conformité, elles seront gérées dans le cadre du plan d'épandage (solution alternative). Dans le cas d'un épandage, elles seront enfouies sous 4H, sous réserve de la disponibilité des moyens techniques.
B/ Utiliser un système d'hébergement qui met en œuvre un ou plusieurs des principes suivants : • Maintenir les surfaces et les animaux secs et propres (par exemple, éviter les déversements d'aliments et l'accumulation de déjections dans les aires de couchage sur sols en caillebotis partiel); • Réduire la surface d'émission des effluents d'élevage (par exemple, utiliser des lamelles métalliques ou en matière plastique ou des canaux de manière à réduire la surface exposée des effluents d'élevage); • Evacuer fréquemment les effluents d'élevage vers une cuve ou fosse extérieure (couverte); • Réduire la température des effluents d'élevage (refroidissement du lisier, par exemple) et de l'air intérieur; • Réduire le débit et la vitesse de l'air à la surface des effluents d'élevage; • Maintenir la litière sèche et préserver les conditions d'aérobiose dans les systèmes à litière.	✓	
C/ Optimiser les conditions d'évacuation de l'air par une ou plusieurs des techniques suivantes : • Augmentation de la hauteur des sorties d'air (par exemple, sorties d'air au-dessus du niveau du toit, cheminées, évacuation de l'air par le faîtage plutôt que par la partie basse des murs); • Augmentation de la vitesse de ventilation de la sortie d'air verticale; • Mise en place de barrières extérieures efficaces afin de créer des turbulences dans le flux d'air sortant (par exemple, végétation); • Ajout de déflecteurs sur les sorties d'air situées dans la partie basse des murs afin de diriger l'air évacué vers le sol; • Dispersion de l'air évacué sur le côté du bâtiment d'hébergement qui est le plus éloigné de la zone sensible; • Alignement de l'axe du faîtage d'un bâtiment à ventilation statique perpendiculairement à la direction du vent dominant.	✓	
D/ Utiliser un système d'épuration d'air tel que : biolaveur, biofiltre, système d'épuration d'air à deux ou trois étages.	✘	
E/ Utiliser une ou plusieurs des techniques suivantes pour le stockage des effluents d'élevage : 1. Couvrir le lisier ou les effluents d'élevage solides pendant le stockage; 2. Choisir l'emplacement du réservoir de stockage en fonction de la direction générale du vent et/ou mesures pour réduire la vitesse du vent ; 3. Réduire le plus possible l'agitation du lisier.	✓	
F/ Traiter les effluents d'élevage par une des techniques	✘	

Descriptif des MTD		Situation de l'exploitant
suivantes : 1. Digestion aérobie (aération) du lisier; 2. Compostage des effluents d'élevage solides; 3. Digestion anaérobie.		
G/ Epandage des effluents d'élevage: 1. Rampe à pendillards, injecteur ou enfouisseur pour l'épandage du lisier; 2. Incorporation des effluents d'élevage le plus tôt possible.	✓	

G.3.8. GESTION DES EFFLUENTS

Descriptif des MTD		Situation de l'exploitant
MTD 14 – Réduction des émissions atmosphériques - La MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques :		
A/ Réduire le rapport entre la surface d'émission et le volume du tas d'effluents d'élevage solides.	✓	
B/ Couvrir les tas d'effluents d'élevage solides.	✘	
C/ Stocker les effluents d'élevage solides dans un hangar.	✓	
MTD 15 – Evitement et réduction des émissions dans le sol – La MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques :		
A/ Stocker les effluents d'élevage solides séchés dans un hangar.	✓	Les fientes seront évacuées plusieurs fois par semaine des salles d'élevage. En sortie de salle d'élevage, elles seront stockées en hangar sur dalle béton, offrant une autonomie de stockage de plus de 7 mois.
B/ Utiliser un silo en béton pour le stockage des effluents d'élevage solides.	✘	
C/ Stocker les effluents d'élevage solides sur une aire imperméable équipée d'un système de drainage et d'un réservoir de collecte des jus d'écoulement.	✘	
D/ Choisir une installation de stockage d'une capacité suffisante pour contenir les effluents d'élevage pendant les périodes durant lesquelles l'épandage n'est pas possible.	✓	
E/ Stocker les effluents d'élevage solides en tas au champ, à l'écart des cours d'eau de surface et/ou souterrains susceptibles de recueillir le ruissellement.	✘	
MTD 16, 17 &18 - Concerne les installations de stockage de lisier		
MTD 19 – Concerne les installations traitant les effluents		
MTD 20, 21 & 22 – Concerne les installations pratiquant l'épandage		

G.3.9. EMISSIONS RÉSULTANT DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS DE PRODUCTION

Descriptif des MTD
MTD 23 - Afin de réduire les émissions d'ammoniac résultant du processus de production global de l'élevage porcin (truies comprises) ou de l'élevage de volailles, la MTD consiste à estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue, sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en œuvre dans l'installation d'élevage.

L'estimation de la réduction des émissions d'ammoniac engendrée par l'application des MTD a été réalisée à partir de l'outil de calcul national mis à disposition par le CITEPA (Centre Interprofessionnel Technique d'Etudes de la Pollution Atmosphérique), pour les déclarations d'émissions annuelles polluantes (GEREP).

L'outil de calcul se présente sous la forme d'un tableur. Les données d'entrées concernent :
- Les caractéristiques du bâtiments : équipements d'élevage, sol, surface, ventilation ...
- L'élevage : type de production, taux d'activité, effectifs ...
- La gestion des effluents : type de stockage, épandage ou exportation ...

A partir de ces données, les quantités annuelles en polluants sont estimées à partir de facteurs d'émission. Les polluants estimés sont : ammoniac (NH_3), dioxyde d'azote (N_2O), méthane (CH_4), particules totales en suspension (TSP) et particules (PM_{10}).

L'exploitant est soumis à la déclaration annuel des émissions polluantes.

Cet outil pour estimer la réduction des émissions d'ammoniac par l'élevage projeté. Les deux cas suivants ont été comparés :
- Cas 1 : cas de l'élevage de la SCEA LAPOINTE,
- Cas 2 : Elevage standard équivalent.

	Cas 1 SCEA LAPOINTE	Cas 2
Quantité totale d'ammoniac émis à l'atmosphère par an	7.176 kg NH_3/an	19.967 kg NH_3/an

Cf. Annexe 9, Calculs des émissions atmosphériques

G.3.10. SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS

Descriptif des MTD	Fréquence		Situation de l'exploitant
MTD 24 - La MTD consiste à surveiller les paramètres Azote et Phosphore excrétés par une des techniques suivantes :			
A/ Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux.	1 fois/an	✓	Un bilan massique annuel sera réalisé.
B/ Estimation, au moyen d'une analyse des effluents d'élevage visant à déterminer la teneur en azote total et en phosphore total.			
MTD 25 - La MTD consiste à surveiller les émissions atmosphériques d'ammoniac par une des techniques suivantes :			
A/ Estimation, au moyen d'un bilan massique basé sur l'excrétion et sur l'azote (ou l'azote ammoniacal) total présent à chaque étape de la gestion des effluents d'élevage.	1 fois/an	✘	L'exploitant pourra réaliser une estimation des émissions atmosphériques annuelles d'ammoniac à partir de l'outil de calcul mis à disposition pour les déclarations d'émissions polluantes.
B/ Calcul, par mesure de la concentration d'ammoniac et du débit de renouvellement d'air selon la méthode ISO ou des méthodes spécifiées par les normes nationales ou internationales ou par d'autres méthodes garantissant des données de qualité scientifique équivalente.	A chaque modification notable d'au moins un des paramètres suivants : - type d'animaux élevés - système d'hébergement	✘	
C/ Estimation à partir des facteurs d'émission	1 fois/an	✓	
MTD 26 - La MTD consiste à surveiller périodiquement les odeurs :			
La MTD consiste à surveiller périodiquement les odeurs. Description La surveillance des odeurs peut être réalisée en appliquant: • les méthodes prescrites par les normes EN (par exemple, détermination de la concentration des odeurs par olfactométrie dynamique selon la norme EN 13725). • En cas de recours à d'autres méthodes pour lesquelles il n'y a pas de normes EN disponibles (par exemple, mesure ou estimation de l'exposition aux odeurs, estimation de l'impact des odeurs), il convient de se référer aux normes ISO, aux normes nationales ou à d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données de qualité scientifique équivalente. *La MTD 26 n'est applicable que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.*		NC	Aucune nuisance olfactive n'ayant été constatée à ce jour, il n'est pas prévu un plan de surveillance des odeurs systématique. Toutefois, en cas de nuisance, l'exploitant établira un plan d'actions et de surveillance des émissions olfactives.
MTD 27 - La MTD consiste à surveiller les émissions de poussières par une des techniques suivantes, pour chaque bâtiment d'hébergement :			

Descriptif des MTD	Fréquence		Situation de l'exploitant
A/ Calcul, par mesure de la concentration de poussières et du débit de renouvellement d'air selon les méthodes spécifiées par les normes EN ou par d'autres méthodes (ISO ou normes nationales ou internationales) garantissant des données de qualité scientifique équivalente.	1 fois / an	✘	L'exploitant pourra réaliser une estimation des émissions annuelles de poussières à partir de l'outil de calcul mis à disposition pour les déclarations d'émissions polluantes. Cf. MTD 25
B/ Estimation à partir des facteurs d'émission	1 fois / an	✓	
MTD 28 – Concerne les bâtiments d'hébergement équipés d'un système d'épuration d'air			
MTD 29 – La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants :			
A/ Consommation d'eau : Relevé, par exemple au moyen d'appareils de mesure appropriés, ou factures. Il est possible de surveiller séparément les principaux procédés consommateurs d'eau dans les bâtiments d'hébergement (nettoyage, alimentation, etc.).	1 fois / an	✓	La consommation en eau sera relevée régulièrement par l'exploitant à partir du compteur volumétrique, et sera consignée dans un registre.
B/ Consommation d'électricité : Relevé, par exemple au moyen d'appareils de mesure appropriés, ou factures. La consommation d'électricité des bâtiments d'hébergement est surveillée séparément de celle des autres unités de l'installation d'élevage. Il est possible de surveiller séparément les principaux procédés consommateurs d'électricité (chauffage, ventilation, éclairage, etc.).	1 fois / an	✓	La consommation en électricité sera surveillée. Les factures seront conservées par l'exploitant.
C/ Consommation de combustible : Relevé, par exemple au moyen d'appareils de mesure appropriés, ou factures.	1 fois / an	✓	L'exploitant dispose d'une cuve d'hydrocarbures liée à chaque groupe électrogène. Les factures de consommation ou de livraison de carburant seront conservées afin de suivre la consommation.
D/ Nombre d'animaux entrants et sortants, y compris naissances et décès, le cas échéant : Enregistrement au moyen, par exemple, des registres existants.	1 fois / an	✓	L'exploitant disposera d'un registre de suivi de son cheptel enregistrant les effectifs entrants, les effectifs sortants et les pertes de cheptel.
E/ Consommation d'aliments : Enregistrement au moyen, par exemple, des factures ou des registres existants.	1 fois / an	✓	La consommation en aliments sera suivie au moyen de bons de livraison d'aliments sur le site.
F/ Production d'effluents d'élevage : Enregistrement au moyen, par exemple, des registres existants.	1 fois / an	✓	La production d'effluents sera suivie au moyen d'un registre.

G.3.11. EMISSIONS D'AMMONIAC PROVENANT DES BÂTIMENTS

Descriptif des MTD		Valeur	Situation de l'exploitant
MTD 30 – Concerne les porcs			
MTD 31 – Concerne les poulettes, poulets de chair reproducteurs, poulettes			
A/ Evacuation des effluents d'élevage au moyen de tapis de transport (dans le cas des systèmes de cages aménagées ou de cages non aménagées) avec au minimum : • Une évacuation par semaine avec séchage à l'air ; ou • Deux évacuations par semaine sans séchage à l'air	NC	Emissions d'ammoniac dans l'air (kg NH3/ emplacement/an): Pas de valeur seuil pour les poulettes	Les bâtiments d'élevage sont dotés de volières étagées. Les fientes seront collectées sur des tapis et convoyées vers un hangar de stockage couvert réservé à cet effet. Les émissions d'ammoniac sont estimées à 7.176 kg NH3/an*, soit 0,028 kg NH3/emplacement/an pour B1 et 0,026 kg NH3/emplacement/an pour B2 *Ces émissions sont incluses dans le calcul des émissions totales présenté pour la MTD 23. Cf. Annexe 9, Calculs des émissions atmosphériques
B/ Dans le cas des systèmes sans cages :			
0. Ventilation dynamique et évacuation peu fréquente des effluents d'élevage (dans le cas d'une litière profonde avec fosse à effluents d'élevage), uniquement si utilisées en association avec une mesure d'atténuation supplémentaire, par exemple: • teneur élevée en matière sèche des effluents d'élevage; • système d'épuration d'air.	NC		
1. Tapis de collecte des effluents d'élevage ou racleur (dans le cas d'une litière profonde avec fosse à effluents d'élevage).	NC		
2. Séchage des effluents d'élevage par air forcé au moyen de tubes (dans le cas d'une litière profonde avec fosse à effluents d'élevage).	NC		
3. Séchage des effluents d'élevage par air forcé au moyen d'un plancher perforé (dans le cas d'une litière profonde avec fosse à effluents d'élevage).	**NC**		
4. Tapis de collecte des effluents d'élevage (dans le cas des volières).	**ف**		
5. Séchage accéléré de la litière utilisant l'air ambiant intérieur (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde).	**NC**		
C/ Utilisation d'un système d'épuration d'air tel que : 1. Laveur d'air à l'acide, 2. Système d'épuration d'air à deux ou trois étages, 3. Biolaveur	**8**		
MTD 32 – Concerne les poulets de chair			
MTD 33 – Concerne les canards			
MTD 34 – Concerne les dindes			

G.4. CONCLUSION ET ANALYSE DES MÉTHODES POUR ÉVALUER LES EFFETS DE L'INSTALLATION SUR L'ENVIRONNEMENT

Afin d'évaluer les effets de l'installation sur l'environnement, nous avons retenu comme référentiel les conclusions sur les MTD parues en février 2017.

Les Meilleures Techniques Disponibles, définies sur la base des travaux de la Commission Européenne, ont intégré de nombreux facteurs d'incidence des effets des élevages sur l'environnement (variation de la composition de l'aliment, systèmes de logements, gestion des déjections) sur la base d'études scientifiques et du retour d'expérience de divers pays membres de l'Union Européenne.

Les techniques de réduction de pollution présentées dans ce document ont permis de déterminer les performances de l'exploitation de la SCEA LAPOINTE et de prévoir la mise en œuvre de certaines techniques complémentaires :

- Politique environnementale et organisation interne : dispositions mises en œuvre, registres des consommations et productions programmés,
- Stratégie d'alimentation des volailles : respect des valeurs guides,
- Systèmes de logement : matériel conforme,
- Usages de l'eau et de l'énergie : méthodes d'utilisation de l'eau conformes, consommation énergétique maîtrisée,
- Maitrise des odeurs et des poussières : entretien régulier des installations, techniques d'élevage,
- Surveillance des émissions et tenue à jour d'un registre des consommations et paramètres de production,
- Gestion des déjections : évacuation plusieurs fois par semaine de la salle d'élevage, stockage en hangar, normalisation en engrais organique.

Le positionnement de l'établissement par rapport aux Meilleures Techniques Disponibles permet d'apprécier la situation de l'élevage en matière d'impact environnemental, sur la base des références reconnues du BREF élevage. Par conséquent, les limites d'évaluation des effets de l'installation sur l'environnement sont celles ayant limité les travaux de la commission européenne.

L'élevage de la SCEA LAPOINTE sera mené conformément aux conclusions sur les MTD.

CHAPITRE H.
USAGE FUTUR ET CONDITIONS DE MISE A L'ARRÊT DÉFINITIF

En cas de cessation d'exploitation de l'élevage de la SCEA LAPOINTE, de manière préférentielle, l'exploitant recherchera un repreneur envisageant le même type d'exploitation afin de valoriser le site actuel.

Cf. Annexe 10, Avis du Président Grand Reims et du propriétaire sur la remise en état du site en cas de cessation d'activité

H.1. USAGE FUTUR ET INFORMATION EN CAS DE CESSATION

En cas d'arrêt définitif de l'installation, compte-tenu :

- De la localisation en zone NC du bâtiment en projet sur la Carte Communale de Mery-Prémecy,
- De la localisation en zone N du bâtiment existant sur la Carte Communale de Janvry,
- De l'usage du site (élevage),

L'usage futur envisagé du site est un usage agricole.

En cas de cessation d'activité, les mesures suivantes seront mises en oeuvre :

- Notification de mise à l'arrêt définitif de l'installation à la Préfecture trois mois avant la date de mise à l'arrêt, incluant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité et le calendrier associé, soit en particulier :
  - L'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site,
  - Les modalités d'interdictions ou de limitations d'accès au site,
  - La suppression des risques d'incendie et d'explosion,
  - La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
- Transmission à l'Inspection des ICPE de l'attestation établie par un organisme certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou équivalent dès la mise en œuvre des mesures prévues.

H.2. MISE À L'ARRET DU SITE

BATIMENT, EQUIPEMENT, PRODUITS CONCERNES	MESURES DE MISE A L'ARRET DU SITE
BATIMENTS	Nettoyage des salles d'élevage, des locaux techniques et des hangars à fientes Réutilisation des locaux pour un usage compatible avec le document d'urbanisme, avec ou sans le matériel d'élevage, démontage du matériel d'élevage et fermeture sécurisée des locaux OU le cas échéant, démontage du matériel, démolition des bâtiments et évacuation des matériaux auprès d'établissements autorisés pour valorisation ou élimination Dans le cas du maintien du matériel, mise hors tension électrique Dans le cas du démontage du matériel, démontage des tableaux électriques
EQUIPEMENTS	Silos, citerne souple, groupes électrogènes, cuves de collecte des eaux de lavage : maintien si réutilisation, démontage, après vidange du contenu des matériels stockant des produits et vente en l'absence de réemploi Dans le cas du démontage des cuves, sécurisation des réseaux de collecte
PRODUITS	Poulettes : Commercialisées selon les mêmes modalités qu'en fin de bande Aliment : Repris par le fournisseur Fientes : Commercialisées normalisées comme en période d'exploitation Produits de nettoyage, désinfection : repris par la coopérative agricole Cadavres : Repris par l'équarrisseur